



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/752
S/1995/1035
13 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquantième année

Points 10, 18, 24, 26, 27, 28, 29, 31,
32, 35, 37, 39, 42, 44, 45, 47, 50, 52,
53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63,
64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75,
76, 77, 78, 80, 81, 83, 86, 87, 88, 89, 90, 91,
93, 94, 95, 96, 97, 99, 100, 101, 102, 103, 104,
105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 117 et 165 de
l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

MISE EN OEUVRE DU NOUVEL ORDRE DU JOUR DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE DANS LES ANNÉES 90

LA SITUATION AU BURUNDI

NÉCESSITÉ DE LEVER LE BLOCUS ÉCONOMIQUE, COMMERCIAL ET
FINANCIER APPLIQUÉ À CUBA PAR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

LA SITUATION EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

CÉLÉBRATION DU CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET LA LIGUE DES ÉTATS ARABES

COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET L'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE

QUESTION DE L'ÎLE COMORIENNE DE MAYOTTE

ZONE DE PAIX ET DE COOPÉRATION DE L'ATLANTIQUE SUD

DROIT DE LA MER



QUESTION DE PALESTINE

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE : PROCESSUS
D'ÉTABLISSEMENT D'UNE PAIX FERME ET DURABLE ET
PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA STRUCTURATION D'UNE
RÉGION DE PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE ET
DE DÉVELOPPEMENT

QUESTION DE LA REPRÉSENTATION ÉQUITABLE AU
CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DE L'AUGMENTATION DU
NOMBRE DE SES MEMBRES ET QUESTIONS CONNEXES

DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET
DE GOUVERNEMENT DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ
AFRICAINNE RELATIVE À L'ATTAQUE MILITAIRE AÉRIENNE
ET NAVALE LANCÉE EN AVRIL 1986 PAR L'ACTUEL
GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS CONTRE LA JAMAHIRIYA
ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE

OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS GLOBALES SUR LA COOPÉRATION
ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

APPLICATION DES RÉOLUTIONS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES CONSÉQUENCES
POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

QUESTION DE CHYPRE

CONSÉQUENCES DE L'OCCUPATION DU KOWEÏT PAR L'IRAQ
ET DE L'AGRESSION IRAQUIENNE CONTRE LE KOWEÏT

RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE LIMITATION
DES ARMEMENTS ET DE DÉSARMEMENT

ÉDUCATION ET INFORMATION EN MATIÈRE DE DÉSARMEMENT

LA VÉRIFICATION SOUS TOUS SES ASPECTS, Y COMPRIS
LE RÔLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS
LE DOMAINE DE LA VÉRIFICATION

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR
LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

RÉDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES

LES PROGRÈS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ET LEURS
INCIDENCES SUR LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

LE RÔLE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE DANS
LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE, DU
DÉSARMEMENT ET D'AUTRES DOMAINES CONNEXES

AMENDEMENT DU TRAITÉ INTERDISANT LES ESSAIS
D'ARMES NUCLÉAIRES DANS L'ATMOSPHÈRE, DANS
L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE ET SOUS L'EAU

TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS

CRÉATION D'UNE ZONE EXEMPTÉ D'ARMES NUCLÉAIRES
DANS LA RÉGION DU MOYEN-ORIENT

CRÉATION D'UNE ZONE EXEMPTÉ D'ARMES NUCLÉAIRES
EN ASIE DU SUD

CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX EFFICACES POUR
GARANTIR LES ÉTATS NON DOTÉS D'ARMES NUCLÉAIRES CONTRE
L'EMPLOI OU LA MENACE DE CES ARMES

PRÉVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS DANS L'ESPACE

DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLÔTURE
DE LA DOUZIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET
DÉCISIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À
SA DIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION
DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI
PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES
EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT
SANS DISCRIMINATION

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA COOPÉRATION
DANS LA RÉGION DE LA MÉDITERRANÉE

APPLICATION DE LA DÉCLARATION FAISANT DE L'OCÉAN
INDIEN UNE ZONE DE PAIX

RENFORCEMENT DU RÉGIME DÉFINI PAR LE TRAITÉ
VISANT L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES
EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES
(TRAITÉ DE TLATELOLCO)

TEXTE DÉFINITIF D'UN TRAITÉ SUR UNE ZONE
EXEMPTÉ D'ARMES NUCLÉAIRES EN AFRIQUE

CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE LA MISE AU
POINT, DE LA FABRICATION ET DU STOCKAGE DES
ARMES BACTÉRIOLOGIQUES (BIOLOGIQUES) OU Á
TOXINES ET SUR LEUR DESTRUCTION

MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

COOPÉRATION INTERNATIONALE TOUCHANT LES UTILISATIONS
PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

ÉTUDE D'ENSEMBLE DE TOUTE LA QUESTION DES
OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX SOUS
TOUS LEURS ASPECTS

QUESTIONS RELATIVES À L'INFORMATION

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES
NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS EN VERTU DE
L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE
DES NATIONS UNIES

ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES ET
AUTRES, QUI FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA
DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES
SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS
SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ÉTATS
MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

QUESTION DE LA COMPOSITION DES ORGANES PERTINENTS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
INTERNATIONALE

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT

AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT

RELANCE DU DIALOGUE SUR LE RENFORCEMENT DE
LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT PAR LE PARTENARIAT

MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DÉVELOPPEMENT,
Y COMPRIS CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DES
NATIONS UNIES SUR LES MIGRATIONS INTERNATIONALES
ET LE DÉVELOPPEMENT

APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA CONFÉRENCE
INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

ÉLIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE

DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS
RELATIVES À LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE
ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES ÂGÉES, AUX
HANDICAPÉS ET À LA FAMILLE

PRÉVENTION DU CRIME ET JUSTICE PÉNALE

PROMOTION DE LA FEMME

CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX
RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

SUITE DONNÉE À LA QUATRIÈME CONFÉRENCE
MONDIALE SUR LES FEMMES : LUTTE POUR
L'ÉGALITÉ, LE DÉVELOPPEMENT ET LA PAIX

Lettre datée du 9 novembre 1995, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Colombie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les documents de la onzième Conférence de chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue à Cartagena (Colombie) du 18 au 20 octobre 1995 (voir annexes*).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 10, 18, 24, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 35, 37, 39, 42, 44, 45, 47, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 83, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 95, 96, 97, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 117 et 165 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) Julio LONDOÑO PAREDES

* Les annexes ci-jointes sont publiées uniquement dans leur langue d'origine.

Annexe I

**DISCOURS DU PRÉSIDENT DE
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE,
ERNESTO SAMPER PIZANO,
À LA SESSION INAUGURALE
DE LA ONZIEME
CONFÉRENCE DE CHEFS D'ÉTAT
OU DE GOUVERNEMENT DU
MOUVEMENT DES PAYS
NON ALIGNÉS ***

Cartagena de Indias, le 18 Octobre, 1995

Bienvenus à Cartagena, patrimoine historique de l'humanité. Bienvenus aux Caraïbes, et à la Colombie, la terre où les rêves deviennent réalité. Ou, mieux, la terre où les rêves sont avant-coureurs du futur.

Nous espérons qu'après cette rencontre, les rêves pour lesquels le Mouvement a lutté constamment deviendront, de fait, une réalité dans les années à venir: la paix, la justice, et l'équilibre dans les relations internationales.

Bienvenus à notre toujours jeune, dynamique et enthousiaste Amérique Latine, où nous pouvons respirer un air d'optimisme qui nous insuffle l'aspiration à la perfection.

Bienvenus à la Colombie, un pays dont la recherche inlassable de la paix nous a faits connaître dans le monde comme les champions d'une tolérance qui est la seule vraie voie vers la coexistence pacifique entre les peuples.

HOMMAGE A L'INDONÉSIE

J'aimerais rendre hommage à la direction et coordination que l'Indonésie a fournies pendant les dernières années comme Président du Mouvement non aligné. Le Président Soeharto s'est avéré indubitablement un facteur décisif dans la modernisation des idées et méthode d'action du Mouvement.

C'est grâce à l'engagement de Indonésie que nous accueillons aujourd'hui un Mouvement qui est plus actif dans les affaires mondiales, et qui a surmonté les obstacles difficiles identifiés au Sommet de Djakarta.

LES PRINCIPES DE L'ALIGNEMENT RESTENT IMPÉRATIFS

Pendant les quelques jours à venir, les murailles de l'ancienne Cartagena seront la toile de fond des discussions qui nous mèneront à réaffirmer les principes et les idéaux du non

alignement. Et, tout comme ces murailles furent jadis la défense impénétrable de la cité, de même nos principes et idéaux restent notre meilleure défense contre l'injustice et la violence du monde d'aujourd'hui.

On m'a souvent demandé pendant la dernière année, à quoi sert-il de continuer le Mouvement si la fin de la guerre froide devrait aussi signifier la fin du non alignement?

Ma réponse a toujours été que, oui en effet, la guerre froide est terminée; mais ce fait n'a pas marqué la fin de la pauvreté dans le monde. Ce fait n'a pas supprimé les problèmes de l'environnement auxquels nous faisons face, pas plus qu'il n'a mis fin aux inquiétudes de nos secteurs productifs.

Et ma réponse a été que, bien au contraire, l'effondrement des barrières, qui séparaient avant les deux mondes, a marqué le commencement d'une nouvelle division dans le monde

LES NOUVELLES BARRIERES

C'est la division marquée par l'apparition de nouvelles barrières au progrès dans nos pays.

Il existe des barrières de commerce non-tarif qui empêchent nos produits d'atteindre les marchés importants.

Des barrières technologiques qui nous isolent de la marche de la science et de la connaissance.

Des barrières financières qui limitent notre accès au crédit en termes équitables.

Des barrières d'information, qui ont laissé l'information concernant la majorité dans les mains de peu.

La raison essentielle pour le non alignement, aujourd'hui comme hier, est de surmonter ces barrières à travers la solidarité. Le défi, aujourd'hui comme hier, est de joindre les forces dans la poursuite de notre idéal, la délivrance.

La délivrance de la dépendance technologique qui est en train de créer un type dangereux d'apartheid technologique dans le monde en voie de développement.

La délivrance, en un mot, de la pire des tyrannies, la tyrannie de l'arriération.

LE PEUPLE D'ABORD

En Colombie, nous sommes en train de mettre l'économie au service du peuple. Nous nous retrouvons dans les paroles du Président Soeharto, qui, durant le Sommet de

Djakarta, déclara que "le développement national doit être concentré sur le peuple, doit être du peuple, par le peuple et pour le peuple".

Nous croyons fermement que le peuple doit être le noyau de notre Mouvement. Afin d'être plus fort, plus légitime et plus démocratique, le Mouvement non aligné doit se rapprocher de nos peuples. Les citoyens de tous nos pays doivent être les protagonistes du non alignement à la fin de ce siècle et au début du prochain millénaire.

Notre objectif, en tant que Mouvement, se doit d'être le bien-être des êtres humains.

Notre action politique doit être maintenant axée sur l'élimination de la pauvreté, tout comme dans le passé nous avons supprimé l'apartheid et affaibli le communisme.

Nos pays ont répondu à la globalisation de l'économie mondiale avec des mesures de libéralisation, qui, à un degré plus ou moins grand, nous ont rapprochés de la réalité du marché mondial.

Toutefois, nous avons trouvé que ni le protectionnisme d'il y a trente ans ni le néolibéralisme des dix dernières années n'ont mis plus de pain sur la table de nos peuples, pas plus qu'ils n'ont rendu nos relations internationales plus pacifiques.

Dans notre lutte contre la pauvreté, nous devons commencer à combattre chez nous ce que nous dénonçons si fréquemment sur le plan international.

UN MODELE DE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

Nous avons besoin d'un modèle de développement alternatif, adapté à nos nécessités et à nos possibilités. Un nouveau modèle pour un Nouveau Sud.

Un modèle alternatif qui nous permettra d'être compétitifs sans omettre d'investir dans le peuple, en combinant proprement les deux mots magiques du siècle prochain: compétitivité et justice.

Un modèle alternatif qui nous permettra de créer un nouveau citoyen, prêt à s'attaquer aux défis du vingt-et-unième siècle.

Un nouveau citoyen, plus engagé dans la politique, plus productif dans l'économie, plus intéressé aux questions sociales, plus dévoué à la protection de l'environnement et plus universel dans ses convictions pacifistes.

/...

Un modèle alternatif basé sur un nouveau concept de gouvernement, qui, quelle que soit la dimension du pays, combatte la corruption et fonctionne bien.

LE MYTHE DU LIBRE COMMERCE

Nous savons que le développement économique et la lutte contre la pauvreté exigent aussi que la pratique du libre commerce soit faite une réalité.

Malgré les progrès faits dans un monde libre de barrières au commerce international et la création d'une organisation de libre commerce, une dangereuse tendance néoprotectionniste étend son ombre sur le monde.

Avec le libre commerce, il se passe un phénomène similaire à notre croyance dans le ciel: nous savons tous que nous y allons inévitablement, mais personne ne veut y aller tout de suite.

Telle est la leçon de décades de restrictions quasi-tarif, administratives, douanières et médicales, qui maintenant empêchent le libre accès de nos produits aux marchés les plus lucratifs des pays les plus riches.

La lutte contre le néoprotectionnisme doit unir les pays du Sud, car c'est là la vraie lutte pour les moyens d'existence de nos peuples.

LE BESOIN DE SOLIDARITÉ

Jamais auparavant il n'a été aussi clair que nous ne pouvons faire face individuellement aux défis du nouvel équilibre international.

Notre intégration dans le monde ne peut pas être une entreprise solitaire, suicidaire.

Nécessairement, la consolidation de nos démocraties est intimement liée à notre capacité et volonté de nous entendre et coopérer.

Les défis devant nous sont encore plus complexes que ceux qui nous firent face pendant la guerre froide.

D'un monde vu comme divisé idéologiquement entre blanc et noir, nous sommes passés dans un autre, aux teintes variées, qui exige de nous la capacité d'imaginer des solutions créatives.

COOPÉRATION AU LIEU DE CONFRONTATION

La coopération parmi les pays en voie de développement n'est pas une option, mais un besoin impératif si nous voulons devenir des acteurs sur la scène du monde, mais surtout si nous voulons survivre en tant que nations.

La confrontation est un anachronisme inutile qui doit faire place à l'instrument plus réaliste, pragmatique et efficace de la coopération internationale.

Le meilleure arme que nous pouvons brandir contre l'interventionnisme des puissants est notre propre solidarité.

La solidarité doit être exprimée dans une poursuite de nouveaux scénarios globaux pour que la coordination remplace l'ancien cloisonnement de la guerre froide et empêche la fragmentation du monde en blocs économiques.

LA POURSUITE DE LA PAIX

Aujourd'hui, comme il y a quarante ans, le Mouvement des pays non alignés doit adopter comme principe de base la poursuite de la paix mondiale.

Nous devons concentrer toutes nos énergies sur la construction, et non sur la guerre. Sur la création, et non sur l'annihilation. Sur la vie, et non sur la mort.

Nous devons toujours nous souvenir que le Mouvement apparut quand nous décidâmes que nous ne voulions pas participer à une lutte qui n'était pas la nôtre mais celle des superpuissances.

Les règles de base établies à Bandung en 1955 sont aujourd'hui plus valables que jamais.

Notre défi actuel est de décider, sur la base de ces principes permanents, une nouvelle interprétation de notre engagement et de l'incorporer à un nouvel agenda de travail pour le Mouvement; un agenda de modernisation

UN AGENDA DE MODERNISATION

Moderniser ne signifie pas abandonner les principes qui inspirèrent le Mouvement.

Moderniser signifie passer des bonnes intentions à l'action concrète.

Moderniser signifie développer la capacité de parier sur l'avenir à temps.

Moderniser signifie, comme l'a indiqué le Président Mubarak au Caire, accepter la flexibilité comme une partie de la nature du Mouvement.

Moderniser signifie développer un Mouvement qui ne se limite pas à réagir, mais qui aussi propose.

Un Mouvement qui tire comme un locomotive, au lieu d'être entraîné comme un wagon par les circonstances.

/...

Un Mouvement qui anticipe les conflits et qui fournisse les réponses aux questions de demain.

Quelles sont nos solutions à la crise de l'environnement, au danger de la propagation des drogues dans le monde, à la prolifération des armes, aux excès néolibéraux? C'est là où se trouve la clef de l'avenir du non alignement.

LA CRISE DE L'ENVIRONNEMENT

La crise de l'environnement nous concerne tous. Les changements dans le climat, la désertification, le pillage des ressources naturelles et la destruction de la diversité biologique nous font beaucoup de tort.

Quand nous laissons une source d'eau tarir, coupons un arbre ou tuons un animal, nous détruisons des possibilités de vie pour nos enfants et petits-enfants.

Le développement viable, réalisé multilatéralement, et la protection de la biodiversité, doivent devenir l'ordre du jour du Mouvement.

LE PROBLEME DE LA DROGUE

Les nations non alignées doivent aussi se préoccuper avec le crime transnational qui devient chaque jour une pire menace pour l'humanité.

Le trafic de drogue est un problème multinational qui exige une solution également multinationale.

Tant que de hauts niveaux de consommation se maintiendront dans les États Unis d'Amérique, en Europe et en Asie, il s'avérera difficile d'exécuter avec succès les programmes pour réduire l'offre.

Tant que le blanchiment de l'argent et le détournement de précurseurs chimiques seront tolérés, le succès dans la lutte contre la production de drogues ne sera qu'éphémère, et sera contrebalancé dans les prix, dans les routes de transport ou dans les lieux de production.

Notre engagement dans l'élimination du trafic de drogue est un impératif d'ordre éthique. Pour empêcher la jeunesse du monde d'être empoisonnée. Pour assécher la source de corruption que ses gains impressionnants génèrent. Pour secouer le joug des mafias sur nos systèmes judiciaires.

LE SUJET DU DÉSARMEMENT

/...

Nous pouvons dire quelque chose de pareil sur le désarmement. Il y a quarante ans, les fondateurs du Mouvement des pays non alignés lancèrent une grande action politique contre la course aux armements, stimulée, à l'époque, par la guerre froide.

Les ressources dévouées à la production d'armes, dans un monde dont on aurait attendu supposément un progrès vers la paix à la fin de la confrontation entre les deux blocs, sont des ressources qui nous font défaut de façon urgente pour soulager la faim et la soif, pour vacciner les enfants, pour protéger les eaux et les forêts et pour que le Sud ait accès à la science et à la technologie.

LA RÉFORME DES NATIONS UNIES

Actuellement, plusieurs thèmes qui font l'objet de la préoccupation des pays du Sud exigent que nous dépendions d'un instrument multilatéral adéquat pour les aborder. Une réforme des Nations Unies s'avère essentielle pour qu'Elles soient capables de répondre au défi qui les attend.

Ce que les pays en voie de développement attendent de cette réforme est que les Nations Unies représentent le monde d'aujourd'hui. Un monde de 185 pays, avec de sérieux problèmes et de grandes injustices. C'est notre intention de démocratiser les mécanismes et les procédures des Nations Unies.

LE DROIT DU SUD A L'INFORMATION OBJECTIVE

Nous devons réfléchir sur les sujets d'éminente actualité et qui affectent nos populations de manière négative. Par exemple, le droit à l'information.

Les conflits les plus graves et les problèmes les plus affligeants sont ceux qui apparaissent en direct sur les écrans de télévision à travers le monde.

D'un autre côté, il n'en va pas de même pour des millions d'êtres humains qui, pour une variété de raisons, ne figurent pas dans les média de communication du village global.

Le monde est en train d'être informé d'un point de vue du Nord, et agit sur ces données.

LA PLURALITÉ POUR UNE NOUVELLE IDENTITÉ

Notre grande richesse, dans les pays non alignés, réside dans notre diversité et pluralisme. Nos abondantes différences ne devraient pas être prétexte à conflits, mais plutôt un motif de consensus. Elles représentent des opportunités pour la coopération et la solidarité, et non des raisons de désaccord.

Notre diversité est la meilleure matière pour construire une nouvelle identité du monde en voie de développement, fondée sur une culture de la tolérance et de la coopération.

/...

Pendant les trois prochaines années, la Colombie travaillera sans trêve et repos pour transformer les idéaux du Mouvement en réalité.

Pour atteindre ce but, nous profiterons des seuls armes dont nous pouvons disposer: les munitions de la solidarité et les fusils de la coopération.

Les temps que nous vivons ne sont pas les meilleurs, mais ce sont les temps que nous vivons.

En ces temps, nous pouvons choisir la possibilité soit d'écrire notre propre histoire soit de laisser les autres l'écrire pour nous.

Il dépend de nos efforts que les années à venir deviennent le temps des peuples du Sud. De peuples qui aient le droit de ne pas être alignés avec la pauvreté, de ne pas être alignés avec la souffrance, de ne pas être alignés avec la pollution, de ne pas être alignés avec les drogues, de ne pas être alignés avec l'oppression, et de ne pas être alignés avec les dictatures.

Au nom de ces milliers de citoyens du monde qui, comme notre écrivain gagnant du Prix Nobel Gabriel García Márquez l'a indiqué, méritent une chance immédiate de vie sur la planète, je vous souhaite encore une fois la bienvenue à la terre de magie et d'espérance que Cristophe Colomb découvrit il y a cinq cents ans.

Je vous remercie beaucoup.

Annexe II

L'APPEL DE COLOMBIE *

Nous, les chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays membres du Mouvement des non alignés, réunis dans la ville héroïque de Cartagena de Indias (Colombie), lançons un fervent appel à la paix et au développement de nos peuples.

Nous prenons note des importants grands changements qui ont eu lieu sur la scène internationale au cours des dernières années. Nombre de conflits surgis dans les décennies passées ont été résolus; on a observé simultanément une forte croissance du commerce et un développement dynamique des mécanismes d'intégration aux niveaux régional et sous-régional.

Des progrès importants ont été réalisés dans le domaine scientifique. L'espérance de vie s'est accrue tandis que l'alphabétisation s'étendait, et le taux de mortalité infantile a diminué sensiblement dans les pays en développement.

Une nouvelle mentalité a vu le jour, qui remplace volontiers la confrontation par la coopération et témoigne d'un intérêt manifeste pour le développement social et économique des peuples.

Néanmoins, nous constatons avec préoccupation que les attentes suscitées par la fin de la guerre froide s'estompent progressivement. Les difficultés rencontrées pendant de nombreuses années, et qui, selon nous, allaient se résoudre progressivement avec l'atténuation de la confrontation bipolaire, se font aujourd'hui, dans de nombreux cas, plus aigues et plus évidentes que jamais.

Certes, on parle d'un regain économique notable. Toutefois, seuls quelques uns en ont généralement tiré parti, accumulant en excès richesse et pouvoir, alors que le chômage revêt des caractéristiques alarmantes dans diverses régions et que la pauvreté s'étend inexorablement, engendrant des déséquilibres sociaux graves.

La faim s'est accrue vertigineusement et l'analphabétisme demeure, malgré tout, un des plus grands obstacles à l'amélioration des conditions de vie de nos peuples. En outre, de vastes secteurs de nos sociétés manquent toujours des soins de santé élémentaires, voire d'eau potable, pour satisfaire leurs besoins primaires de survie.

Au risque qu'interviennent des troubles sociaux, nous nous efforçons d'ouvrir nos économies. Néanmoins, certains pays développés continuent d'imposer, sous divers prétextes, des barrières commerciales, financières et technologiques qui entravent et limitent sérieusement les processus que nous avons engagés.

Pour nombre de pays en développement, en particulier les moins développés, le problème de la dette est devenu l'un des principaux obstacles au décollage de leur économie et à leur développement social.

La discrimination raciale et la xénophobie, que nous croyions reléguées, au passé, ont pris un nouvel essor. Les ressortissants de nombre de pays en développement continuent d'être marginalisés et des minorités ethniques ou religieuses sont dangereusement menacées dans nombre de pays développés, tandis que sont étouffées dans l'indifférence les protestations de détresse qui naissent de cette situation.

Vingt-quatre millions de personnes, dont beaucoup de gens âgés, de femmes et d'enfants, qui ont été contraints de quitter leur lieu de résidence et de mener une existence errante de réfugiés à la suite de l'intolérance politique, raciale ou religieuse, gardent l'espoir d'une solution à leur difficile situation.

Nouvelles formes de déstabilisation des gouvernements des pays en développement sont apparues; le recours à la diffamation et à la distorsion de l'information est chaque jour plus fréquent, et il nous est difficile d'y répondre de manière efficace avec les moyens précaires à notre disposition.

Les grands exportateurs d'armes ont profité de la nouvelle situation internationale pour accroître leurs ventes aux pays en développement, sans que les pays où ces entreprises exercent leurs activités n'adoptent de mesures efficaces en vue de restreindre le commerce illicite et le trafic d'armes à l'intention des groupes terroristes, des mercenaires et des criminels de droit commun qui y ont facilement accès grâce au laxisme de ceux qui tolèrent et encouragent ce commerce rentable, et qui savent tirer profit de cette attitude passive.

En dépit de l'existence d'un nouveau cadre des relations internationales, nous sommes préoccupés par la persistance de la menace nucléaire et par le risque inhérent aux essais nucléaires, qui exposent nos pays à des conséquences désastreuses. Simultanément, des milliers d'armes nucléaires constituent toujours une dangereuse menace pour le monde.

Nos peuples demeurent exposés aux risques croissants liés au maniement, au transport, au transbordement et au rejet irresponsable de matières radioactives et de déchets toxiques produits par les pays industrialisés.

Le problème s'aggrave d'autant plus que les pays d'origine, reconnaissant le danger que représente la présence de matières de cette nature sur leur territoire, cherchent à s'en débarrasser dans les océans ou sur les territoires des pays en développement.

La mondialisation et l'interdépendance ont profité en premier lieu aux pays industrialisés. Par contre, nombre de nos pays demeurent en marge et l'écart entre les pays riches et les pays pauvres ne cesse donc de se creuser. La mondialisation a aussi créé des problèmes et des risques pour un grand nombre de pays non alignés; ils se sont vus contraints de faire face à des problèmes tels que la dégradation de l'environnement et le trafic illicite de stupéfiants, qui ont souvent leur origine dans la permissivité prévalant dans certains pays développés.

Ces considérations nous conduisent à affirmer que:

Le Mouvement des non alignés et ses principes fondamentaux conservent toute leur valeur. Dans les circonstances actuelles, il constitue plus que jamais une tribune offrant un cadre de référence fondamental pour coordonner nos intérêts et nos positions sur la scène internationale.

Face aux nouvelles réalités de ce moment historique, le Mouvement cherche à atteindre ses objectifs par le dialogue fondé sur les intérêts et profits réciproques, l'interdépendance véritable et la responsabilité partagée.

Le Mouvement des non alignés continuera de lutter coûte que coûte pour la paix, l'indépendance, l'égalité souveraine des Etats et la non ingérence dans leurs affaires intérieures, que certains tentent actuellement d'ignorer. En même temps, nous continuerons à travailler inlassablement à l'amélioration des conditions économiques et sociales, à la consolidation de la démocratie et à l'autodétermination des peuples.

/...

Convaincus, par conséquent, que notre position active et concertée contribuera à la réussite de nos objectifs communs, nous adoptons les engagements suivants que nous convenons d'appeler:

"L'APPEL DE COLOMBIE"

1. Nous continuerons à soutenir la restructuration, la revitalisation et la démocratisation des Nations Unies conformément aux principes de la Charte, et la restructuration du système financier international, y compris les institutions de Bretton Woods; et ce, en nous appuyant sur le principe de l'égalité souveraine des Etats.
2. Nous intensifierons nos actions pour parvenir au désarmement général et complet, y compris le désarmement nucléaire et l'élimination des armes nucléaires.
3. Nous jugeons fondamental le respect total des engagements contractés au Sommet sur l'enfance de New York, à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro, à la Conférence mondiale des droits de l'homme de Vienne, à la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, au Sommet mondial sur le développement social de Copenhague et à la IVème Conférence mondiale sur les femmes de Pékin, et de ceux issus de l'Uruguay Round.
4. Nous lutterons ensemble contre tout type de conditions, de mesures, de règles et de politiques coercitives et unilatérales que l'on prétendrait nous imposer ou que l'on nous imposerait, ainsi que l'imposition de schémas étrangers aux caractéristiques religieuses, historiques et culturelles de nos pays.
5. Nous encouragerons l'élimination des vestiges du colonialisme et de l'occupation étrangère et combattons ensemble les nouvelles tendances interventionnistes.
6. Nous continuerons à demander un règlement définitif du problème de la dette des pays en développement, incluant, notamment la dette multilatérale, et l'annulation de la dette des pays les moins développés et des pays à faibles revenus de plus en plus sévèrement touchés.
7. Nous encouragerons la pleine application des principes de la Charte des Nations Unies et des règles du droit international, en particulier ceux concernant la souveraineté, l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale.

En outre, nous, Chef d'Etat ou de Gouvernement:

1. Nous abstiendrons d'avoir recours ou de menacer de recourir à la force contre tout Etat, et ferons appel aux moyens prévus par le droit international pour le règlement pacifique des différends.
2. Nous nous efforcerons de réduire les dépenses militaires dans le but de consacrer ces ressources au développement économique et social de nos peuples.
3. Nous nous engageons à éliminer l'analphabétisme et la pauvreté.

Nous invitons le Président de la Colombie, M. Ernesto Samper, en sa qualité de nouveau Président de notre Mouvement, à engager les actions suivantes:

/...

1. Faire part aux chefs d'Etat ou de Gouvernement du Groupe des 7, lors des réunions de ce dernier, des positions et préoccupations des pays membres du Mouvement consignées dans notre Déclaration.

2. Prendre les mesures indispensables pour encourager la coopération Sud-Sud entre les membres du Mouvement, car elle est l'un des objectifs fondamentaux de notre action en vue d'acquiescer une plus grande autosuffisance collective.

3- Formuler les recommandations adéquates visant à réviser le fonctionnement, les procédures et les actions du Mouvement dans le cadre des principes qui nous régissent.

4. Faire progresser l'étude et les d'actions du Mouvement visant à l'amélioration effective de la condition sociale de nos peuples.

Enfin, nous, les chefs d'Etat et de Gouvernement des pays non alignés, nous exprimons au Président Ernesto Samper au peuple et au Gouvernement de la Colombie notre soutien inconditionnel et absolu à la vaillante et courageuse lutte qu'ils ont engagée contre le fléau du trafic de drogue, dans le cadre de leur législation nationale et des engagements internationaux auxquels ils ont souscrit. Ils expriment aussi leur appui résolu à l'initiative de la Colombie et d'autres pays en développement d'appeler à une conférence mondiale sur le problème des drogues illicites dans le cadre des Nations Unies.

Annexe III

DOCUMENT FINAL*

PREFACE

I. Le Onzième Sommet de Chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés fut tenu à Cartagena de Indias, Colombie, du 18 au 20 Octobre, 1995.

II. Il fut précédé par une réunion préparatoire au niveau d'Ambassadeur et de Hauts fonctionnaires, tenue du 14 au 15 Octobre, et par une réunion préparatoire au niveau ministériel, tenue du 16 au 17 Octobre.

III. Les pays membres suivants du Mouvement participèrent au Sommet:

Afghanistan, Algérie, Angola, Afrique du Sud, Arabie Séoudite, Bahrain, Bangladesh, Barbade, Belize, Benin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Fasso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap Vert, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats Arabes Unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambia, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Équatoriale, Guyane, Honduras, Ile Maurice, Inde, Indonésie, Iran (République Islamique d'), Irak, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye Arabe Jamahiriya, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Palestine, Panama, Papoue-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République Arabe de Syrie, République Centrale Africaine, République Démocratique Populaire de Corée, République Démocratique Populaire du Laos, République Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinidad et Tobago, Tunisie, Uganda, Uzbekistan, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

IV. Les pays, mouvements de libération nationale et organisations internationales suivants participèrent au Sommet en tant qu'observateurs:

Arménie, Azerbaïdjan, Brésil, Chine (République Populaire de), Costa Rica, Croatie, El Salvador, Kirghiztan, Mexique, Uruguay.

Les organisations internationales et mouvements de libération nationale suivantes participèrent également en tant qu'observateurs: Organisation des Nations Unies, Organisation de l'Unité Africaine, Ligue des États Arabes, Organisation de la Conférence Islamique, Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques, Nouveau Mouvement Indépendantiste de Puerto Rico.

V. Les pays et organisations suivants participèrent au Sommet en tant qu'invités:

Allemagne, Australie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Espagne, Fédération Russe, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Norvège, Nouvelle Zélande, Pays Bas, Pologne, Portugal, République Dominicaine, République Tchèque, Roumanie, Saint Siège, République Slovaque, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine. Les organisations suivantes participèrent aussi en tant qu'invités: Comité International de la Croix Rouge (CICR), Comité Spécial des Nations Unies pour l'Océan Indien, Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), Programme des Nations Unies du Développement (PNUD), Programme Mondial de l'Alimentation, Secrétariat du Commonwealth, Organisation des Nations Unies de l'Agriculture et de l'Alimentation (FAO), Comité des Nations Unies sur l'Exercice des Droits Inaliénables du Peuple Palestinien, Organisation des Nations Unies du Développement Industriel (ONUDI), Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Comité Spécial des Nations Unies pour Réviser la Situation concernant l'Application de la Déclaration sur l'Octroi de l'Indépendance aux Pays et Peuples Coloniaux, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), l'Institut International pour les Études Non Alignés, SELA, G77.

VI. Les pays et organisations suivants participèrent en tant qu'invités du Gouvernement Colombien:

Japon, l'Organisation des États Américains (OEA), l'Organisation Internationale du Travail, Greenpeace, la Fédération Islamique Internationale d'Organisations Estudiantines, le Comité d'Avocats sur la Non Prolifération Nucléaire.

VII. Les organisations suivantes participèrent aussi:

Le Groupe d'Agences de Presse des Pays Non Alignés.

VIII. La Conférence fut inaugurée par S.H. Ernesto Samper Pizano, Président de la République de Colombie, qui fit une déclaration marquante. Le nouveau Président du Mouvement souligna les futurs buts et objectifs qui doivent être poursuivis dans le cadre du Mouvement non aligné. Il rappela que, tout comme la Colombie, le Mouvement a mis l'économie au service du peuple, et que son action se doit de viser à l'élimination de la pauvreté, comme affaire prioritaire et urgente. Le Président Samper attira aussi l'attention sur le besoin d'adopter et d'employer un modèle de développement axé sur les nécessités et possibilités de nos peuples, et sur le besoin pressant de faire du libre commerce une réalité. En outre, le Président de la Colombie et nouveau dirigeant du Mouvement réitéra que le Mouvement des pays non alignés devrait maintenant être basé sur la coopération plutôt que sur la confrontation, et en même temps sur la poursuite de la paix mondiale. De surcroît, le Président Samper insista que la modernisation n'entraîne pas l'abandon des principes qui inspirèrent le Mouvement. Dans son discours vivifiant, il réaffirma que tant la crise de l'environnement que la question de la drogue nous concernent tous et que l'éradication du trafic de drogue est un impératif d'ordre éthique. Il mit en évidence l'opposition du Mouvement à la course aux armements, qui fut, en son temps, stimulée par la guerre froide, et fit valoir sa conviction qu'une réforme des Nations Unies est nécessaire. Le Président Samper recommanda de réfléchir sur le besoin urgent du Sud d'avoir le droit à l'information objective et au pluralisme pour pouvoir définir une nouvelle identité fondée sur une culture de la tolérance et de la coopération. Suivant une proposition faite par le Président du Gabon, S.E. El Hadj Omar Bongo, et appuyée par le Président de la Chypre, S.E. Glafos Clérides, la Conférence décida par acclamation d'inclure la déclaration du Président Ernesto Samper Pizano comme document officiel de la Conférence.

IX. Les chefs d'état ou du gouvernement accueillit Turkmenistan comme nouveau membre du Mouvement et aussi accueillit Ukraine comme invité du Mouvement.

INTRODUCTION

1. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays membres du Mouvement des non alignés se sont réunis à Cartagena de Indias (Colombie) dans le but d'examiner les problèmes mondiaux les plus graves dont souffrent leurs peuples, afin d'arrêter une ligne d'action en faveur de la paix, de la sécurité et du développement, et d'instaurer un nouveau système de relations internationales basé sur les principes de la justice, de l'équité et de la démocratie.

/...

CHAPITRE I: APERÇU GENERAL

Panorama de la situation internationale

2. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se réunissent au moment unique et crucial, où l'on commence à se rendre compte des véritables dimensions de la fin de la guerre froide dans un certain nombre de situations et où l'économie mondiale évolue au rythme de la nouvelle dynamique de la mondialisation. L'espoir de l'humanité d'instaurer un nouveau système international, basé sur le respect, la justice et l'équité entre les pays, semble loin de se concrétiser.

3. Dans nombre de nations, la prospérité et le commerce ont connu un regain rapide. Par ailleurs, l'espérance de vie et l'accès à l'éducation primaire ont augmenté dans de nombreux pays alors que le taux de mortalité infantile reculait sensiblement. Dans le même temps, la pauvreté et la faim ont atteint une ampleur sans précédent dans de nombreux pays non alignés et en développement, constituant ainsi un des plus grands paradoxes de notre temps. Plus de cinq cents millions de personnes souffrent de la faim et nombreuses sont celles qui en meurent. Le chômage s'est accru à un rythme accéléré. La planète et ses habitants sont les victimes de la dégradation inexorable de l'environnement et de modèles de consommation insoutenables dans certains pays industrialisés.

4. Alors que le spectre de l'holocauste nucléaire semble s'estomper depuis quelque temps et que certains pays ont décidé de réduire leur budget militaire, afin de consacrer ces ressources aux exigences du développement économique et social de leurs peuples, d'une part, certaines grandes puissances continuent de menacer l'avenir de l'humanité en mettant au point et en stockant de manière injustifiée des armes nucléaires et autres armes de destruction de masse et d'autre part, un trafic d'armes florissant ne cesse de mettre en danger la sécurité et la stabilité de vastes régions du monde.

5. Tout en remarquant avec satisfaction qu'un certain nombre de conflits touchant la stabilité de pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes ont été réglés par le biais d'accords historiques d'une importance capitale, avec des répercussions significatives sur le plan régional et mondial, et que la démocratie et les institutions démocratiques se sont renforcées et sont devenues plus participatives, les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur préoccupation en ce qui concerne l'exacerbation de conflits et différents existants et l'émergence de nouveaux conflits ainsi que la réapparition d'anciennes rivalités ethniques, religieuses, économiques et sociales que l'on croyait disparues. Parallèlement, ils observent que l'effondrement d'une grande puissance a rompu l'équilibre des pouvoirs et a instauré une instabilité latente au niveau mondial. Ils soulignent que le monde d'aujourd'hui est encore loin de connaître la paix, la justice et la sécurité. Les controverses latentes, les conflits violents, l'agression et l'occupation par des puissances étrangères, l'ingérence dans les affaires internes des Etats, les politiques d'hégémonie et de domination, les luttes ethniques, l'intolérance religieuse, la xénophobie, les nouvelles formes de racisme et de nationalisme borné représentent, entre autres, des obstacles majeurs qui menacent la coexistence harmonieuse entre les Etats et les peuples et qui peuvent mener à la désintégration des Etats et des sociétés. Ils manifestent leur répulsion à l'égard des violations systématiques des droits de l'homme et du droit humanitaire ainsi que de la perpétration d'actes de génocide et de crime de lèse-humanité dans plusieurs régions du monde.

6. En Amérique Latine et dans les Caraïbes, les circonstances économiques et politiques ont données un nouvel élan à la consolidation de la paix, à une plus grande démocratie et au progrès

/...

économique. La région est résolument engagée sur la voie de la coopération. En Amérique centrale, de vieux conflits ont été réglés et la consolidation de la paix se poursuit d'une manière soutenue. En Haïti, pour la première fois après un siècle et demi de vie indépendante, un leader est arrivé au pouvoir dans le cadre d'élections démocratiques. Des événements qui auraient paru inconcevables quelques années auparavant sont intervenus en Afrique. L'Afrique du Sud a démantelé l'abominable système de l'apartheid et a établi un Gouvernement démocratique non raciste avec à sa tête le président Nelson Mandela. Le Mozambique a entamé un nouveau chapitre de son histoire en tenant, en octobre dernier, ses premières élections générales multi-partites ouvrant ainsi la voie à la consolidation de la paix, à la stabilité et à la réconciliation nationale et relançant le développement économique du pays. En Angola, les succès obtenus dans l'application du Protocole de Lusaka et le déploiement de UNAVEM III, conformément à la résolution 976 (1995) ont suscité un climat propice à l'instauration d'une paix durable et de la stabilité dans le pays. Après une longue et sanglante guerre de libération, l'Erythrée est devenue de nos jours une nation indépendante, dont le peuple relève avec espérance les défis de l'avenir, en dépit des difficultés. En Europe, la récente initiative de paix en Bosnie-Herzégovine suscite de nombreux espoirs quant à un règlement juste, équitable et définitif du conflit dont les atrocités marquent la fin de ce siècle. L'Asie a enregistré des progrès dans le domaine de la coopération pour la paix et le développement. Dans le Sud-est asiatique, l'adhésion du Viêt-nam à l'ANASE constitue un pas important pour l'intégration régionale, et le Cambodge, après les élections de 1993 progresse sur la voie de la démocratie et du développement social et économique. Dans le Nord-est asiatique la République démocratique populaire de Corée a conclu des accords fondamentaux avec les Etats-Unis d'Amérique. Au Moyen-Orient, le Président Yasser Arafat a signé des accords historiques avec Israël, au nom de la Palestine, tandis que la Syrie s'engage à trouver une solution pacifique au problème de l'occupation de son territoire par Israël dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et du slogan "de la terre en échange de la paix". En dépit de ces nombreux événements positifs et encourageants, les pays non alignés n'ont aucune garantie de voir satisfaits leurs besoins en développement et en sécurité.

7. Bien qu'un certain nombre d'engagements concernant le développement aient été pris dans le passé et plus récemment lors de conférences internationales sur le développement, nombre de ces engagements n'ont pas encore été tenus.

8. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur préoccupation à l'égard d'un environnement économique externe défavorable qui continue d'avoir un impact négatif sur l'économie des pays en développement. Les exportations de ces pays demeurent entravées d'un côté par diverses formes de protectionnisme et leurs efforts de développement se voient gênés par le fardeau excessif de la dette extérieure ainsi que la limitation et la volatilité des flux financiers à court terme qui ont entraîné un transfert net global de ressources vers les pays développés et, de l'autre, par un accès trop restreint à la technologie. A cela s'ajoute le déclin sempiternel des cours des produits de base et la détérioration générale des termes de l'échange des pays en développement. De ce point de vue, l'Afrique, qui couvre un quart de la surface de la terre, possède des ressources naturelles considérables et comptera un cinquième de la population mondiale à la fin du siècle, mérite une attention accrue, étant donné la situation économique critique que traverse ce continent, très durement touché dans de nombreux domaines de son développement économique et social.

9. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur volonté de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire changer cet état de choses et satisfaire ainsi les intérêts et les aspirations véritables des pays en développement.

10. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent qu'en dépit de la fin de la guerre froide et du règlement de conflits intérieurs dans certains pays, l'on assiste à une augmentation considérable du commerce illicite et du trafic d'armes. Cela a contribué à l'élargissement des conflits armés et à une montée sans précédent de la violence causée par le crime organisé, le terrorisme et la subversion en milieu rural et urbain. Ils considèrent également que la Communauté internationale doit entreprendre des actions énergiques et concertées afin de mettre un terme au transport et au trafic d'armes de petite taille et continuer ses efforts visant à résoudre les conflits dans les régions touchées.

11. Ils expriment leur profonde préoccupation devant le terrible problème humanitaire que cause, aux populations concernées, la présence de mines et autres engins n'ayant pas explosé ainsi que le nombre élevé de personnes qui sont victimes de mines, spécialement dans la population civile.

12. Tout en soulignant l'importance d'appliquer toutes les résolutions du Conseil de sécurité et les mandats des Nations Unies concernant les opérations de maintien de la paix, ils prennent note avec préoccupation de la tendance croissante et évidente, de la part de certains Etats, de favoriser leurs intérêts nationaux par le biais de décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils considèrent que les initiatives destinées à préserver la paix et la sécurité dans le monde par des opérations de maintien de la paix doivent s'en tenir strictement aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et ne doivent pas devenir une nouvelle forme d'ingérence dans les affaires internes des Etats.

13. Certains Etats cherchent à imposer, de manière unilatérale, leurs politiques et leurs critères culturels et sociaux aux pays en développement et à exercer leur pouvoir et leur influence au sein des organisations et institutions internationales. Les précédents vécus par quelques pays du Mouvement des non alignés montrent clairement que certains membres puissants de la Communauté internationale continuent à considérer leurs modèles et leurs perspectives comme la norme universelle. C'est pourquoi, les pays du Mouvement des non alignés font de plus en plus souvent l'objet d'interventions unilatérales ou multilatérales dans leurs affaires internes sous des prétextes divers. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leurs préoccupations devant les tentatives répétées de saper les principes de souveraineté et de non ingérence dans les affaires intérieures des pays non alignés et devant la résistance accrue d'un certain nombre de pays développés à réaffirmer ces principes dans les négociations et les instruments internationaux et à en reconnaître l'importance et l'applicabilité constante.

14. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement sont de l'avis que l'effondrement du système bipolaire fait naître l'espoir non encore réalisé de parvenir à une paix universelle, juste et durable. Cet effondrement pourrait aboutir à une polarité inquiétante et néfaste, source possible d'inégalité et d'injustice, et par conséquent à une situation mondiale plus complexe et préoccupante. Ils mettent l'accent sur la nécessité d'oeuvrer de concert en faveur d'un nouvel ordre international dépourvu de toute carence, peur et forme d'intolérance, mais fondé sur la paix, la justice, l'égalité, la démocratie et le respect intégral des principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international. Aussi réaffirment-ils leur conviction que le Mouvement doit poursuivre activement et efficacement la recherche de cet objectif.

15. Ces circonstances obligent donc plus que jamais le Mouvement à oeuvrer en faveur de la coopération et d'un authentique partenariat sur la scène internationale au mieux des intérêts de la paix et du développement économique et social.

16. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment la validité et l'importance des principes et des objectifs du Mouvement. Ceux-ci sont, entre autres, l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté des Etats, le désarmement complet et général sous le contrôle effectif de la

/...

Communauté internationale, le droit à l'autodétermination des peuples sous domination ou occupation étrangère ou coloniale, l'égalité entre nations, le plein respect du droit international, le règlement pacifique des différends, la démocratisation des relations internationales, le développement économique et social, un ordre économique international équitable, la valorisation des ressources humaines, la protection et la promotion de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit au développement, et la coexistence de systèmes, de cultures et de sociétés différents. Dans ce contexte, ils insistent sur le besoin de poursuivre leurs objectifs en s'adaptant de manière dynamique aux nouvelles réalités et en mettant en place des stratégies, des initiatives et des projets adéquats.

17. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement affirment que, pour accroître, sur la scène internationale, son rôle de tribune représentant les intérêts et les attentes du monde en développement, le Mouvement doit continuer de travailler à l'expansion et à la consolidation de sa capacité d'initiative, de représentation et de négociation ainsi qu'à celles de sa force éthique, politique et morale. A ce propos, ils réitèrent que le plein respect tant des principes constitutifs du Mouvement adoptés à Bandung que ceux consacrés dans la Charte des Nations Unies traduisent son engagement moral et politique irrévocable. Ils estiment que l'efficacité du Mouvement à atteindre ses objectifs dépendra de la solidarité de ses membres, de son unité et de sa cohésion, dans une perspective de paix et de développement, et appelle des efforts communs en vue de triompher des désaccords et de régler les différends dans la paix.

La coopération économique internationale pour le développement

18. Certes, la fin de la guerre froide aurait dû permettre à la Communauté internationale d'accorder une plus grande attention aux problèmes du développement économique et social. Cependant, ces problèmes n'ont pas suscité l'intérêt ni le niveau d'engagement nécessaires à leur solution dans des pays tels que ceux membres du Mouvement. Qui plus est, on a enregistré une diminution des ressources disponibles pour la coopération internationale au développement. L'apparition d'un modèle de développement fondé sur le marché s'est accompagnée d'efforts tendant à transférer au secteur privé la totalité des responsabilités de la coopération internationale au développement. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment le rôle de l'Etat dans le développement et la coopération internationale au développement.

19. D'autre part, les chefs d'Etat ou de Gouvernement observent une tendance de la part des pays industrialisés à négliger leurs engagements passés et à exclure les problèmes du développement, par l'introduction de nouvelles conditionnalités affaiblissant et dénaturant les concepts traditionnels au détriment des pays non alignés et d'autres pays en développement. C'est pourquoi ils font ressortir que le Mouvement doit s'assurer une présence active dans les négociations économiques et commerciales au niveau international au moyen de positions fermes, communes et concertées.

20. La situation internationale reste encore très instable. Le climat d'incertitude persiste. La tendance à fixer surtout l'attention sur les intérêts et les affaires d'un nombre limité de pays développés se maintient, et les récents engagements pris dans de grands domaines de la coopération internationale ne sont toujours pas encore respectés. Les intérêts des pays en développement sont toujours marginalisés. Les investissements privés étrangers tendent à se concentrer dans quelques pays en développement et dans certains secteurs, et une partie importante de ces ressources est spéculative et volatile. L'infrastructure sociale et économique des pays en développement reste à la traîne et freine les perspectives de croissance. Il est impérieux de corriger en priorité cet état de choses. Les exigences essentielles du développement doivent se traduire par l'établissement de nouvelles priorités en matière de coopération internationale.

21. Ils soulignent le fait que l'écart entre les pays développés et en développement, en particulier les pays les moins développés, continue de se creuser et constatent que les problèmes liés à la pauvreté et aux injustices sociales, loin d'être surmontés, se sont aggravés sensiblement. Ils expriment leur préoccupation à l'égard de la situation économique dans les pays les moins développés, situés en majorité en Afrique. Ils observent également que le sous-développement économique, la pauvreté et l'injustice sociale constituent une source de frustration et la cause de nouveaux conflits et que la stabilité, la sécurité, la démocratie et la paix ne peuvent être consolidées sans corriger les inégalités internationales croissantes. C'est pourquoi ils sont de l'avis qu'il faut d'urgence relancer les économies des pays les moins développés afin d'atteindre une croissance soutenue et un développement viable.

22. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent en particulier que l'énorme coût social des ajustements structurels et de la libéralisation économique des pays du Mouvement ne devrait pas être supporté par les seuls pays en développement, en particulier les secteurs les plus pauvres de leur population. Ce sont les pays développés qui ont obtenu les plus grands avantages de la transformation de l'économie mondiale, tandis que la concentration alarmante de la richesse en très peu de mains, conséquence de l'économie de marché à outrance, est annonciatrice d'instabilité sociale. Par conséquent, ils jugent inadmissible que les nations riches et puissantes continuent de créer des conditionnalités unilatérales en matière de libre-échange qu'elles-mêmes avaient conçu, afin d'obtenir des avantages des pays du Mouvement, ou, ce qui est pire, d'imposer des normes ou de forcer des positions pour satisfaire leurs besoins politiques intérieurs. Ils déclarent que demander aux pays du Mouvement la libéralisation de leurs économies, tout en imposant des restrictions et des barrières tarifaires à leurs produits, est un comportement moralement répréhensible.

23. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement relèvent que la mondialisation de l'économie mondiale, grâce à la révolution des communications et de l'informatique, a créé de nouveaux défis et opportunités. Néanmoins, ce processus de mondialisation s'est lui-même traduit par une marginalisation accrue de la grande majorité des pays en développement.

24. Alors que les avantages de l'interdépendance croissante des économies se manifestent nettement dans les pays développés, ils sont fragiles dans l'ensemble des pays en développement. C'est pourquoi, les chefs d'Etat ou de Gouvernement réclament de la Communauté internationale l'adoption de mesures visant à instaurer un système mondial de relations économiques plus équilibré et participatif, dans lequel cette interdépendance bénéficierait à tous les pays.

25. Ils encouragent une coopération plus étroite avec les pays développés ainsi qu'avec les groupes économiques régionaux et sous-régionaux en vue d'amorcer une approche intégrée et coordonnée des relations économiques internationales fondée sur l'équité et la justice et la réciprocité des intérêts et des avantages. Ils estiment également que le Mouvement devrait rechercher activement la coopération sud-sud sous toutes ses formes. Ils décident que les pays non alignés devraient mettre en place des programmes et des projets de coopération sud-sud afin de rendre complémentaires leurs économies et de progresser sur la voie de l'autonomie.

26. Ils font observer que l'intégration à l'économie mondiale des pays d'économie en transition a eu pour effet d'absorber des ressources considérables initialement destinées aux pays en voie de développement. A cet égard, les avantages attendus par les pays non alignés ne se sont pas concrétisés. Ils expriment leur préoccupation quant aux nouvelles priorités dévolues par les pays développés aux économies en transition. Ils soulignent que le mouvement devrait traiter ce problème dans toutes les instances appropriées, en réitérant, entre autres, que la Communauté internationale doit remplir ses engagements existants en matière de développement en vertu des

accords passés lors des diverses réunions et conférences internationales sur le développement, notamment au moyen de l'affectation de ressources supplémentaires.

27. Il est évident qu'à lui seul, le libre marché ne peut donner lieu à une croissance économique soutenue ni apporter de solution aux problèmes sociaux. Le développement économique et le développement social constituent des processus interdépendants qui doivent se renforcer mutuellement. Même si la libre entreprise et la créativité sont un des fondements du progrès, l'amortissement de l'impact négatif de certaines forces du marché et la création de conditions nécessaires à la stabilité économique et sociale exigent des interventions spécifiques. C'est pourquoi, dans la mesure où l'on ne peut imposer de modèles de développement, les chefs d'Etat ou de Gouvernement encouragent des approches de développement alternatives conformes aux priorités et besoins nationaux de chaque pays non aligné.

L'héritage de Bandung

28. A l'occasion de la commémoration du quarantième anniversaire de la conférence de Bandung, les chefs d'Etat ou de Gouvernement ont évoqué cette conférence historique, qui est à l'origine des principes du non alignement et de la coexistence pacifique entre pays ayant des systèmes économiques et politiques différents. Ils ont réaffirmé que la Déclaration adoptée à cette occasion mémorable a constitué un jalon dans la montée d'un courant de pensée indépendant, l'expression du souhait légitime de liberté et de progrès des peuples et des aspirations des pays en développement.

29. Ils réaffirment que le rôle du Mouvement pour favoriser un ordre international fondé sur la justice dépend surtout de la force interne de celui-ci, de son unité et de sa cohésion. Il incombe donc à tous ses membres de travailler sérieusement à la promotion de la solidarité et de l'unité au sein du Mouvement. A cet égard, des efforts sincères doivent être faits en vue d'éliminer les désaccords existant dans certains domaines entre Etats membres et de résoudre pacifiquement les différends.

30. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent le rôle historique et la contribution positive du Mouvement pour la promotion d'un monde pacifique et de relations de coopération entre Etats. Qui plus est, l'essence de sa philosophie perdure et les principes qui la sous-tendent n'ont pas changé. Il n'est pas question de mettre en doute la validité permanente de ses principes et objectifs, qui comprennent, notamment, la sauvegarde de l'indépendance, de la souveraineté, et de l'intégrité territoriale des Etats, l'exercice de l'autodétermination et la souveraineté des pays non-alignés et des autres pays en développement, la réalisation du désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, la fin du colonialisme et de toute forme de soumission, l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale, la coexistence pacifique entre les Etats, la démocratisation des relations entre Etats, le règlement pacifique des conflits régionaux, l'accomplissement de la part de tous les pays en développement de leurs objectifs de développement et la défense des droits de l'homme, en particulier dans le domaine socio-économique. Ils louent l'importance de sa contribution à la lutte pour le désarmement total et à l'interdiction de la fabrication, des essais et du recours aux armes de destruction massive. Ils reconnaissent sa contribution visionnaire à la promotion du développement et de la coopération sud-sud.

31. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que la fermeté de la position du Mouvement durant ces trente-quatre dernières années a permis récemment bien des succès sur la scène internationale, y compris l'indépendance de territoires sous le joug colonial et l'expression des

besoins que ressentent les peuples des pays non alignés, qui n'avaient pas été entendus lorsqu'ils se dressaient seuls ou isolément. Ils estiment que le non alignement a incarné et va continuer à traduire l'expression collective de nations aux identités et aux besoins communs. Le rôle du Mouvement pour favoriser un ordre international fondé sur la justice dépend surtout de la force intérieure de celui-ci, de son unité et de sa cohésion. Il incombe donc à tous ses membres de travailler sérieusement à la promotion de la solidarité et de l'unité au sein du mouvement. A cet égard, des efforts sincères doivent être faits en vue d'éliminer les désaccords existant dans certains domaines entre Etats membres et de résoudre pacifiquement les différends.

Le rôle du Mouvement des non alignés

32. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur satisfaction devant la tendance générale à la revitalisation des activités du Mouvement des non alignés depuis le Sommet de Djakarta, tenu en 1992, la onzième Conférence ministérielle du Caire en 1994, et la rencontre ministérielle du Bureau coordinateur des pays non alignés tenue à Bandung en avril de l'année en cours, et insistent sur le fait qu'il faut continuer à soutenir et encourager cette tendance à l'avenir. A ce propos, ils conviennent notamment de mettre au point un mécanisme en mesure de renforcer le rôle du Mouvement des pays non alignés en harmonie avec l'évolution de la situation internationale, de manière à ce que le Mouvement, en sa qualité de porte-parole représentant les intérêts des pays non alignés et autres pays en développement, soit en mesure de relever efficacement et rapidement les défis actuels, à partir de positions sur lesquelles ses membres se seront mis d'accord.

33. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement insistent sur le fait que le Mouvement doit renforcer son unité et sa cohésion et coordonner les positions de ses pays membres sur les grandes questions internationales afin de fortifier leur pouvoir de négociation vis-à-vis des pays développés. Aussi estiment-ils que, pour le Mouvement, le nouvel ordre international doit reposer sur les principes de justice, d'égalité et de démocratie dans les relations internationales, et à cette fin, il convient d'adopter une stratégie commune. Ils réaffirment aussi la nécessité de perfectionner le mécanisme destiné à coordonner la position de ses membres sur le modèle de ceux existant pour les groupes de travail des Nations Unies et de ses institutions spécialisées et d'encourager le processus visant à l'établissement d'un dénominateur commun pour les positions et les intérêts des pays non alignés, afin qu'ils parlent d'une seule voix dans les négociations internationales.

34. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité de donner un nouvel essor au Mouvement, et dans ce sens, ils conviennent de commémorer le trente-cinquième anniversaire de la naissance du mouvement non aligné à l'occasion de la rencontre des ministres des Relations extérieures du Mouvement des non alignés qui se tiendra en septembre 1996. Ils chargent le Bureau de coordination de New York de réaliser des consultations en vue de préparer la commémoration, et en particulier de déterminer le lieu de cette célébration et les thèmes qui y seront discutés.

35. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent qu'il est primordial que le Mouvement se renforce intérieurement afin d'intensifier son rôle. Ils décident d'instaurer un système d'alternance du mandat de trois ans de la présidence du Comité Ministériel de Méthodologie car ils estiment pouvoir ainsi relancer l'amélioration des méthodes de travail et de l'efficacité du Mouvement. A cet égard, ils font référence aux critères adoptés tout au début pour l'admission de nouveaux membres, d'observateurs et d'invités. Ils réaffirment que le nouvel essor du Mouvement doit être un processus continu et ils considèrent que le Comité ministériel de méthodologie doit continuer à intensifier ses activités en vue d'examiner en profondeur et sous tous les angles différents aspects ayant trait à la structure et aux modalités du Mouvement des non alignés. Ils recommandent que le

Comité ministériel se réunisse au début de l'année 1996 afin d'étudier des voies et moyens différents de relancer le rôle joué par le Mouvement, à la lumière des changements récents intervenus sur la scène internationale.

36. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent l'importance des recommandations formulées par la Onzième Conférence ministérielle du Caire en 1994 visant à mettre en place le mécanisme d'assistance créé à la Dixième Conférence au niveau ministériel d'Accra en 1991 et qu'avait fait sien le Sommet de Djakarta en 1992.

37. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement, après avoir passé en revue la situation internationale et réaffirmé l'importance des principes et objectifs du Mouvement, décident de chercher des voies et des moyens supplémentaires pour l'action collective afin d'élargir son influence et son rôle dans les affaires mondiales. La raison principale en est qu'il faut encourager la mise en application des principes de la Charte des Nations Unies et du droit international en tant que base fondamentale de la coexistence pacifique des Etats. Ils expriment leur satisfaction pour le rôle crucial et actif que joue le Bureau de coordination de New York ainsi que ses groupes de travail et ses groupes de rédaction. Ils sont également convaincus que ce rôle doit être renforcé afin de répondre aux besoins qui évoluent rapidement dans le contexte international actuel, et en particulier l'apparition de nouveaux problèmes qui préoccupent fortement le Mouvement. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement ont de ce fait chargé le Bureau de coordination d'intensifier leurs actions dans le but de renforcer la coordination et la coopération mutuelle entre pays non alignés, y compris une action unifiée aux Nations Unies et autres tribunes internationales sur des questions les concernant tous. Ils considèrent également que le Bureau de coordination doit convoquer, comme par le passé, ses réunions au niveau ministériel sur une question particulière d'importance capitale pour le Mouvement chaque fois que cela se révèle nécessaire.

38. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent l'importance de la coordination et de la coopération entre le Mouvement des non alignés et le Groupe des 77 pour la promotion des intérêts des pays en développement dans les instances internationales. A cet égard, ils saluent l'adoption par le Mouvement des non alignés et le Groupe des 77 des termes de référence du Comité mixte de coordination du Mouvement des non alignés et du Groupe des 77, et en particulier son mode de fonctionnement. Ils prennent note également avec satisfaction des progrès accomplis par le Comité dans sa défense des intérêts des pays en développement ainsi que cela ressort de la présentation conjointe par les présidents du Mouvement des non alignés et du Groupe des 77, en leur qualité de coprésident du Comité, du Message adressé par le Mouvement des non alignés au président du Sommet du Groupe des 7, tenu à Halifax, et des négociations de la résolution de l'Assemblée générale concernant la consolidation du système des Nations Unies, adoptée à l'unanimité. Le fait que les pays en développement disposent désormais d'un mécanisme leur permettant de forger leur solidarité sur des questions diverses, est un heureux présage pour l'avenir. Ils décident, par conséquent, de mettre à profit ces succès et chargent le Comité de renforcer ses activités conformément à son mandat tel que celui-ci est défini dans les termes de référence dudit Comité.

39. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent avec satisfaction la coordination existant entre le président du Bureau de coordination du Mouvement des non alignés de New York et les membres du groupe du Mouvement des non alignés au Conseil de sécurité lors de l'examen de question particulièrement importante pour les membres du Mouvement, ainsi que l'avaient demandé les conférences au sommet précédentes du Mouvement des non alignés. Ils soulignent de ce fait la nécessité de continuer à renforcer cette coordination et de rechercher des voies et des moyens facilitant encore davantage cette coordination si nécessaire, y compris la possibilité pour les

/...

membres du groupe du Mouvement des non alignés et les membres du Mouvement d'entrer en consultations régulières, à travers le Bureau de coordination.

Le rôle des Nations Unies

40. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur engagement permanent envers les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Ils expriment à nouveau leur conviction que les Nations Unies constituent l'instance internationale la plus pertinente pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le règlement pacifique des différends, l'accès à la liberté, pour garantir le droit à l'autodétermination des peuples sous domination coloniale ou toute autre forme de domination ou occupation étrangères, l'instauration de relations économiques justes et équitables et l'émancipation sociale, la pleine jouissance de tous les droits humains et des libertés fondamentales ainsi que le renforcement des relations d'amitié et de la coexistence pacifique entre les nations. Le rôle et la valeur irremplaçables de l'Organisation en tant que forum multilatéral unique pour affronter les problèmes mondiaux sont indiscutables, tout comme le sont les multiples contributions de cette institution mondiale et de ses organismes spécialisés en faveur du progrès économique, social et culturel de tous les pays et de tous les peuples.

41. Le Mouvement, qui regroupe les deux tiers des membres des Nations Unies, est résolu à consolider ses acquis et invite ses membres à utiliser le potentiel de l'Organisation de manière plus réfléchie et plus rationnelle de façon à faire aboutir leur espoirs partagés de paix, de sécurité commune et de prospérité pour tous. C'est aux Nations Unies que le Mouvement doit se poser en porte-parole collectif et efficace du monde en développement.

42. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur conviction que les Nations Unies sont le véhicule le plus important pour canaliser la contribution du Mouvement des pays non alignés en vue de la mise au point d'un système de relations internationales fondé sur la justice, l'équité et les autres principes d'orientation du Mouvement des non alignés. Aussi, réaffirment-ils la détermination du Mouvement de jouer un rôle moteur dans la revitalisation, la restructuration et la démocratisation du système des Nations Unies. Dès lors, ils soulignent le rôle du groupe de travail de haut niveau du Mouvement des non alignés pour la restructuration des Nations Unies et sa démocratisation et le renforcement de son efficacité, en conformité avec les principes et buts de la Charte et pour assurer la participation du Mouvement à cet important processus.

43. A l'occasion du cinquantième anniversaire des Nations Unies, les chefs d'Etat ou de Gouvernement affirment que le rôle de l'Organisation devrait servir à la transformation positive de la société internationale, au renforcement du développement économique et social, au maintien de la paix et de la sécurité internationale, à favoriser une meilleure compréhension entre les peuples, le processus de décolonisation en cours et l'application universelle du principe d'égalité des droits et de l'autodétermination. Ils mettent en relief les mutations profondes et nombreuses qui se sont produites dans le monde au cours de la seconde moitié de ce siècle. Les Nations Unies se sont accrues en nombre, passant des 51 Etats fondateurs à ses 185 Etats membres actuels, dont beaucoup ont acquis leur indépendance au cours de ces cinq dernières décennies.

44. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment la nécessité de démocratiser les Nations Unies, et le cinquantième anniversaire devra en être l'axe. Bien que d'accord sur la nécessité d'adapter l'Organisation aux nouvelles réalités, ils sont clairement d'avis que les actions entreprises dans le cadre de ce processus ne doivent pas contribuer à perpétuer les anomalies existant au sein des Nations Unies et les déséquilibres politiques, ni à justifier le non respect des principes généraux

/...

énoncés il y a plus d'un demi-siècle, en particulier ceux d'impartialité, de souveraineté, d'indépendance nationale, d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, dont la validité a été pleinement revendiquée. Dès lors, ils expriment également leur conviction que le rôle des pays non alignés et des autres pays en développement membres de l'Organisation ne peut plus continuer à être sapé, et que leurs intérêts ne peuvent être négligés au profit des politiques extérieures des grandes puissances.

45. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement estiment que la tâche prioritaire et le plus grand défi des Nations Unies en cette nouvelle ère est la relance du développement social et économique. A cet égard, ils soulignent la nécessité de rétablir la primauté du rôle des Nations Unies dans la restructuration des relations économiques internationales fondées sur la justice et l'équité.

Renforcement, restructuration, revitalisation et démocratisation des Nations Unies

46. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réitèrent l'importance de la réforme et de la restructuration des Nations Unies. En ce sens, ils réaffirment le rôle de l'Assemblée générale en tant que la plus haute instance de délibération et de décision du système des Nations Unies. A cet égard, ils louent les activités du Groupe de travail de haut niveau du Mouvement des non alignés pour la restructuration des Nations Unies qui a recherché une position unifiée, concertée et solide du Mouvement et contribué positivement au processus de négociation qui a abouti à l'adoption par consensus d'importantes résolutions des Nations Unies. Ils accueillent favorablement les importantes mesures prises en vue de revitaliser l'Assemblée générale, y compris la décision de continuer à utiliser les mécanismes en place et de créer de nouveaux organismes si besoin est. Ils estiment que ces mesures doivent être appliquées strictement, puis intensifiées et perfectionnées. Ils réitèrent, en outre, l'appel à une stricte observation des dispositions de la Charte concernant les fonctions respectives de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et soulignent la nécessité de créer des liens plus efficaces entre ces deux organes, basés sur l'indispensable responsabilité du Conseil de sécurité devant l'Assemblée générale.

47. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement assignent au Bureau de coordination de New York la tâche d'étudier les récents rapports et propositions d'un certain nombre d'instances, notamment des organisations non gouvernementales et d'autres institutions, concernant la restructuration des Nations Unies et ayant des répercussions de grande portée pour les pays non alignés et autres pays en développement, et ce, entre autres, afin de définir la position du Mouvement des non alignés sur les questions abordées. Ils prennent donc note de la création du Groupe de travail de haut niveau de l'Assemblée générale sur la consolidation du système des Nations Unies. Tout en réaffirmant la nécessité de la réforme et de la restructuration du système des Nations Unies aux fins d'en accroître l'efficacité et l'efficience, ils insistent sur le fait que l'action et les apports de ce Groupe de travail ne doivent pas affaiblir les activités du système des Nations Unies en matière de développement ni faire double emploi avec le labeur d'autres groupes de travail existants. Aussi conviennent-ils que le Mouvement doit participer activement au processus de négociation en maintenant une position unifiée.

48. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité de poursuivre la démocratisation des Nations Unies et de ses organes dans un esprit d'égalité souveraine des Etats. Ils invitent les grandes puissances à accepter ce processus inévitable dans l'intérêt même de l'humanité tout entière.

49. Les Chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent des efforts en cours visant à la réforme et à l'amélioration de certaines structures et procédures des Nations Unies qui sont un élément

fondamental du renforcement du multilatéralisme en vue d'assurer une participation égalitaire, une représentation plus équitable et un meilleur équilibre respectant les principes et objectifs des Nations Unies. Dès lors, ils insistent sur la nécessité de démocratiser les Nations Unies afin de mieux refléter le caractère universel de l'Organisation et de respecter le principe de l'égalité souveraine des Etats. Ils soulignent en particulier, la nécessité d'une démocratie et d'une transparence totales dans les activités du Conseil de sécurité, eu égard à ses pratiques et actions récentes. Ils font part de leur résolution de participer de manière constructive au processus de revitalisation et de réforme dans la ferme conviction que les Nations Unies sont une tribune indispensable qu'il convient de soutenir et de consolider. Toutefois, la démocratisation des institutions politiques et économiques internationales inhérente à ce processus continue à être entravée par ceux qui cherchent à préserver leur position de pouvoir privilégiée. Ces efforts ne doivent pas perdre de vue l'objectif principal qui est de faire en sorte que l'Organisation soit plus sensible aux réalités changeantes et aux nouveaux défis de la paix et du développement dans un contexte dynamique.

50. Au vu de la tendance croissante de la part de certains pays à exercer indûment une influence sur le Conseil de sécurité et au vu de la position privilégiée et prédominante que le droit de veto garantit aux membres permanents du Conseil, en contradiction avec l'objectif de démocratisation des Nations Unies, les chefs d'Etat ou de Gouvernement réitèrent leur position adoptée lors des Cinquième, Sixième et Dixième sommets concernant le privilège spécial des membres permanents du Conseil de sécurité à exercer leur veto et s'engagent à promouvoir la restriction de celui-ci jusqu'à son élimination. En outre, tout en accueillant favorablement les actions engagées par le Conseil pour améliorer sa transparence et ses méthodes de travail, ils estiment qu'elles restent insuffisantes; et ils insistent auprès de l'Assemblée générale pour qu'elle recommande au Conseil d'autres mesures visant à assurer la pleine démocratisation de ce dernier.

51. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent bonne note du rapport du Groupe de travail à composition non limitée sur la question de la représentation équitable, l'augmentation du nombre de membres au Conseil de Sécurité et autres questions s'y rapportant, lequel traduit le consensus d'élargir le Conseil de sécurité et d'en réviser les méthodes de travail et autres aspects touchant à son fonctionnement, afin d'accroître sa capacité, son efficacité et sa représentativité. Vu la persistance de divergences à ce propos, il importe de procéder à un examen plus approfondi de ces questions. Ils reconnaissent que les pays non alignés ont participé aux débats du Groupe de travail à composition non limitée et expriment la volonté du Mouvement de poursuivre la tâche de ce Groupe d'une manière active et concertée.

51bis. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que la réforme et l'élargissement du Conseil de sécurité doivent être considérés partie intégrante d'une initiative commune qui tienne compte de l'égalité souveraine des Etats et de la répartition géographique équitable, du besoin de transparence, de la responsabilité et de la démocratisation des méthodes et procédures de travail du Conseil de sécurité, y compris les processus de prise de décisions. Ils accueillent favorablement la proposition du Mouvement des non alignés à ce Groupe de travail à composition non limitée, portant sur la réforme du Conseil de sécurité, qui inclut les questions du nombre de membres, de la transparence et des méthodes de travail du Conseil. Ils soulignent que la proposition d'élargir le Conseil doit revêtir un caractère global de manière à en améliorer la crédibilité et, partant, refléter la nature universelle de l'Organisation. Ils jugent indispensable d'accroître sensiblement le nombre de membres du Conseil appartenant au Mouvement. A cette fin, ils exhortent les pays non alignés à oeuvrer en faveur d'une plus forte représentation au sein du Conseil de sécurité des pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Toute tentative pour exclure les pays non alignés d'une augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité serait

/...

inacceptable pour le Mouvement. Par conséquent, ils conviennent qu'une approche cohérente et coordonnée de la part des membres du Mouvement est nécessaire.

52. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent l'importance de renforcer le bon fonctionnement du Conseil de sécurité en adoptant des mesures spécifiques destinées à améliorer les relations de travail entre le Conseil, l'Assemblée générale, les autres organes des Nations Unies et les pays non membres du Conseil de sécurité. Ils mettent également en relief la nécessité d'appliquer l'Article 50 de la Charte, particulièrement en institutionnalisant les consultations prévues à cet article, ainsi que d'adopter d'autres mesures efficaces permettant aux non membres d'attirer l'attention du Conseil sur leurs problèmes et difficultés en vue d'une solution.

53. Tout en reconnaissant l'importance des réunions informelles à huis clos des membres du Conseil, ils réaffirment leur conviction que ces consultations informelles ne peuvent se substituer aux dispositions prévues dans la Charte et dans le règlement provisoire du Conseil, ni nuire à la transparence nécessaire au fonctionnement de ce dernier.

54. Afin d'atteindre l'objectif de restructuration des Nations Unies, à savoir: la démocratisation, la transparence et l'efficacité du Conseil de sécurité, ainsi qu'un meilleur équilibre des fonctions des principaux organes des Nations Unies, les Chefs d'Etat ou de Gouvernement ont examiné divers mécanismes, notamment la tenue éventuelle, en temps opportun, de la Conférence générale sur la révision de la Charte prévue à l'Article 109 des Nations Unies.

55. Les Chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note du fait que la quinzième Session de l'Assemblée générale examine actuellement le rôle du Conseil de tutelle, dans le cadre d'un processus global destiné à revitaliser les Nations unies et notamment ses principaux organes, et à les rendre plus efficaces.

56. Les Chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note du Complément du Plan pour la paix présenté par le Secrétaire Général des Nations Unies et de la nouvelle convocation du Groupe de travail de l'Assemblée générale du Plan pour la Paix. A cet égard, ils se déclarent prêts à étudier ce Complément et les propositions qu'il contient, et, à cette fin, ils chargent le Groupe de travail de haut niveau du Mouvement non aligné pour la restructuration des Nations Unies de poursuivre sa tâche, en vue d'atteindre une position commune du Mouvement pour les négociations, et de s'assurer que l'objectif de renforcement du système des Nations Unies est poursuivi dans le cadre de la Charte et conformément aux dispositions de celle-ci.

57. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que la démocratie au sein de la famille des nations exige de la part de tous les Etats, grands et petits, une consultation, participation et engagement les plus complets possible en ce qui concerne le travail de l'Organisation. Ils soulignent en outre que la diplomatie préventive et l'instauration de la paix après les conflits doivent être menées à bien conformément aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

58. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement considèrent que l'Assemblée générale doit examiner en profondeur les problèmes concernant la restructuration du Secrétariat des Nations Unies, en particulier à la lumière du rapport présenté à ce sujet par le Secrétaire général à la quarante-neuvième session régulière de l'Assemblée générale, contenu dans le document A/49/336, tenant compte de la discussion suscitée en la matière.

59. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement secondent la suggestion du Secrétaire général relative à la création par le Conseil de sécurité d'un mécanisme chargé d'étudier, dans le contexte de l'application de l'Article 50 de la Charte, tous les aspects liés aux sanctions et à leur impact réel. Ils

/...

sont d'accord sur le fait que l'application de sanctions conformément à la Charte entraîne des conséquences profondes, non seulement pour les pays visés, mais aussi pour les Etats voisins et les partenaires commerciaux. De même, les problèmes économiques confrontés par les Etats à la suite de sanctions imposées à un Etat tiers devraient être étudiés immédiatement et affrontés rapidement au moyen de compensations appropriées. Ils soulignent que les sanctions devraient être levées une fois leurs objectifs atteints, et que toute tentative d'imposer ou d'étendre leur application en vue d'atteindre certains objectifs politiques doit être condamnée. En outre, ils considèrent que de nombreux points critiques doivent être éclaircis avant d'imposer des sanctions. Ils affirment que, pour ce faire, il est nécessaire d'entreprendre une étude sérieuse afin de minimiser les effets possibles non souhaités et à long terme sur le pays cible, et de réduire au minimum tous les préjudices ou les retombées sur les pays voisins ou tiers. Cette étude doit également prendre en considération la nécessité de définir clairement les objectifs, tels qu'un calendrier et les considérations d'ordre humanitaire, en particulier, les conséquences sur les populations civiles.

60. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent qu'il est important que les Nations Unies et, en particulier, le Conseil de sécurité, consacrent des efforts et des ressources accrues au règlement pacifique des différends, ce qui contribuerait à la fois à éviter les souffrances humaines provoquées par l'aggravation des crises internationales et à canaliser les ressources de la Communauté internationale vers les nécessités économiques et sociales urgentes pour lesquelles il n'existe pas actuellement de financement approprié.

Les opérations des Nations Unies pour le maintien de la paix.

61. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que la responsabilité de la paix et de la sécurité internationale incombe au premier chef aux Nations Unies.

62. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent l'importance des opérations de maintien de la paix par les Nations Unies et réaffirment leur conviction que toutes ces opérations doivent adhérer strictement aux principes et aux objectifs consacrés dans la Charte des Nations Unies. Ils soulignent que les opérations de maintien de la paix doivent reposer sur les principes à cet égard par la onzième Conférence ministérielle du Mouvement des non alignés, tenue au Caire en 1994.

63. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement s'inquiètent du déséquilibre existant entre les dépenses associées au grand nombre d'opérations de maintien de la paix et les ressources disponibles pour les activités de développement des Nations Unies, ainsi que de la complexité des fonctions et des tâches qui leur sont assignées. Ils expriment également leurs réserves au sujet de la nouvelle tendance selon laquelle les opérations de maintien de la paix deviennent des opérations de nature militaire qui ne sont pas autorisées conformément aux dispositions de la Charte. A cet égard, ils réitérent qu'il est nécessaire d'établir une différence entre les opérations de maintien de la paix et l'aide humanitaire.

64. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité de créer d'urgence, pour les Nations Unies, une grille de compensations uniforme en cas de décès ou d'infirmité pour le personnel chargé du maintien de la paix.

65. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que la contribution des pays en développement est un facteur important du succès des opérations de maintien de la paix. Il est donc nécessaire d'affronter les problèmes de retard dans le remboursement des frais militaires et l'utilisation de l'équipement appartenant aux troupes des pays participants, notamment les pays non alignés et autres pays en développement.

66. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent que le maintien de la paix est une mesure ad hoc utilisée pour éviter l'escalade des situations de conflit pendant que l'on recherche des moyens pour régler pacifiquement le conflit. Dans ce sens, ils considèrent que les opérations de maintien de la paix ne doivent pas être la méthode la plus souvent choisie pour empêcher les conflits et que, par conséquent, tous les efforts devraient être déployés afin de résoudre dès le début les conflits.

67. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement ont fait l'éloge des précieuses contributions des membres du Mouvement des non alignés aux différentes opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Ils ont rendu hommage aux sacrifices réalisés à la recherche de la paix par les contingents des pays non alignés ayant participé aux diverses opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

La situation financière des Nations Unies

68. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur préoccupation à l'égard de la situation financière des Nations Unies, provenant du non respect, de la part certains Etats développés, du paiement de leur quote-part du budget régulier et de la contribution qui leur est assignée aux opérations de maintien de la paix, tant en ce qui concerne le montant que les délais. Ils demandent instamment à ces Etats de se mettre à jour de leurs arriérés, sans poser aucune condition en signe de leur volonté politique d'honorer leurs obligations conformément à la Charte qui s'applique à tous les membres.

69. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que le principe de la capacité de paiement doit rester le critère fondamental sous-jacent à une révision de la méthodologie de répartition des dépenses de l'Organisation. Ils insistent également sur le fait que toute révision de la méthodologie devrait se baser sur le consensus et les consultations, à partir de mesures multilatérales.

70. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent l'obligation des Etats membres, d'après l'Article 17 de la Charte, de prendre en charge les dépenses de l'Organisation selon la répartition adoptée par l'Assemblée générale. Ils estiment qu'une réaffirmation des obligations prévues à l'Article 17 doit intervenir à l'occasion de la réunion commémorative spéciale de la cinquantième session de l'Assemblée générale. Dans ce contexte, ils insistent pour que les Etats membres honorent leurs engagements à l'égard de l'Organisation, et pour que les principaux contributeurs prennent l'initiative de renouveler leurs efforts en vue d'effectuer leurs contributions convenues complète et opportunément, à l'occasion du 50ème anniversaire des Nations Unies.

71. A ce sujet, les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note du progrès fait par le Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière des Nations Unies, et ils expriment l'espoir que le résultat de ses délibérations permette à l'Assemblée générale de prendre les mesures appropriées afin de placer l'Organisation dans une position financièrement viable en vue de relever les défis les plus urgents auxquels elle est confrontée.

72. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment également le point de vue selon lequel les principes contenus dans l'échelle spéciale d'assignations, établie par la résolution 3101 (XXVIII), concernant la répartition des dépenses des opérations de maintien de la paix, doivent être adoptés de manière permanente. Dans ce contexte, ils conviennent du besoin que l'échelle de financement de ces opérations reflète clairement les responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi que la situation économique que traversent les différents pays ou groupes de pays.

/...

Les organisations régionales

73. Tout en rappelant que la responsabilité de la paix et de la sécurité internationale incombe au premier chef aux Nations Unies, les chefs d'Etat ou de Gouvernement signalent le danger du recours inapproprié à des accords et des agences visant à remplacer les Nations Unies dans l'accomplissement des responsabilités de l'Organisation ou à contourner le plein respect des principes directeurs de la Charte et du Droit International.

74. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment qu'un processus de consultations, de coopération et de coordination entre les Nations Unies et les organisations régionales, fondé sur le chapitre VIII de la Charte, ainsi que sur la définition des mandats, de la portée et de la composition des organisations régionales participantes, peuvent contribuer à maintenir la paix et la sécurité internationales.

75. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent que les accords régionaux peuvent contribuer à la croissance et au développement de l'économie mondiale par la promotion du commerce, de l'investissement et du transfert de technologie. Ils insistent sur la nécessité d'un engagement ferme qui favorise l'intégration économique et la coopération entre les pays en développement, dans le cadre d'un système de commerce ouvert, multilatéral, équitable et non discriminatoire.

76. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent le rôle essentiel des accords et agences aux échelons régionaux, où participent des pays non alignés, dans la promotion de la paix et la sécurité régionales, la coopération économique et le développement économique et social.

Le droit à l'autodétermination

77. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment la persistance et la validité du droit fondamental de tous les peuples à l'autodétermination, dont l'exercice, dans le cas de peuples soumis à la domination étrangère ou coloniale, ou sous l'occupation étrangère, est essentiel pour assurer l'éradication de toutes ces situations, ainsi comme assurer le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils condamnent fermement la répression brutale dont font actuellement l'objet certains peuples aspirant en toute légitimité à leur autodétermination, et qui sont, dans plusieurs régions du globe, sous la domination étrangère ou coloniale ou l'occupation étrangère.

78. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement observent avec satisfaction l'accès à la souveraine condition d'Etat et à l'indépendance, de pays se trouvant sous une domination étrangère ou coloniale. Ils rappellent le droit inaliénable des peuples de territoires sous tutelle à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale (en date du 14 décembre 1960), indépendamment de la dimension du territoire, de la situation géographique, de la population ou de l'importance des ressources naturelles. Ils renouvellent leur engagement à chercher l'élimination complète du colonialisme et appuient l'application effective du Plan d'action pour l'Eradication du Colonialisme. A cet égard, le principe d'autodétermination inhérent au Plan d'action devrait s'appliquer aux territoires toujours sous tutelle, en conformité avec la volonté des peuples concernés, les résolutions de l'Assemblée générale et la Charte des Nations Unies.

/...

79. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement exigent la pleine application des résolutions et décisions de l'UNESCO relatives à la restitution de la propriété culturelle des peuples libérés de la tutelle coloniale et demandent le paiement des compensations pertinentes.

80. En vertu de l'application de la Résolution 1514 (XV), les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent à nouveau que toute tentative visant à la rupture totale ou partielle de l'unité nationale ou de l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les objectifs et principes de la Charte des Nations Unies.

Les mercenaires

81. Alarmés par les continuelles activités criminelles de mercenaires internationaux, ils réaffirment que le recrutement, le financement, l'entraînement, la concentration, le transit et l'utilisation de mercenaires, ou le soutien à ceux-ci, violent les objectifs et les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. Les mercenaires menacent gravement la sécurité nationale des Etats, notamment les plus petits, ainsi que la sécurité et la stabilité des Etats composés de plusieurs ethnies et entravent le droit des peuples à l'autodétermination. Par conséquent, ils recommandent l'adhésion urgente aux déterminations contenues dans la résolution 49/150 de l'Assemblée générale, surtout à son appel à considérer la possibilité de signer ou de ratifier la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'entraînement de mercenaires.

Le désarmement et la sécurité internationale

82. Les questions se rapportant au désarmement, au contrôle et à la limitation des armements, ainsi qu'à la sécurité internationale revêtent une nouvelle dimension depuis la disparition de la confrontation est-ouest, les forces de dissuasion ayant perdu toute pertinence. Dans cette période d'après-guerre froide, il n'y a plus aucune justification, pour autant qu'il en ait jamais eu une, au maintien des arsenaux nucléaires, et encore moins à leur accroissement dans le cadre de la course aux armements. Il est grand temps de détruire une fois pour toutes ces armes meurtrières de destruction de masse. Le régime de non-prolifération n'aura de succès que dans la perspective du désarmement nucléaire. Ils exigent l'abandon des doctrines stratégiques fondées sur l'utilisation d'armes nucléaires et l'adoption d'un Plan d'action, avec un délai défini, pour l'élimination de toutes ces armes. Ils réitèrent leur conviction selon laquelle un désarmement général et total, sous un contrôle international efficace, reste l'objectif ultime à atteindre. Il importe, pour ce faire, d'adopter une approche globale, non discriminatoire et équilibrée, relative à la sécurité internationale.

83. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur conviction que la nouvelle situation mondiale offre aujourd'hui de meilleures occasions d'aborder efficacement tous les problèmes liés au désarmement et à la sécurité internationale, et de construire un monde plus sûr, sans armes de destruction de masse. En vue d'atteindre dans un délai raisonnable un dernier objectif, ils continuent de chercher un désarmement total sous contrôle international effectif, par l'élimination de tous les arsenaux nucléaires et de toutes les armes de destruction de masse, ainsi que par le biais de la réduction progressive et équilibrée des armes conventionnelles.

84. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent à la Conférence sur le Désarmement d'accorder la priorité à la création d'une commission ad hoc chargée d'ouvrir des négociations, dès le début de 1996, sur un programme par étape de désarmement nucléaire et l'élimination ultérieure de ce type d'armes, selon un délai à arrêter, conformément au paragraphe 50 du Document final de la Première Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le

désarmement. A cette fin, ils décident de présenter un projet de résolution y relatif à la Cinquantième Session de l'Assemblée générale.

85. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement manifestent leur inquiétude à l'égard des progrès limités obtenus dans les négociations destinées à réduire et à éliminer définitivement les arsenaux nucléaires, afin d'atteindre l'objectif d'un désarmement total et général. Ils invitent tous les Etats possédant des armes nucléaires à se joindre aux efforts des deux puissances militaires les plus importantes, en vue d'accélérer le processus d'élimination totale de ce type d'armes.

86. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent combien il est vital et important d'éliminer les armes de destruction massive et envisagent la création de zones exemptes d'armes nucléaires comme un premier pas dans ce sens. Ils demandent aux Etats de conclure des accords afin de créer de telles zones dans les régions où elles sont inexistantes, conformément aux Document final de la SSOD-1. Ces zones s'étendraient à tous les territoires des Etats concernés, en vertu de l'intégrité territoriale de ces Etats. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement félicitent le processus actuel de consolidation du Traité de Tlatelolco en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que l'adoption, le 23 juin 1995, par l'Organisation de l'Unité africaine, du Traité de Pelindaba portant sur la création de la zone africaine exempte d'armes nucléaires. Ils encouragent les Etats possédant l'arme nucléaire à soutenir ce Traité en devenant, entre autres, parties prenantes des protocoles les concernant et d'autres traités régionaux, afin d'en assurer le succès. Ils soutiennent également l'unification des zones déjà créées par les Traités de Tlatelolco, de Rarotonga et de l'Antarctique à celle qui sera établie en Afrique. Ils accueillent favorablement la déclaration unilatérale faite par la Mongolie de se constituer en zone exempte d'armes nucléaires, contribuant de cette manière à la stabilité et à la confiance régionales.

87. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur appui à l'établissement d'une zone exempte de tout type d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. A cette fin, les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment la nécessité d'établir au plus vite une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, selon les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Ils invitent toutes les parties concernées à se joindre le plus rapidement possible aux efforts urgents et pratiques visant à l'établissement d'une telle zone. Entre-temps, ils demandent à Israël de renoncer à la détention d'armes nucléaires, d'adhérer au traité de non prolifération des armes nucléaires, et à placer toutes ses installations nucléaires sous la supervision totale de l'AIEA. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur vive inquiétude envers l'acquisition par Israël d'une capacité nucléaire. En effet, les risque serait grave et continu contre la sécurité des Etats voisins et autres. Ils condamnent donc la poursuite par Israël du développement et du stockage d'armes nucléaires. Ils félicitent par contre l'initiative de M. Mohammed Hosni Mubarak, Président de la République arabe d'Egypte, d'établir une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Ils considèrent que les différentes instances internationales devraient encourager l'établissement de cette zone. En outre, ils soulignent la nécessité d'interdire totalement et complètement le transfert de tout équipement nucléaire ou assimilé, d'informations, de matériel, de structures, de ressources ou d'appareillages y relatifs et d'inclure Israël aux programmes d'assistance scientifique et technologique dans le domaine du nucléaire.

88. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement observent avec inquiétude les limitations croissantes imposées par les pays développés à l'accès au matériel, à l'équipement et à la technologie du nucléaire à des fins pacifiques, par la mise en place de contrôles d'exportations. En conséquence de quoi le développement économique et social des pays en développement pourrait s'en trouver entravé. Ils attachent la plus grande priorité à la recherche de mécanismes facilitant le transfert de technologie et la coopération en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en

vue de la mise en place et du renforcement des politiques de développement économique des pays membres du Mouvement.

89. De l'avis des chefs d'Etat ou de Gouvernement, tant que les Etats continueront de stocker des armes nucléaires et que la possibilité de fabriquer et d'utiliser de telles armes existera, les tensions dans le monde, ainsi que la menace sous-jacente, se feront sentir. En ce sens, ils félicitent la décision de l'Afrique du Sud de démanteler son arsenal nucléaire, d'arrêter complètement son programme de développement d'armes nucléaires et de se plier aux normes internationales en la matière.

90. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement s'opposent fermement à tout les essais nucléaires effectués sans tenir compte des graves conséquences pour l'environnement et des effets nuisibles à la paix, à la sécurité et à la stabilité internationale. Ils condamnent sans ambages la reprise et la poursuite des essais et demandent aux Etats détenteurs d'armement nucléaire d'agir en cohérence avec les négociations et objectifs d'un traité d'interdiction globale des essais nucléaires et de cesser définitivement leurs essais nucléaires. Ils accueillent favorablement les efforts de négociation visant à la conclusion d'un CTBT en 1996 et soulignent que toute activité liée à la recherche, au développement ou à la production d'arsenaux nucléaires est contraire à l'esprit du CTBT. Ils soulignent qu'en vue de jouer son rôle de traité de désarmement, le CTBT devrait être considéré comme un pas important vers l'élimination totale de toutes les armes nucléaires dans un délai fixe.

91. Les pays non alignés qui sont parties au TNP notent le fait que, au moment de l'élargissement indéterminé du Traité de non prolifération, la deuxième révision quinquennale prévue par ce traité n'avait, une fois de plus, pas eu lieu ce qui révélait des difficultés majeures sur la voie de l'universalité du Traité. Cette situation, s'ajoutant à l'absence d'un instrument légal à force obligatoire donnant des garanties aux Etats non détenteurs d'armes nucléaires, met en doute la possibilité de fixer des priorités communes en matière de désarmement.

92. Considérant la Résolution 984 du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée à l'unanimité le 11 avril 1995 et la déclaration des Etats détenteurs de l'arme nucléaire relative aux assurances tant négatives que positives, les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent aux Etats possédant de telles armes de prendre les mesures nécessaires pour garantir aux Etats n'en possédant pas et signataires du Traité, contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires. De telles mesures devraient se concrétiser sous la forme d'un instrument juridique international contraignant.

93. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement qui sont parties du TNP déplorent vivement que les puissances nucléaires n'aient pas respecté leurs obligations, contenues dans l'article VI du traité de non prolifération -(TNP) et ils réaffirment le besoin impérieux d'arriver à l'élimination totale de toutes les armes nucléaires existantes, étape indispensable au processus de désarmement complet et général, sous un contrôle international strict et efficace. Ils demandent aux Etats détenteurs de l'arme nucléaire de poursuivre leurs efforts de manière systématique et progressive dans ce sens. Ils prient également ces Etats de stopper immédiatement la recherche pour l'amélioration, le développement et la fabrication d'armes nucléaires.

94. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement qui sont parties du TNP considèrent que les Etats possédant l'arme nucléaire doivent faire preuve de la volonté politique nécessaire pour contenir les inquiétudes des Etats ne la possédant pas et pour atteindre des bases acceptables de désarmement universel qui permettrait l'utilisation pacifique et salutaire de l'énergie nucléaire. A cette fin, le Mouvement non aligné soutient l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires ainsi que les initiatives menant à l'établissement de zones dépourvues de toute sorte d'armes de destruction de masse. Une importance particulière devrait être portée à l'exercice du droit inaliénable de tous les signataires du TNP, sans discrimination, à développer la recherche, la production et l'utilisation de

/...

l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. En outre, il convient de mettre en place des accords destinés à faciliter la participation à des échanges les plus vastes possibles concernant les équipements, le matériel et l'information scientifique et technologique aux fins d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

95. Conformément aux décisions prises par la Conférence de 1995 sur la révision et l'extension du Traité de non prolifération, les chefs d'Etat ou de Gouvernement qui sont parties au TNP exigent à tous les Etats, notamment aux Etats détenteurs de l'arme nucléaire, de respecter tous leurs engagements, à savoir : a) d'atteindre l'universalité du Traité; b) la pleine application du traité d'interdiction des essais avant la fin de l'année 1996; c) l'établissement d'instruments juridiques contraignants afin de donner des garanties aux Etats ne possédant pas d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires; d) la cessation de la production et de l'accumulation de réserves de matériaux radioactifs et autres dispositifs nucléaires à vocation militaire; e) l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction de masse; f) l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires et f) le libre transfert sans discrimination de technologie nucléaire à des fins pacifiques à tous Etats signataires sans exception.

96. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que la Résolution 388 de la Conférence générale invite l'AIEA à remplir son mandat essentiel, à savoir de garantir l'application et la coopération technique avec une égale ardeur. En ce sens, ils insistent pour que compte soit tenu des récents changements fondamentaux et structurels qu'a connus la communauté nucléaire, notamment concernant les usages pacifiques de l'énergie nucléaire aux fins du développement socio-économique. Ils sont donc convaincus de la nécessité de réformer l'article VI des Statuts de l'AIEA, avant la célébration du quarantième anniversaire de l'agence. Il s'agit d'accroître le nombre de membres et la composition de son Conseil d'administration aux fins d'une meilleure représentativité et efficacité. A cet égard, ils félicitent la proposition formelle avancée par le Royaume du Maroc (reprise dans le document classé gov/2814/rev1) d'arriver à un consensus sur ce point lors de la Quarante-neuvième Conférence de l'AIEA.

97. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement conseillent vivement de négocier une convention internationale interdisant l'utilisation ou la menace d'utilisation des armes nucléaires en toute circonstance. Ils accueillent avec satisfaction la résolution 49/75K, "Demande d'une opinion de la Cour internationale de justice sur la légalité de la menace ou de l'utilisation d'armes nucléaires", adoptée par l'Assemblée générale à sa Quarante-neuvième Session ordinaire.

98. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement signataires du Traité prennent note du travail réalisé par le Comité préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et s'inquiètent du manque de progrès affiché pour diverses questions par ces négociations. Il s'agit notamment du retard dont font montre les détenteurs des plus grands arsenaux d'armes chimiques à ratifier la Convention et à se plier à son article 11, relatif à la coopération économique et technique dans le secteur de la chimie. De tels retards auraient des impacts négatifs pour l'avenir de la Convention sur les armes chimiques, notamment sur son application pratique, son universalité et son entrée en vigueur opportune. Ils soulignent donc la nécessité pour les pays non alignés signataires de la Convention de participer plus activement et de mieux coordonner leur position en la matière lors des réunions de la Convention et aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies. De même, ils invitent les pays développés à oeuvrer à la coopération internationale par le biais du transfert de technologie, de matériel et d'équipements voués à des fins pacifiques dans le domaine de la chimie et à éliminer toutes les restrictions discriminatoires multilatérales existantes, ainsi que les restrictions spécifiques contraires aux objectifs et aux buts de la Convention.

/...

99. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note de la poursuite des débats sur l'établissement d'un mécanisme de vérification de l'application de la Convention sur les armes biologiques. De leur avis, les nouvelles découvertes dans le domaine de la biotechnologie sont d'une importance cruciale pour le développement économique des pays non alignés, spécialement dans les secteurs de l'agriculture et de la santé. Ils lancent donc un appel en faveur de l'adoption de mesures permettant la pleine et effective application des dispositions de la Convention sur l'utilisation pacifique de matériel, d'équipement et de technologie et sur la levée de toute restriction contre leur transfert à des fins pacifiques, au bénéfice de tous les Etats signataires sans exception. Ils rappellent à cet égard que la Convention ne devrait susciter aucune interprétation permettant d'imposer des restrictions à l'utilisation pacifique de la biotechnologie. Ils sont convaincus que un engagement en ce sens fait partie intégrante de tout système de vérification volontaire.

100. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement insistent sur la nécessité urgente de réduire l'élaboration et la fabrication d'armements conventionnels et de tout autre types d'armements, en tenant compte des besoins légitimes des Etats en matière de sécurité. Dès lors, ils insistent sur le caractère essentiel du règlement pacifique des conflits régionaux pour favoriser des conditions permettant aux Etats de réaffecter les ressources dépensées en l'armement, à la croissance économique et au développement.

101. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent l'existence d'un déséquilibre dans la production, la possession, le commerce et la fabrication d'armes conventionnelles entre les pays industrialisés et les pays non alignés. Toutefois, ils insistent pour que les Etats détenteurs des plus grands arsenaux réduisent de manière significative la production et le stockage de telles armes, aux fins de la paix et de la sécurité internationales et régionales.

102. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent les Etats des diverses régions du monde à négocier des accords favorisant un meilleur équilibre en matière d'armes conventionnelle et la réduction de leur production et acquisition, le cas échéant aux fins de leur élimination progressive et équilibrée, afin d'accroître la paix et la sécurité internationales et régionales. En outre, ils condamnent les mesures discriminatoires unilatérales imposées par certains pays industrialisés à l'encontre du transfert, en faveur des pays non alignés et d'autres, de matériel nécessaire à leur défense, ou de son acquisition par ces pays.

103. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent tous les Etat à créer des organes législatifs nationaux chargés de traiter efficacement le problème du transfert illicite d'armements. Ils les prient d'établir une coopération internationale portant sur l'échange d'information de sorte à pouvoir étudier tous les moyens possibles de mettre un terme à ce trafic.

104. De même, les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent le caractère opportun de mesures destinées à créer la confiance et la transparence aux niveaux mondial et régional. Afin d'encourager efficacement l'adoption et l'application de telles mesures, ils recommandent de donner une nouvelle dynamique aux Centres régionaux des Nations Unies pour le désarmement et le développement, moyennant des programmes efficaces et substantiels.

105. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur sérieuse préoccupation envers l'utilisation des mines antipersonnelles, à l'encontre du Droit humanitaire international, responsable de victimes civiles nombreuses. Ils prennent note de l'adoption par certains pays d'un moratoire portant sur la production de certaines mines antipersonnelles et des conclusions de la récente Conférence de révision de la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la restriction de l'utilisation de certaines armes conventionnelles. Ils rappellent leur soutien à la création du Fonds des Nations

Unies pour le déminage et lancent un appel pour que des ressources y soient consacrées, notamment par les pays exportateurs de ces mines. Ils nourrissent l'espoir de voir la nouvelle Séance de la Conférence, à Genève, adopter des dispositions supplémentaires d'interdiction et de restriction de l'utilisation de certaines mines antipersonnelles ainsi que des limitations et restrictions additionnelles de l'utilisation des armes dépendant de la Convention et d'autres mesures destinées à garantir un accès ouvert et sans barrières aux équipements matériels et à la technologie de déminage.

106. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement observent que les pays développés imposent des restrictions à l'accès à la technologie par des régimes restrictifs, non transparents et exclusifs d'exportation, sous prétexte d'empêcher la prolifération. Or, ce genre de mesures tend à entraver le développement économique et social des pays en développement. En vue de réellement limiter la prolifération, ces régimes de limitation des exportations devraient être plus transparents et faire le distinguo entre l'utilisation civile et militaire de ces technologies. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que les requis d'un développement économique et social accéléré exigent la mise en place d'accords multilatéraux, universels, globaux et non discriminatoire portant sur les transferts de technologie sensible. Ils ajoutent que les pays signataires détenteurs de ces technologies devraient pleinement honorer leurs obligations découlant des instruments internationaux y relatifs tels que le TNP ou la CCA. Tous les Etats ont le droit d'être pleinement représentés et de participer à tout accord en la matière.

107. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent favorablement la création d'un groupe de travail sur le désarmement par le Bureau de coordination du Mouvement non aligné de New York, chargé de définir une position commune sur toutes les questions liées au désarmement et de faciliter la définition d'une position unique du Mouvement en faveur du désarmement total et général, sous une surveillance internationale efficace.

108. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement appuient la convocation de la Quatrième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, prévue pour 1997, qui pourra offrir l'occasion d'un réexamen, dans une optique plus en accord avec la situation internationale, des aspects les plus problématiques du processus de désarmement, et d'une mobilisation de la Communauté internationale et de l'opinion publique en faveur de l'élimination des armes de destruction massive, ainsi que du contrôle et de la réduction des armes conventionnelles.

109. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement ont réitéré leur préoccupation quant au fait que la course aux armements absorbe une part importante des ressources humaines, financières, matérielles et technologiques du monde actuel, qu'elle représente un lourd fardeau pour les économies de toutes les nations, en particulier celles des pays non alignés et des autres pays en développement, et qu'elle nuit au commerce international et aux flux technologiques et financiers. En outre, ils se déclarent préoccupés par le contraste spectaculaire entre les dépenses militaires au niveau mondial et les répercussions du sous-développement avec ses séquelles de misère et de pauvreté qui touchent plus des deux tiers de l'humanité. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent avec insistance à la Communauté internationale d'affecter une part des ressources rendues disponibles par l'application des accords de désarmement et de limitation des armements au développement économique et social, afin de réduire l'écart qui se creuse entre les pays développés et les pays en développement.

110. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soutiennent l'élargissement, au plus tôt, du nombre de membres de la Conférence sur le désarmement et félicitent la récente déclaration du Président marocain de la Conférence sur ce point.

L'Océan indien

111. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note avec satisfaction du travail réalisé par le Comité ad hoc pour l'Océan indien et ils invitent les membres permanents du Conseil de sécurité et les principaux usagers du transport maritime dans l'Océan indien à participer au travail du Comité afin de contribuer au renforcement de la paix, de la sécurité, de la stabilité et de la coopération dans la région à la lumière des résolutions 48/82 et 49/82 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le terrorisme

112. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur profonde préoccupation devant les actes de terrorisme et de subversion qui, sous divers prétextes et façades, violent de façon flagrante les droits de l'homme et cherchent à déstabiliser l'ordre constitutionnel en vigueur et à rompre l'unité politique des Etats souverains.

113. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent avec satisfaction l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration sur les mesures destinées à éliminer le terrorisme international (Résolution 49/60) et en recommandent vivement l'application. Ils réitèrent la condamnation de tous les actes, méthodes et pratiques terroristes qui ont des conséquences néfastes sur le développement économique et social des Etats. Ils se déclarent convaincus que le terrorisme menace également la stabilité des nations et le fondement même des sociétés pluralistes. Ils réclament l'adoption d'une convention internationale globale condamnant le terrorisme.

114. En outre, les chefs d'Etat ou de Gouvernement prient tous les Etats d'améliorer la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme, où que ce soit, par qui que ce soit et contre qui que ce soit, aux niveaux national, régional et international et de respecter et d'appliquer les instruments internationaux et bilatéraux pertinents, compte tenu du Document final de la Conférence des Nations Unies sur la prévention du crime, tenue au Caire en 1995.

115. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent que les actes criminels visant à ou calculés pour provoquer une situation de terreur au sein de l'opinion publique, d'un groupe ou de personnes déterminées, quel qu'en soit le motif, restent injustifiés en toute circonstance, quelles que soient les considérations ou les facteurs pouvant être invoqués pour les justifier.

116. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent que tous les Etats ont l'obligation, en vertu des objectifs et principes et d'autres dispositions de la Charte des Nations Unies et d'autres instruments internationaux pertinents, codes de conduite ou autres règlements du Droit international, de s'abstenir d'organiser, d'assister ou de participer à des actes de terrorisme sur le sol d'autres Etats ou de consentir ou d'encourager des activités de préparation d'actes terroristes, y compris de permettre, à l'intérieur de leurs frontières ou sur les territoires placés sous leur tutelle, la préparation et l'entraînement à ces fins. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réitèrent solennellement leur condamnation sans équivoque de tout soutien politique, diplomatique, moral ou matériel au terrorisme.

117. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent la position de principe du Mouvement, selon laquelle la lutte pour la libération nationale ou l'autodétermination, par des peuples placés sous domination coloniale ou étrangère ou sous occupation étrangère, ne peut être assimilée au terrorisme

/...

118. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent en outre l'accord de principe de tous les pays pour définir le terrorisme, l'en distinguer des luttes légitimes pour libération nationale ou l'autodétermination, par des peuples placés sous domination coloniale ou étrangère ou sous occupation étrangère.

119. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, indépendamment de la race, de la religion ou de la nationalité des victimes ou des terroristes eux-mêmes.

Le droit international

120. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent que la paix et l'harmonie entre les nations et entre les peuples exigent que les Etats respectent et promeuvent l'Etat de droit. Ils s'engagent dès lors à mener leurs politiques étrangères sur la base des obligations découlant du Droit internationale. Ils partagent la conviction que seule une société internationale régie par le droit est à même d'assurer la paix et la sécurité de tous ses membres.

121. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent la Résolution 44/23 de l'Assemblée générale des Nations Unies et leur ferme soutien au Mouvement des non alignés. Ils appuient le programme des Nations Unies pour la Décennie du Droit international, y compris la recommandation de tenir une Troisième Conférence mondiale sur la paix au terme de cette Décennie et pour marquer le centième anniversaire de la Première Conférence mondiale sur la paix, tenue à La Haye.

122. Le plein respect du Droit international et de la Cour internationale de justice doit encore se concrétiser, ainsi que la promotion de règlements pacifiques des différends et un système international de justice criminelle chargé de traiter les crimes contre l'humanité et d'autres crimes internationaux.

123. Les Charte des Nations Unies qualifie la Cour internationale de justice comme étant le principale organe judiciaire de l'Organisation. Le Conseil de Sécurité devrait dès lors consulter plus souvent la Cour de justice pour avis et, lors de controverses, lui demander d'interpréter le droit international pertinent, ainsi que de lui soumettre des décisions pour avis.

124. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que le droit international prévaut sur toutes les exigences de nature politique. Il est donc essentiel de maintenir l'autonomie des instances juridiques existantes. Ces instances doivent être séparées et indépendantes des organes politiques des Nations Unies qui ne peuvent jouer le rôle de cour de justice supérieure ou parallèle.

125. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement mettent l'accent sur l'importance du maintien de l'intégrité des instruments juridiques adoptés par les Etats membres.

126. A la fin de la guerre froide, beaucoup d'autres sujets de préoccupation ont surgi qui justifient le renouvellement de l'engagement de la Communauté internationale à mettre en valeur et défendre les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, et à utiliser pleinement les mécanismes et moyens de règlement pacifique des différends, prévus par la Charte des Nations Unies.

127. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent l'initiative de baptiser la période de 1990 à 1999 Décennie du droit international, lors de la Quarante-quatrième session de l'Assemblée

générale des Nations Unies; cette initiative avait été approuvée au Neuvième Sommet du Mouvement des non alignés à Belgrade en 1989.

Le droit maritime

128. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement félicitent l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit maritime et l'établissement en Jamaïque de l'Agence internationale pour le sol marin. Ils invitent les pays qui ne l'ont pas fait de ratifier la Convention et ses accords d'application. Ils réaffirment que cette convention et les accords qui l'accompagnent constituent un progrès significatif de la Communauté internationale dans ses efforts multilatéraux pour créer un cadre juridique des mers et océans permettant, notamment, d'encourager les communications internationales, l'exploitation des mers et océans à des fins pacifiques, l'utilisation équitable et efficace de ses ressources, la préservation des formes de vie marines et la protection et le maintien de l'environnement marin.

Le règlement pacifique des différends

129. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité pour la Communauté internationale de renouveler son engagement de mettre en valeur et de défendre les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, et à utiliser pleinement les mécanismes et moyens de règlement pacifique des différends, prévus par la Charte des Nations Unies. Le rôle du Mouvement dans la construction d'un ordre international équitable dépendra largement de sa force, de son unité et de sa cohésion. Il incombe dès lors à tous les Etats membres d'oeuvrer en faveur de la solidarité et de l'unité du Mouvement.

130. A cet égard, les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur décision de charger le Bureau de coordination du Mouvement d'étudier plus avant la création d'un mécanisme destiné à régler pacifiquement les différends entre Etats membres, y compris les propositions avancées par ce Sommet et les positions y exprimées, et de soumettre son rapport au Comité de méthodologie.

LE PROCHE ORIENT

La Palestine

131. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réitèrent leur soutien Inconditionnel à la lutte légitime du peuple palestinien en faveur de leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Ils demandent à nouveau le retrait d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés, y compris Jérusalem.

132. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que la responsabilité des Nations Unies dans cette situation doit se poursuivre jusqu'à ce que le peuple palestinien exerce son droit inaliénable à l'autodétermination, qu'il établisse un Etat Indépendant et souverain sur son propre territoire et que soit réglé le problème des réfugiés conformément aux résolutions des Nations Unies. Ils insistent donc sur le fait qu'il est indispensable qu'à sa Cinquantième session ordinaire l'Assemblée générale réaffirme sa position sur les principaux aspects attachant à l'instauration définitive de la paix, dont le statut de Jérusalem, les occupations illégales des territoires et les réfugiés. Ils désapprouvent la décision d'Israël de confisquer les terrains et biens palestiniens à Jérusalem, et ses

/...

tentatives pour dénaturer le caractère religieux et historique de la Ville sainte. A cet égard, ils font leurs toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale concernant Jérusalem, et jugent que les actions israéliennes vont à l'encontre de ces résolutions, qui de ce fait s'avèrent nulles et non avenues. Ils expriment leur grande préoccupation face aux obstacles rencontrés lors de l'application des accords et en demandent le respect total et scrupuleux, notamment des dispositions reprises dans les Résolutions 242, 338, 465 et 478 du Conseil de sécurité. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent qu'il est impératif que le mécanisme mis en place par l'Assemblée générale pour régler le problème palestinien, continue de fonctionner efficacement. Ils expriment leur soutien à l'appel lancé par le Comité de Jérusalem, tenu à Ifrane (Maroc), les 16 et 17 janvier 1995, au Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment aux deux organisateurs de la Conférence de paix de prendre les mesures nécessaires pour obliger Israël à cesser de poursuivre ses établissements humains, la judaïsation de la ville sainte de Jérusalem et toute modification de sa géographie ou sa démographie, et enfin, l'obliger à respecter les accords et conventions prévoyant la préservation des institutions palestiniennes et des lieux saints islamiques et chrétiens de la ville sainte de Jérusalem, en application des résolutions correspondantes du Conseil de sécurité.

133. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent que l'établissement d'un Gouvernement autonome palestinien dans la Bande de Gaza et la région de Jéricho, aux termes de l'accord conclu au Caire le 4 mai 1994, et de la Déclaration de principe signée à Washington le 13 septembre 1993, marque une étape importante dans les efforts entrepris par les Palestiniens et les Israéliens.

134. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement estiment que les accords relatifs au Gouvernement autonome palestinien doivent être rapidement élargis, de façon à ce que la Déclaration de principes soit appliquée dès que possible à la totalité des territoires occupés, en vue de la mise en vigueur du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat palestinien.

135. A cet égard, les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note de la conclusion de l'Accord sur l'état de transition, conclu à Taba (Egypte) et signé à Washington par le président Arafat et le Premier ministre israélien, qui constitue un pas important vers la réalisation des aspirations nationales du peuple palestinien. Ils expriment l'espoir que des mesures énergiques seront prises ultérieurement en vue du retrait définitif d'Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967, de façon à instaurer une paix globale et une prospérité commune dans la région.

136. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement partagent l'avis du Secrétaire général des Nations Unies selon lequel il est indispensable d'encourager le développement économique et social des territoires occupés, et en particulier de la Bande de Gaza, pour étayer la Déclaration de principes et l'Accord du Caire. Ils incitent donc les participants à la Conférence pour la paix au Proche Orient, tenue à Washington le premier octobre 1993, à fournir l'aide annoncée, essentielle à l'instauration de la paix.

137. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent également la nécessité d'une pleine participation de la Palestine à la Rencontre spéciale de célébration des Nations Unies, à New York, dans les conditions et aux termes correspondant au statut d'observateur des Nations Unies.

Le processus de paix

138. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur soutien au processus entamé à la Conférence de Madrid pour la paix en octobre 1991, qui a pour objectif une paix globale, juste et durable au Proche Orient, sur la base des résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité et le

/...

principe de "la terre en échange de la paix", qui garantit le retrait total d'Israël des territoires palestiniens et arabes occupés.

139. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent avec satisfaction les efforts louables déployés par les Gouvernements syrien et libanais en vue de la recherche de nouvelles possibilités permettant de progresser dans leur engagement total vis-à-vis de la paix au Proche Orient, et demandent qu'Israël se retire totalement du Golan syrien et des territoires libanais occupés, en application des résolutions ad hoc du Conseil de sécurité, et conformément au droit international et aux principes de le caractère inacceptable de l'appropriation de territoires par la force.

140. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note de la Déclaration de Washington du 25 juillet 1994, signée par la Jordanie et Israël, qui met fin à l'état de belligérance entre les deux pays, et ouvre la voie à la restitution des territoires jordaniens occupés et des droits aux ressources aquifères, contribuant à la normalisation de leurs relations. Ils prennent note, en outre, de la conclusion du Traité de paix jordano-Israélien du 26 octobre 1994, qui à leur yeux, constitue un pas important vers l'obtention d'une paix globale, juste et durable au Proche Orient.

141. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement estiment que toutes les mesures et actions mises en oeuvre par Israël, la puissance d'occupation, telles que sa décision illégale du 14 décembre 1981 qui vise à modifier le statut des territoires occupés du Golan syrien, sont nulles et non avenues, qu'elles constituent une violation flagrante du droit international et de la Convention de Genève du 12 août 1949, et qu'elles n'ont aucun effet légal. Ils somment Israël de respecter la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité et de se retirer totalement du Golan syrien jusqu'aux lignes convenues le 4 juin 1967, en application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

142. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment le principe de l'inacceptabilité de l'appropriation par la force de zones terrestres ou maritimes qui contrevient aux dispositions juridiques internationales et ne crée aucun droit.

Le Liban

143. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement exigent le respect absolu de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban, et condamnent l'occupation par Israël du sud du territoire libanais et de la vallée de la Bekaa à l'ouest, et soutiennent, entre autres, les efforts visant à la libération de ces territoires. Ils réaffirment la nécessité d'une application rapide et inconditionnelle de la résolution 425 du Conseil de sécurité (1978), condition préalable pour assurer la paix et la sécurité dans la région ainsi que la libération de tous les prisonniers libanais détenus dans les camps Israéliens.

L'EUROPE

La Bosnie-Herzégovine

144. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement condamnent les actes d'agression, de génocide et d'épuration ethnique contre la République de Bosnie-Herzégovine et sa population. Ils accueillent favorablement l'initiative de paix du Groupe de contact, les Principes de base convenus à Genève le 8 septembre 1995 et les accords convenus à New York le 26 septembre 1995. Ils soulignent, à cet égard, que la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine,

/...

dans les limites de ses frontières internationalement reconnues, doivent être respectées. Ils insistent aussi sur le fait que le processus de paix doit garantir la restitution de toutes les régions peuplées prises par la force dans le cadre de la politique d'épuration ethnique. Ils se félicitent de l'engagement des membres du Groupe de contact international pour la Bosnie de maintenir l'indivisibilité et l'unité de la ville de Sarajevo et demandent la levée immédiate du siège de cette ville. Ils soulignent la nécessité de préserver la pluralité culturelle et religieuse de la Bosnie-Herzégovine et de soutenir la Fédération de Bosnie et de Croatie. Ils réaffirment qu'il doit exister une garantie internationale pour assurer la protection des droits de l'homme, la tenue d'élections démocratiques, la liberté de mouvement et le droit de retour des réfugiés et qu'il convient d'adopter des mesures opportunes pour assurer le suivi des travaux du Tribunal international de La Haye pour les crimes de guerre.

145. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que le Conseil de sécurité devrait appliquer pleinement ses résolutions et décisions relative à la Bosnie-Herzégovine, que le rôle joué par les Nations Unies en Bosnie doit se poursuivre et se renforcer, et que les Nations Unies doivent assumer le contrôle général de toutes les activités entreprises en vue de l'instauration et du maintien de la paix en Bosnie. Ils rappellent que le gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine ne doit pas être privé de son droit à l'autodéfense et que si le processus de paix en cours échoue, l'embargo sur les armes devrait être levé.

146. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement félicitent la réunion ministérielle conjointe du Groupe des cinq nations et du Groupe de contact, à Paris le 7 septembre 1995, à l'initiative de S.A.R. le Roi Hassan II du Maroc, ainsi que la réunion des deux groupes de contact à New York le 28 septembre 1995. En ce sens, ils réitèrent leur total appui à la coopération lancée par les deux groupes de contact pour le succès des efforts de paix actuels en Bosnie-Herzégovine. En outre, ils nourrissent l'espoir de voir la réunion ministérielle conjointe des deux groupes de contact, devant de tenir prochainement, marquer un pas décisif dans la dynamique de paix et dans leurs efforts en faveur d'un règlement juste, équitable et durable de ce conflit.

147. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement font part de leur satisfaction et de leur appui à l'initiative prise par le président indonésien, M. Suharto, qui préside le Mouvement des non alignés, dans ses efforts pour contribuer au processus de paix et rechercher toutes les voies pouvant mener à un règlement global, juste et durable des conflits entre les Etats de l'ancienne Yougoslavie. Ils soulignent que le Mouvement des non alignés devrait continuer de contribuer au processus de paix.

Chypre

148. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment toutes les positions préalables et les déclarations du Mouvement des non alignés sur la question de Chypre, et expriment leur profonde inquiétude quant à l'absence de progrès dans la recherche d'une solution juste et viable. Ils réitèrent leur soutien à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République de Chypre, et leur solidarité avec le peuple et le Gouvernement chypriotes. Ils demandent, une fois encore, le retrait de toutes les forces d'occupation, le départ des colons, le retour des réfugiés dans des conditions garantissant leur sécurité, la restitution des droits de l'homme à tous les Chypriotes et l'élaboration d'une liste des disparus. Partant du principe que le statu quo actuel à Chypre, instauré et maintenu par le recours à la force, est inacceptable, ils insistent sur la nécessité du respect et de l'application de toutes les résolutions des Nations Unies concernant Chypre. Ils déclarent qu'il est indispensable, pour ce faire, que le Conseil de sécurité mène une action résolue et prenne les mesures nécessaires à la démillitarisation de Chypre, parmi lesquelles la tenue d'une Conférence internationale, selon la proposition du Président chypriote. De plus, se déclarant

préoccupés par l'absence persistante de bonne volonté politique du côté turc, comme le confirme le rapport du Secrétaire général des Nations Unies (document S/1994/629, en date du 30 mai 1994), ils réaffirment leur soutien aux efforts réalisés par le Secrétaire général des Nations Unies en vue d'une solution juste et réaliste, selon la résolution 939 (1994) du Conseil de sécurité qui prévoit une fédération des deux zones et des deux communautés, avec une souveraineté, une citoyenneté, une personnalité internationale uniques, sur la base de l'égalité politique, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ils décident à cet égard de demander au Groupe de contact des pays non alignés de suivre et de soutenir activement les efforts des Nations Unies pour résoudre le problème de Chypre.

La Sécurité en Méditerranée

149. A la lumière de l'examen des évolutions récentes dans la région méditerranéenne depuis le Sommet de Djakarta et se rappelant les Réunions ministérielles à Valleta en 1984, à Brioni en 1987 et à Alger en 1989, des pays méditerranéens non alignés, les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur ferme intention de poursuivre leurs initiatives visant à une coopération globale et équitable dans cette région.. Ils réitérent leur soutien aux efforts déployés par les pays méditerranéens non alignés pour adopter des mesures efficaces permettant d'établir la confiance, la sécurité et la stabilité dans leur région en éliminant toutes les causes de tension et les menaces en découlant pour la paix et la sécurité.

150. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent que ces 25 dernières années, les pays méditerranéens membres du Mouvement ont fait preuve de leur bonne disposition envers la sécurité et la coopération en Méditerranée en formulant des propositions présentées à l'ONU et à d'autres organisations régionales. Dès lors, ils réitérent leur total appui aux efforts destinés à relancer le Groupe 5+5, qui constitue une contribution tangible et importante à la coopération et à la sécurité dans la région. Ils renouvellent leur soutien à la proposition de tenir une Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée et soulignent à cet égard la proposition algérienne de 1972 de tenir une telle Conférence. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent favorablement l'initiative de M. Mohamed Hosni Mubarak, Président de la République arabe d'Egypte, visant à créer un forum méditerranéen. Ils prennent note des réunions d'Egypte et de Malte en faveur de la coopération en Méditerranée et félicitent le message de M. Zune El Abidine Ben Ali, Président de la République de Tunisie, au Parlement européen en juin 1993, en faveur d'une Conférence entre l'Europe et la Méditerranée. Ils approuvent également la proposition avancée par S.A.R. le Roi Hassan II du Maroc lors de la réunion ministérielle sur la coopération et la sécurité en Europe, tenue à Rome en décembre 1993, d'accueillir dans son pays la réunion ministérielle sur la sécurité et la coopération en Méditerranée. En outre, ils accueillent favorablement l'initiative de Malte de créer un Conseil de la Méditerranée et prennent note de sa proposition de mars 1995 de conclure un Pacte pour la stabilité en Méditerranée. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement félicitent la tenue, à Malte en novembre 1995, de la Seconde Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée.

151. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent favorablement la tenue de la Conférence entre l'Europe et la Méditerranée, à Barcelone en novembre 1995. A cet égard, ils prennent bonne note des conclusions de la réunion ministérielle du Forum méditerranéen, tenue à Tabarka, Tunisie, en juillet 1995 et de celles de la réunion des pays arabes méditerranéens, tenue à l'initiative de l'Algérie à Alpeis en septembre 1995, comme réunion préalable à la Conférence entre l'Europe et la Méditerranée. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement s'accordent à dire que de telles conférences seront propices à la participation de tous les Etats méditerranéens au renforcement de la coopération dans la région.

/...

152. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que le respect du droit à l'autodétermination, la fin de l'occupation étrangère, l'évacuation des bases et le départ des flottes étrangères, ainsi que la non ingérence -sous quelque forme ou de quelque manière que ce soit- dans les affaires intérieures des Etats, sont des conditions essentielles pour l'instauration de la paix et de la sécurité dans la région.

153. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement félicitent les efforts des pays méditerranéens non alignés pour renforcer leur coopération dans la lutte contre les activités terroristes qui menacent gravement la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et, partant, l'amélioration de la situation politique, économique et sociale.

L'AFRIQUE

Le Rwanda

154. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement louent les efforts continus déployés par le Gouvernement rwandais pour rétablir la normalité dans le pays. Ils expriment leur profonde inquiétude quant à l'instabilité dans la région, née de la possession illicite d'armes par les responsables de génocide. En outre, ils condamnent avec force les pays qui les soutiennent politiquement et militairement.

155. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent que soient séparés les responsables des génocides des réfugiés innocents pris en otage dans la plupart des camps et qu'ils soient désarmés sous la responsabilité du Haut Commissaire aux Réfugiés et de l'OUA, afin de faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés, en conformité avec les résolutions adoptées au Sommet de Nairobi et avec les décisions prises par la Conférence de Bujumbura, ainsi qu'avec celles découlant des divers accords tripartites entre le Haut Commissariat aux Réfugiés et les pays de la région.

156. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent le Mouvement à condamner les responsables de génocides et insistent pour les mener devant une cour de justice et pour que soient pleinement appliquées les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils demandent, à cette fin, que la Cour internationale de justice devienne opérationnelle.

157. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent la Communauté internationale à aider le Rwanda dans le processus de reconstruction et aux donateurs d'honorer les engagements convenus à la Table ronde des donateurs, à Genève.

158. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent favorablement la déclaration de l'organe principal de l'OEA, réuni en Tunisie le 20 avril 1995, appelant à la prévention, à la gestion et au règlement des conflits, et en particulier son appel en faveur de la tenue d'une conférence internationale sur la réhabilitation et la reconstruction de la région.

Le Burundi

159. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement exhortent toutes les parties à favoriser la réconciliation sous la coalition gouvernementale mise en place en vertu de la Convention gouvernementale du 10 septembre 1994, et à persévérer sur la voie de la paix et du développement économique et social.

/...

Ils recommandent fortement à tous les signataires de la Convention gouvernementale, à savoir, le président de la république, le premier ministre et les partis politiques, de la respecter fidèlement et effectivement, étant donné qu'ils l'ont adoptée comme base pour le partage du pouvoir, l'administration conjointe et la coresponsabilité au sein de l'appareil d'Etat du Burundi. Ils insistent sur la nécessité de désarmer tous les groupes terroristes qui sont illégalement en possession d'armes, principalement dans la région des Grands Lacs, où ils mettent à feu et à sang le pays et sont un sérieux obstacle à la paix et à la sécurité. Ils ont demandé aux pays d'origine et d'asile d'engager des négociations afin de garantir le rapatriement rapide et volontaire des réfugiés désarmés et le départ des zones frontalières communes des exilés refusant de retourner chez eux, conformément aux conventions internationales sur les réfugiés. Ils insistent sur l'importance de la mise en oeuvre du Programme d'action adopté par la Conférence sur l'aide aux réfugiés, aux déportés et aux personnes déplacées de la région des Grands Lacs, qui s'est tenue du 14 au 17 février 1995 à Bujumbura (Burundi). Ils renouvellent aussi leur appel urgent à la Communauté internationale pour qu'elle accorde une aide opportune au gouvernement et au peuple du Burundi. Ils condamnent énergiquement la station radiophonique qui s'est autoproclamée "Démocratie", en raison de ces programmes incendiaires incitant le peuple du Burundi à commettre un génocide, à l'instar de la radiotélévision "Mille Collines" du Rwanda. Ils appuient vigoureusement l'appel urgent lancé officiellement et conjointement par le président et le premier ministre du Burundi au secrétaire général des Nations Unies et à la Communauté internationale pour que cette station soit réduite au silence et démantelée.

160. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement saluent les efforts déployés par le Gouvernement du Burundi en vue de la réconciliation nationale. Ils soulignent les initiatives mises en oeuvre par les dirigeants de la sous-région, par l'OUA, ainsi que les récentes missions de bonne volonté du Conseil de sécurité et l'aide humanitaire offerte au Gouvernement du Burundi pour surmonter ses difficultés. Ils reconnaissent comme il se doit le rôle positif en tant que médiateurs de l'OUA et des Nations Unies au Burundi et ils prient instamment ces deux organisations internationales de poursuivre leurs missions respectives et complémentaires pour la restauration de la paix, de la sécurité et de l'harmonie entre les dirigeants politiques et le peuple du Burundi tout entier. Par ailleurs, ils prennent note avec intérêt de la nomination par le Conseil de sécurité des Nations Unies d'une commission d'enquête judiciaire internationale au Burundi. Ils prient instamment cette commission de mener à bien sa noble mission avec objectivité et impartialité et d'identifier et de retrouver les responsables de l'assassinat du président Melchior Ndadaye et du massacre de dizaines de milliers d'innocents citoyens depuis octobre 1993. Ils lancent de nouveau un appel à la Communauté internationale lui demandant d'intensifier son soutien au Gouvernement du Burundi dans ses efforts de réconciliation nationale et de stabilisation du pays.

La Somalie

161. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement mettent l'accent sur l'évolution positive en Somalie, et plus particulièrement sur la conclusion de l'Accord de paix le 21 février 1995 et l'accord sur le contrôle des installations portuaires maritimes et des aéroports auquel sont parvenues les différentes factions après le retrait de l'UNISOM II. Ils tiennent toutefois à exprimer leur inquiétude quant au fait que le problème somalien n'a pas encore été réglé et que le pays n'a pas encore de gouvernement central. Ils réaffirment que la solution du problème de la Somalie se trouve entre les mains de son peuple et prient instamment ses dirigeants d'assurer une paix durable et la stabilité du pays en faisant preuve de la volonté politique nécessaire. En outre, ils accueillent favorablement les efforts déployés par l'Organisation pour l'unité africaine et en particulier les pays voisins en vue de trouver une solution au problème somalien.

162. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement chargent la Force d'intervention des pays non alignés de poursuivre son action en Somalie. Ils soulignent également le rôle important de l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des pays arabes et l'Organisation de la Conférence islamique dans les efforts visant à assister le peuple somalien à restaurer la paix, la stabilité et la réconciliation nationale. Ils réitèrent leur appel à la Communauté internationale en faveur de l'octroi d'une aide humanitaire et de reconstruction au peuple de la Somalie et expriment leur confiance que, pour leur part, les Somaliens garantiront, en Somalie, les conditions nécessaires à la mise en oeuvre des activités humanitaires.

La Libye

163. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement exhortent le Conseil de sécurité à lever l'embargo aérien et les autres mesures imposées à la Libye, en réponse aux décisions et aux résolutions adoptées par les organisations régionales à la suite du différend entre ce pays, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Ils expriment leur solidarité envers la Libye et demandent aux autres pays concernés de répondre aux initiatives appelant au dialogue et à des négociations qui pourraient mener à une solution acceptable pour toutes les parties. Ils se déclarent profondément préoccupés par les pertes humaines et matérielles subies par le peuple arabe de Libye et par les pays voisins par suite des sanctions imposées aux termes des résolutions 748 (1992) et 883 (1993) du Conseil de sécurité. Ils affirment que l'aggravation de la crise, la menace d'imposition de nouvelles sanctions et le recours à la force comme moyen de conduire les relations entre Etats, constituent une violation de la Charte des Nations Unies et des principes du Mouvement des non alignés ainsi que du droit et des normes internationaux. Ils demandent aux trois pays occidentaux concernés de donner une réponse aux initiatives positives appelant au dialogue et aux négociations ainsi qu'à un jugement juste et équitable des deux suspects, dans un pays neutre choisi de concert par toutes les parties. Si les pays occidentaux concernés ne répondent pas à la requête des organisations régionales, aux propositions de règlement pacifique de la crise et à la souplesse dont a fait preuve le Jamahiriya arabe libyen, les pays membres du Mouvement des non alignés ne seront plus à même de continuer de se soumettre aux résolutions de sanctions, compte tenu particulièrement du fait que ces résolutions ont causé des pertes économiques et humaines considérables non seulement au peuple libyen mais également au peuple de plusieurs Etats membres du Mouvement non aligné.

Le Sahara occidental

164. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note des derniers développements en ce qui concerne le règlement de la question du Sahara occidental et ils réaffirment le soutien du Mouvement aux efforts déployés par les Nations Unies en vue de l'organisation et de la supervision d'un référendum impartial, libre et juste conformément au Plan de règlement et aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La Sierra Leone

165. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement observent avec préoccupation les graves problèmes auxquels fait face la Sierra Leone du fait du conflit armé prolongé dans le pays et, en particulier, des souffrances des civils, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et de celles forcées de le quitter comme réfugiés. Le pays connaît déjà la famine par suite de l'escalade du conflit. Ils insistent sur le fait que la paix, même sur le plan régional, est au coeur du règlement définitif du problème

/...

de la Sierra Leone. Ils lancent un appel à la Communauté internationale afin qu'elle redouble les efforts diplomatiques en vue de résoudre la crise et intensifie son aide économique, matérielle et technique à la Sierra Leone, particulièrement aux populations civiles touchées par la guerre.

Le Libéria

166. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent de la récente évolution positive de la situation au Libéria en conséquence de la signature des accords d'Abuja et de l'entrée au pouvoir du Conseil d'Etat du gouvernement de transition du Libéria, qui regroupe les dirigeants des parties en conflit. Ils sont convaincus que la pleine application des accords permettra une solution définitive du conflit et invitent les nouveaux dirigeants libériens à travailler de concert au rétablissement de la paix, à la réconciliation nationale et au retour à la stabilité du pays. Ils félicitent les membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) et d'autres pays africains pour les sacrifices permanents qu'ils consentent en faveur d'une paix durable au Libéria et louent la contribution de l'OUA et des Nations Unies en faveur de l'initiative de la CEDAO. En outre, ils font leur la résolution de l'OUA exhortant la Communauté internationale à reconnaître et à accorder l'aval nécessaire au gouvernement actuel de transition du Libéria et à ses successeurs. Ils invitent aussi la Communauté internationale à continuer de fournir au Libéria l'assistance nécessaire au rapatriement et à la réinstallation des réfugiés et à contribuer au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Libéria

167. A cet égard, ils notent que le Secrétaire général des Nations Unies et le Président de la CEDAO tiendront prochainement une Conférence sur le Libéria au siège des Nations Unies afin de collecter des fonds et aider ainsi la CEDAO à remplir son mandat et faciliter la démobilisation et la réinsertion des combattants, ainsi que la reconstruction du pays. Ils invitent la Communauté internationale à participer pleinement à la Conférence et à fournir toute l'assistance matérielle et financière afin de faire aboutir les objectifs mentionnés plus haut.

L'Angola

168. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent des progrès accomplis dans l'application des dispositions du Protocole de Lusaka qui vise à restaurer la paix et la stabilité en Angola. Ils exhortent le Conseil de sécurité à appliquer la résolution 976 (1995), qui prévoit l'envoi de forces armées de l'UNAVEM III, vu que les conditions à leur déploiement sont désormais favorables. Ils invitent les Etats membres à répondre positivement à l'appel lancé par le Secrétaire général de contribuer à la pleine application du Protocole de Lusaka. Ils font l'éloge de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale angolaise de réviser la constitution afin d'octroyer à M. Jonas Savimbi, le dirigeant de l'UNITA, l'un des postes de Vice-président de la République et invitent les deux parties à honorer les engagements souscrits par eux dans le Protocole de Lusaka de manière à ce que la paix et la stabilité soient restaurées en Angola. Ils se félicitent de la Conférence de Genève sur l'aide humanitaire à l'Angola ainsi que de la Table ronde de Bruxelles sur le Programme national de réconciliation et reconstruction communautaires, et lancent un appel à la Communauté internationale pour qu'elle fournisse les fonds annoncés de façon programmée et opportune.

L'Afrique du Sud

169. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent avec une grande satisfaction le retour de l'Afrique du sud à la communauté des nations et se félicitent tout particulièrement de son adhésion au Mouvement des pays non alignés à la Conférence ministérielle du Caire en juillet 1994. Ils soulignent le rôle fondamental que le Mouvement a joué dès le début dans la lutte contre le régime raciste d'Afrique du sud. Ils rendent un hommage spécial et sincère au président Mandela pour sa

/...

lutte inlassable et pour sa capacité à mener son peuple, sa nation et son pays vers la démocratie par une voie pacifique sous un Gouvernement d'unité nationale. Ils félicitent aussi le peuple d'Afrique du sud pour sa volonté de surmonter l'héritage de l'apartheid et de reconstruire la nation sous le signe d'une nouvelle société non raciale et du pluralisme politique.

Mayotte

170. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment l'indiscutable souveraineté de la République islamique fédérale des Comores sur l'île de Mayotte, ainsi que le respect des engagements acquis avant le référendum du 22 décembre 1974 sur le respect de l'unité et l'intégrité territoriales des Comores. Ils demandent instamment au Gouvernement français d'accélérer le processus de négociation en vue d'assurer une restitution rapide et effective de l'île de Mayotte aux Comores, conformément à la résolution 49/18 du 8 décembre 1994 de l'Assemblée générale des Nations Unies et à d'autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur ce sujet.

L'Archipel des Chagos

171. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment le soutien du Mouvement non aligné à la souveraineté de Maurice sur l'archipel des Chagos, y compris Diego Garcia, et ils prient l'ancienne puissance coloniale de poursuivre le dialogue avec le Gouvernement mauricien en vue de l'encourager à rendre rapidement l'archipel. A ce sujet, ils notent avec satisfaction que les deux parties ont commencé à prendre certaines mesures favorables à l'établissement d'un climat de confiance mutuelle.

ASIE

La situation entre l'Irak et le Koweït

172. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement, après examen de la situation entre l'Irak et le Koweït, rappellent que tous les Etats membres du Mouvement se sont engagés à respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du Koweït, ainsi que celle de l'Irak. Ils mettent aussi en relief le fait que la mise en oeuvre complète de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité constitue le moyen d'instauration de la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. A cet égard, les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent qu'il importe que l'Irak applique totalement toutes les résolutions ad hoc du Conseil de sécurité. Ils prennent note du travail de la Commission tripartite de Genève, réalisé sous les auspices du Comité international de la Croix rouge (CICR) pour résoudre les problèmes de tous les prisonniers ou détenus et des Koweïtiens ou ressortissants d'Etats tiers disparus. Ils soulignent qu'il est important de trouver rapidement une solution à ce problème en accord avec le document final du Sommet de Djakarta. Ils insistent en outre sur la nécessité de résoudre, grâce à une collaboration sérieuse et sincère avec le CICR qui permettrait de solutionner le problème, la question de toutes les personnes disparues au combat. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent les progrès des travaux de la Commission spéciale des Nations Unies et de l'IDEA en Irak pour l'application, des dispositions de la Section C de la résolution 687 du Conseil de sécurité. Ils relèvent en outre les progrès accomplis par l'Irak pour satisfaire à ces dispositions en ce qui concerne les armes chimiques et nucléaires. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité pour l'Irak de coopérer de la même façon avec la Commission spéciale des Nations Unies dans le domaine des armes biologiques. Après avoir étudié la question de la souffrance humaine en Irak, ils se félicitent de la résolution récemment adoptée par le Conseil de sécurité à ce sujet, laquelle constitue une étape importante.

/...

La situation entre la Turquie et l'Irak

173. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement condamnent la violation de l'intégrité territoriale de l'Irak commise par les forces turques, qui, sous prétexte de combattre des groupes de guérilla établis en territoire irakien, franchissent illégalement les frontières établies entre les deux Etats. Ils condamnent la "poursuite à chaud" invoquée par la Turquie pour violer le territoire irakien. Une telle pratique, étrangère au droit international, reflète une politique interventionniste passée de mode, fondée sur le recours à la force, qui répond très souvent à des problèmes internes qui n'ont pas été réglés par le moyen du dialogue et de la conciliation.

La Péninsule coréenne

174. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement manifestent leur préoccupation quant au fait que la péninsule coréenne est encore divisée en dépit des vœux et des aspirations du peuple coréen, et ils réaffirment leur soutien aux efforts réalisés par le peuple coréen en vue de la réunification de son territoire national, sur la base des trois principes d'indépendance, de réunification pacifique et d'unité nationale, établis dans la Déclaration commune nord-sud du 4 juillet 1972, et dans l'accord conclu en février 1992. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent qu'il est important de garantir une paix durable et la sécurité dans la péninsule coréenne au bénéfice de la prospérité commune, de la sécurité et de la paix non seulement dans la péninsule mais aussi en Asie du nord-est et dans le reste du monde. Ils nourrissent l'espoir de voir le problème nucléaire résolu par la voie pacifique, vu sa nature politique et militaire, en passant par le dialogue et les négociations entre toutes les parties concernées et par l'application du cadre convenu à Genève et des conclusions des récents Entretiens de Kuala Lumpur entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis d'Amérique, ainsi que d'autres accords, compte étant tenu de la nécessité d'une coopération continue avec l'AIEA.

L'Afghanistan

175. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent tous les Etats à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Etat islamique d'Afghanistan et de s'abstenir de toute interférence dans ses affaires intérieures. Ils expriment leur préoccupation devant la poursuite des hostilités au sein de l'Etat islamique d'Afghanistan. Ils émettent toutefois le désir d'encourager les mesures prises en faveur de la réconciliation nationale, conformément aux dispositions de la résolution 49/140 adoptée par les Nations Unies en décembre 1994, et les considérables efforts déployés par l'envoyé spécial pour l'Afghanistan du Secrétaire général des Nations Unies. Ils se déclarent convaincus que les problèmes de l'Afghanistan ne peuvent être réglés que d'une façon souveraine par les Afghans eux-mêmes. Ils réaffirment que le rôle de la Communauté internationale est de participer activement et généreusement le peuple afghan dans sa dans ses efforts de reconstruction et d'accroître l'aide humanitaire et financière en vue d'un retour rapide, volontaire et sûr, dans des conditions de sécurité et de dignité, des réfugiés afghans dans leur patrie.

Le Turkménistan

176. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent le Turkménistan au titre de membre du Mouvement des non alignés et manifestent leur soutien et leur totale conviction envers l'engagement de ce pays de jouer un rôle constructif et pacifique dans l'instauration de la stabilité et de la compréhension mutuelle entre les pays, sur la base du principe de la neutralité positive. Ils nourrissent l'espoir de voir l'initiative du Turkménistan bénéficier du soutien de tous les membres des Nations Unies et de la Communauté internationale.

/...

L'Asie du Sud-est

177. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent le rôle joué par l'Association des Etats de l'Asie du Sud-est (ANASE) dans le maintien de la paix, de la stabilité et de la prospérité dans la région, et dans le renforcement de la coopération dans la zone Asie Pacifique. Ils se félicitent des progrès accomplis pour encourager le dialogue et la coopération en vue de la paix et de la sécurité en Asie du sud-est rendu possible par le Forum régional de l'ANASE qui, lors de son ouverture à Bangkok l'année dernière, a fait siens les objectifs et principes du Traité d'amitié et de coopération de l'ANASE. Ils accueillent aussi avec satisfaction les résultats de la deuxième réunion du Forum régional de l'ANASE, à Bandar Sori Begawan au mois de juillet 1995, qui a jeté les bases opérationnelles de son organisation future; son objectif est de faciliter le dialogue et les discussions sur les questions politiques et de sécurité, qui sont des sujets d'intérêt et de préoccupation communs dans la région Asie-Pacifique. Ils considèrent cette deuxième réunion du forum comme un pas de plus vers le renforcement de la coopération politique et de sécurité dans la région, y compris par la promotion de la confiance régionale, par la diplomatie préventive et par la formulation de principes de règlement de conflits.

178. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent des progrès qu'ont permis les efforts incessants de l'ANASE qui ont rendu possible la création de la zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du sud-est. De même, ils prennent note avec satisfaction des progrès accomplis vers l'établissement d'une zone dénucléarisée dans la région comme une partie intégrante de la zone de paix.

179. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement insistent sur la nécessité de résoudre tous les différends en matière de compétence et de souveraineté relatifs à la Mer de Chine du Sud par des voies pacifiques, sans faire appel à la force et ils conseillent vivement à toutes les parties de faire preuve de modération en vue de créer un climat positif pour le règlement de tous ces contentieux. Ils expriment leur inquiétude vis-à-vis de l'évolution récente de la situation qui pourrait conduire à une détérioration de la paix et de la stabilité dans la région. En ce sens, ils soutiennent les principes contenus dans la Déclaration de l'ANASE de 1992 sur la Mer de Chine du sud et insistent sur la nécessité de la pleine application de ces principes par toutes les parties concernées. Ils expriment l'espoir qu'elles s'abstiendront toutes de poursuivre des actions qui pourraient affaiblir la paix, la stabilité et la confiance dans la région, voir entraver la liberté de navigation maritime et aérienne dans les zones affectées. De même, ils exhortent les parties concernées à porter les différends devant divers forums bilatéraux ou multilatéraux et rappellent l'importance de mesures destinées à créer un climat de confiance entre toutes les parties. A cette fin, les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent favorablement l'initiative indonésienne d'assumer le parrainage d'ateliers sur le règlement de conflits potentiels dans la Mer de Chine du sud, ainsi que d'autres mesures lancées par les pays de la région concernés pour accroître la coopération et pour assurer le règlement pacifique de toutes les questions non résolues.

L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES

Le Sommet ibéro-américain

180. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note des accords conclus dans le cadre du Cinquième Sommet ibéro-américain qui a eu lieu à Bariloche, Argentine.

L'Association des Etats des Caraïbes

/...

181. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur satisfaction de l'entrée en vigueur de l'Accord constitutif de l'Association des Etats des Caraïbes, organisation établie pour promouvoir la consultation, la conciliation, la coopération et l'action concertée pour le développement culturel, économique, social, scientifique et technologique viable des Etats de la région. Ils reconnaissent que la Déclaration de principes et le Plan d'action dans le domaine du tourisme, du commerce et du transport adoptés au Sommet inaugural qui a eu lieu à Port of Spain en août 1995 représente un pas important vers la réalisation des buts de l'Association.

Haïti

182. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note avec une satisfaction toute spéciale du retour du Président Jean-Bertrand Aristide dans son pays et du rétablissement de la démocratie dans un esprit de réconciliation nationale. Prenant note de la création de la MINUHA, ils insistent sur la nécessité d'obtenir que la Communauté internationale offre à Haïti la coopération financière, économique et technique d'une nécessité urgente pour sa reconstruction matérielle. Ils considèrent que la force de la démocratie et de la liberté dans ce pays dépendent fondamentalement de la capacité de la Communauté internationale de contribuer à son développement social et économique.

Cuba

183. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à mettre fin aux mesures économiques, commerciales et financières ainsi qu'aux actions contre Cuba. Ces mesures unilatérales et contraires à la Charte des Nations Unies, au droit international et aux principes de bon voisinage, sont à l'origine d'immenses pertes matérielles et de dommages économiques. Ils invitent les Etats-Unis d'Amérique à régler leurs différends avec Cuba par la voie des négociations basées sur l'égalité et le respect mutuel, et ils demandent la stricte application des résolutions 47/19, 48/16 et 49/9 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils se déclarent profondément préoccupés par la nouvelle législation présentée au Congrès des Etats-Unis, qui intensifierait l'embargo contre Cuba et en élargirait l'extra-territorialité. Ils conseillent vivement au Gouvernement des Etats-Unis de replacer sous la souveraineté de Cuba le territoire actuellement occupé par la base navale de Guantanamo et de mettre fin aux émissions de radio et de télévision agressant Cuba.

Porto Rico

184. Rappelant leur engagement envers l'autodétermination des peuples, les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, en vertu de la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'Amérique centrale

185. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note des importants progrès faits par les peuples et par les Gouvernements des pays de l'Amérique centrale, en matière d'application des engagements pris par les Présidents de l'Amérique centrale dans les "Procédures pour l'établissement d'une paix solide et durable en Amérique centrale", adoptées dans le cadre du deuxième sommet d'Esquipulas, Guatemala (1987) et des Sommets suivants.

186. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent qu'il ne peut pas y avoir de paix en Amérique centrale sans développement viable ni démocratie, étapes fondamentales des aspirations des pays d'Amérique centrale de se constituer en une région de paix, de liberté, de démocratie et

/...

de développement viable. Il invitent la Communauté internationale à continuer de soutenir ces efforts pour consolider la paix et la stratégie du développement viable en l'Amérique centrale.

187. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent les efforts des pays de l'Amérique centrale pour promouvoir la croissance économique dans le cadre du développement humain, ainsi que les progrès faits en matière de renforcement du système d'intégration de l'Amérique centrale, et ils invitent la Communauté internationale à continuer de donner son appui.

El Salvador

188. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement évoquent avec satisfaction les progrès observés dans ce pays passant de l'état de guerre à celui de nation démocratique pacifique. Ils félicitent également le gouvernement et le peuple salvadoriens pour leur engagement continu envers le renforcement du processus de paix.

189. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement assurent leur appui à la Résolution 49/21 J de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Aide à la reconstruction et au développement du Salvador", qui invite tous les états et les institutions internationales de financement et de développement à poursuivre leurs contributions au renforcement de la paix au Salvador et les exhortent à répondre rapidement et généreusement aux efforts conjoints des signataires des accords de paix pour réunir les ressources nécessaires à la pleine application de ces accords et à la réalisation de programmes prioritaires de développement qui permettraient d'établir une paix solide et durable au Salvador.

Le Guatemala

190. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note avec satisfaction des derniers accords conclus entre le Gouvernement du Guatemala et l'Union nationale révolutionnaire de Guatemala (UNRG) et expriment l'espoir que l'Accord final de paix sera signé dans le courant de l'année. Ils tiennent à marquer leur reconnaissance aux Nations Unies pour leur importante contribution au processus de paix du Guatemala.

191. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment l'espoir d'obtenir que le Guatemala et Belize concluent rapidement leurs négociations et parviennent à un règlement définitif de leur différend.

Le Nicaragua

192. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note des efforts déployés par le Gouvernement du Nicaragua pour promouvoir une vaste réconciliation nationale comme le meilleur moyen pour consolider la paix, la démocratie et le développement viable en même temps que la justice sociale. Ils expriment également leur appui à la Résolution 49/16 de l'Assemblée générale du 17 novembre 1994, "Assistance internationale pour la réhabilitation et la reconstruction du Nicaragua: conséquences de la guerre et des catastrophes naturelles", qui évoque les circonstances exceptionnelles auxquelles le Nicaragua a dû faire face.

193. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent aussi note des progrès faits par le Gouvernement du Nicaragua dans la promotion soutenue de sa relance économique, de ses programmes de développement et d'investissement social, et à cette fin ils en appellent au soutien d'institutions financières et de la Communauté internationale.

Panama

/...

194. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement relèvent avec satisfaction le progrès significatif apporté par la mise en oeuvre du Traité du Canal de Panama de 1977 et du Traité concernant la neutralité permanente et l'exploitation du canal de Panama, connus sous le nom de Traités Torrijos-Carter, entre la république de Panama et les Etats-Unis d'Amérique. Ces traités garantissent l'exercice effectif de la juridiction et de la souveraineté du Panama sur la totalité de son territoire et, dans leur phase culminante, le transfert total du canal et de ses installations au Panama, à midi du 31 décembre 1999, après un processus de transition entrepris en ce moment par les deux pays.

195. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent l'importance de l'accès au canal pour le commerce mondial et pour la navigation, ainsi que de la gestion adéquate de son bassin hydrographique. Ils lancent un appel pressant aux Etats pour qu'ils envisagent d'adhérer au protocole au Traité qui déclare la neutralité permanente de la voie interocéanique.

196. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur solidarité avec les plans du Gouvernement du Panama pour organiser un Congrès mondial sur le canal de Panama en septembre 1997, avec la participation de Gouvernements, d'organisations internationales, d'institutions académiques privées et publiques, d'usagers maritimes et de compagnies de transports internationaux en vue de l'examen conjoint du rôle du canal au 21ème siècle, et ils conseillent vivement aux organismes et autres organisations et programmes du système des Nations Unies de collaborer avec le Gouvernement du Panama pour atteindre cet objectif.

La controverse entre le Guyana et le Venezuela

197. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement constatent la prolongation de la controverse entre le Guyana et le Venezuela. Ils prennent note de l'état des relations entre les deux pays et félicitent les progrès vers une solution pacifique rendus possible par les bons offices du Secrétaire général des Nations Unies et de son représentant spécial. Ils réaffirment la nécessité pour les deux parties de poursuivre le dialogue en vue d'un règlement définitif fondé sur les principes consacrés du Droit international et de l'Accord de Genève de 1996.

CHAPITRE III: QUESTIONS ECONOMIQUES

Le nouveau contexte de la coopération économique internationale

198. A la lumière de l'évolution de la situation économique internationale depuis le sommet de Djakarta en 1992, les chefs d'Etat ou de Gouvernement observent qu'en dépit de signes de progrès affichés par certains pays, rien ne permet d'affirmer que l'économie mondiale soit sur le chemin d'un redressement rapide et solide. En outre, des tendances positives ont pu être constatées dans les pays en développement ces dernières années, en matière de croissance économique, d'accroissement des échanges et de l'investissement étranger, ainsi qu'un certain allègement du problème de la dette extérieure. Toutefois, ces tendances n'ont affecté qu'un groupe réduit de pays. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement en concluent que les espoirs fondés sur un ordre international économique plus juste, non discriminatoire et équitable n'avaient pas été comblés.

199. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note du fait que la fin de la guerre froide et l'interdépendance et la mondialisation accrues de l'économie internationale ont fait naître de nouvelles tensions, de nouveaux déséquilibres et une nouvelle stagnation, et une marginalisation croissante de la plupart des pays en développement. Le fossé entre les pays riches et les pays pauvres ne cesse de s'agrandir. Les instabilités passent plus rapidement d'un pays à un autre, notamment dans les pays en développement, qui sont maintenant plus vulnérables et plus sensibles aux facteurs externes. La libéralisation et la mondialisation des marchés financiers sont devenues une source d'instabilité et de déséquilibres.

200. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur inquiétude envers les nouvelles priorités accordées par les pays développés aux économies en transition et aux blocs commerciaux du Nord, alors que de nombreux pays du Mouvement portent toujours le fardeau de la stagnation économique et se sont laissés distancer au plan social.

201. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent également que le contexte de l'après-guerre Froide offre des possibilités et des opportunités de dialogue sur la coopération économique internationale. Ils réaffirment leur décision d'accorder la priorité dans l'ordre du jour du Mouvement au thème du développement, notamment à la croissance économique et à l'éradication de la pauvreté.

202. Ceci exige une plus grande coordination de la part des pays en développement afin d'amplifier leur capacité d'action et d'aborder de plus près les nouveaux problèmes dans une optique plus intégrée. Tout en souscrivant aux valeurs de la protection de l'environnement, des pratiques normales du travail, de la propriété intellectuelle, de la saine gestion macro-économique et de la défense et de la protection des droits de l'homme, le Mouvement condamne toute tentative d'utiliser ces éléments comme des conditionnalités et des prétextes pour restreindre l'accès aux marchés ou aux flux d'aide et de technologie pour les pays en développement.

203. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que la coopération internationale pour le développement doit tendre à la création d'un environnement économique international plus favorable et plus dynamique- condition nécessaire pour faciliter les efforts des pays non alignés et des autres pays en développement dans leur lutte contre la pauvreté, et dans leur combat pour le progrès économique et social, la croissance économique soutenue et le développement viable --. Afin d'atteindre cet objectif, ils insistent de nouveau sur la nécessité d'appliquer dans les termes où ils ont été adoptés et en toute priorité les accords inclus dans les conférences internationales les plus importantes dans le domaine du développement. Ils réaffirment que ces accords devraient être mis en place d'une manière cohérente et intégrée.

/...

204. Les processus de prise de décisions et les mécanismes utilisés actuellement dans les institutions internationales pour résoudre les problèmes les plus importants de l'économie mondiale ne tiennent compte ni des pays en développement ni de leurs intérêts et préoccupations. La nécessité de démocratiser les relations économiques internationales est plus urgente que jamais. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent à nouveau le besoin d'assurer la démocratisation et la transparence dans les prises de décisions économiques et financières dans toutes les instances et à tous les niveaux, avec la participation totale des pays en développement, afin de garantir que leurs intérêts de développement sont pleinement pris en compte.

205. La réorganisation des institutions économiques internationales ces dernières années, a affaibli les grandes organisations internationales les plus universelles et les plus représentatives telles que les Nations Unies, au plus grand désavantage des pays en développement et au détriment de leur capacité d'influencer les organes de prises de décisions les plus importants.

206. A l'occasion du cinquantième anniversaire de la création des Nations Unies, le Mouvement reconnaît le rôle joué par cet organisme qui a donné une perspective universelle, démocratique et profonde à la coopération internationale au développement et a contribué à la définition d'une politique en la matière. Le Mouvement s'engage à soutenir les efforts visant à placer la coopération pour le développement au centre du mandat, du rôle et des fonctions des Nations Unies. Appuyer le développement social à long terme et une croissance et un développement économiques universels plus équilibrés devrait être le premier objectif des Nations Unies. Pour que ceci devienne une réalité, il faut que cet organisme s'engage dans un processus de réorganisation, afin de mieux répondre aux conditions de la nouvelle économie mondiale.

207. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement considèrent qu'il est impératif que les Nations Unies, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), oeuvrent effectivement à corriger les déséquilibres économiques mondiaux. A cette fin, ils réaffirment le besoin de renforcer la coopération et la coordination entre les institutions de Bretton Woods, l'OMC et les Nations Unies aux fins d'une plus grande transparence et cohérence dans les politiques commerciale, monétaire et financière. A cet égard, ils se félicitent de la création, sur proposition du Roi Hassan II, d'un groupe de travail à l'OMC, chargé de vérifier la cohérence des politiques commerciales, financières et monétaires. Ils insistent sur le fait que ces institutions doivent adapter et ajuster leurs politiques et leurs programmes aux besoins critiques des pays en développement.

208. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment également le besoin pour tous les membres de la Communauté internationale d'adapter leurs politiques économiques et financières aux exigences d'une économie internationale de plus en plus interdépendante.

209. La seule possibilité restante d'aborder une nouvelle étape de partenariat pour le développement, en surmontant les confrontations et en renforçant la coopération, est d'encourager les pays développés et les pays en développement à entamer un dialogue constructif basé sur l'intérêt commun, les avantages réciproques, la véritable interdépendance et les responsabilités partagées mais différenciées.

210. A cet effet, les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent l'importance d'une coordination des politiques macro-économiques pour lever les incertitudes en matière de commerce, de flux financiers, de transfert de technologie et d'investissements dans le monde. Ils recommandent, en outre, la création urgente d'un environnement économique international favorable sous la forme d'un accès accru aux marchés des pays développés, un terme aux pratiques commerciales déloyales,

le passage à des politiques commerciales prévisibles et non discriminatoires, un plus grand encouragement aux investissements étrangers et la réduction du poids de la dette. Dans le domaine de l'aide au développement, il est essentiel que les pays développés affectent des ressources nouvelles et supplémentaires et que l'on encourage le transfert de technologie dans des conditions préférentielles et concessionnelles. Le dialogue devrait également se concentrer sur l'examen des programmes et projets prioritaires pour le développement et sur leur gestion et mise en oeuvre menant à des résultats concrets et effectifs.

211. Aussi les Chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent-ils de l'appel lancé en 1989 à l'Assemblée générale des Nations Unies par le Président de la République de Tunisie, M. Zine El-Abidine Ben Ali, en faveur d'un contrat pour la paix et le progrès entre pays en développement et pays développés.

212. Il s'impose que les pays non alignés et d'autres pays en développement mettent sur pied une stratégie commune tenant compte des transformations profondes de l'environnement international, afin de renforcer leur capacité de négociation dans leur dialogue avec les pays industrialisés et qui prendrait en considération les conclusions de la Commission du Sud et les changements intervenus dans la situation mondiale. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement conviennent de convoquer un groupe d'experts de haut niveau, à composition non limitée, auquel sera confiée la tâche de formuler des propositions spécifiques quant à cette stratégie commune. Ils conviennent en outre que ces recommandations seront présentées au président du Mouvement et soumises à la considération d'une réunion ultérieure des Ministres des relations extérieures du Mouvement.

213. Les chefs d'Etat et de Gouvernement s'accordent également à créer un groupe d'experts de haut niveau, à composition non limitée, en vue de mettre au point des propositions intégrées et bien coordonnées de coopération internationale pour le 21^{ème} siècle par le biais d'interrelations plus étroites avec le Groupe des 77 et d'autres institutions régionales et sous-régionales.

214. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent le Président Ernesto Samper, en sa qualité de président du Mouvement des non alignés, de continuer à rencontrer les dirigeants des pays développés, y compris ceux du Groupe des 7, de sorte à encourager le dialogue et susciter une meilleure compréhension des aspirations, des points de vue et des positions des pays en développement sur des thèmes économiques et de développement d'intérêt international. Ils invitent également le Président du Bureau de coordination du Mouvement des non alignés, en étroite collaboration et coordination avec le président du Groupe des 77, à apporter leur soutien à la préparation de ces réunions.

Le Plan pour le développement

215. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur conviction que la paix et la sécurité durables ne peuvent être assurées sans l'élimination de la pauvreté, sans l'instauration d'une croissance économique soutenue et du développement dans les pays en développement. Vu l'interdépendance croissante des pays, il est indispensable d'apporter des réponses et des solutions effectives par le biais de la coopération économique internationale pour permettre un progrès important aux niveaux national, régional et mondial.

216. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accordent une grande priorité au Plan pour le Développement car il offre une chance unique de lancer un processus de dialogue constructif visant à créer un véritable partenariat sur le thème du développement, et de relancer la coopération internationale au développement. Cela mettra à l'épreuve la volonté politique d'une reprise réelle du dialogue entre les pays en développement et les pays développés. Pour que ce dialogue et ce

/...

partenariat soient efficaces, le Plan doit traduire une nouvelle attitude et renforcer l'engagement concernant des domaines clés tels que le commerce international, l'investissement, le financement externe, la dette extérieure, la science et la technologie et les ressources extérieures pour le développement, y compris les ressources du système des Nations Unies pour le développement.

217. Le Plan doit également dûment prêter attention à l'être humain, à l'amélioration des conditions de vie, à l'élimination de la famine, des maladies, de l'analphabétisme, de la surpopulation et du chômage. Sur la base des résultats du Sommet mondial sur le développement social, le Plan devra comprendre les mesures pratiques requises pour éradiquer la pauvreté, satisfaire les besoins fondamentaux et générer des emplois. Le développement implique également l'amélioration de l'enseignement et du statut de la femme.

218. Le Plan doit se baser sur une série bien définie d'actions spécifiques, visant une croissance économique et un développement social soutenus et accélérés. Il doit reposer initialement sur l'application efficace des engagements et des accords internationaux déjà existants dans le domaine du développement économique et social, de même que sur l'incorporation d'actions et de mesures qui seraient nécessaires pour relever les nouveaux défis et saisir les nouvelles opportunités. Il doit se baser, en plus, sur le principe fondamental selon lequel le développement est une condition essentielle de la paix et de la sécurité.

219. Le Plan pour le développement doit clairement définir, mettre en lumière et renforcer le rôle des Nations Unies dans le développement. Cette organisation y parviendra, notamment, par l'établissement de politiques et la coordination économique à l'échelle internationale et par l'action en faveur de la croissance économique, en tenant compte de son caractère universel et de ses principes démocratiques. Toute tentative visant à entraver les Nations Unies dans leur mission originale de développement doit être combattue. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) et les agences spécialisées, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), devraient jouer un rôle clé en tant qu'éléments centraux du système des Nations Unies notamment dans les secteurs du commerce, du développement et de l'industrialisation des pays en développement. Le Plan devrait définir clairement les moyens permettant d'identifier les relations entre les Nations Unies et les agences et organisations spécialisées, y compris les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et d'autres institutions multilatérales, aux fins d'une plus grande coopération et cohérence dans l'accomplissement des objectifs du Plan pour le développement, tel que mentionné plus haut.

Les produits de base et le commerce international

220. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement attribuent une importance vitale au commerce international en tant que moyen d'accélérer la croissance et le développement économique mondial et en tant qu'instrument efficace de coopération internationale. Ils s'accordent à dire que l'expansion du commerce profiterait aussi bien aux pays en développement qu'aux pays développés. Les initiatives de libéralisation et l'expansion du commerce doivent être davantage soutenues dans le but de bénéficier à tous les pays, et surtout aux pays en développement, tout en compte des menaces posées par les restrictions discriminatoires, les actions unilatérales et/ou les conditionnalités onéreuses sur le système commercial multilatéral.

221. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent de la signature à Marrakech (Maroc) des accords de l'Uruguay Round. Ils soulignent que les nouveaux engagements et les nouvelles procédures figurant dans ces accords devraient se traduire par un plus grand accès au marché, une expansion du commerce international et de meilleures opportunités de revenus et d'emplois

/...

partout dans le monde, notamment dans les pays en développement. Ils nourrissent l'espoir de voir, après la création de l'Organisation mondiale du commerce, se réaliser de rapides progrès garantissant le plein respect des principes et engagements multilatéraux, et d'éviter la prise de mesures protectionnistes unilatérales ou d'y remédier.

222. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent que, selon certaines analyses et projections, si la mise en application de l'Uruguay Round offre de nouvelles opportunités commerciales, elle pourrait affecter les intérêts des pays en développement, surtout les moins développés d'entre eux, les pays importateurs nets de produits alimentaires et ceux qui bénéficiaient jusqu'ici de préférences commerciales.

223. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent que l'Organisation mondiale du commerce doit contribuer à établir un système de commerce ouvert, prévisible, équitable, non discriminatoire, fondé sur des procédures claires et transparentes, ainsi que sur la protection des droits et intérêts des pays en développement. En outre, l'OMC devrait être régie par des principes universels dans ses délibérations et par l'équité en matière de participation et par un traitement préférentiel et différentiel en faveur des pays en développement. Il est également de toute première importance que ses relations avec le système des Nations Unies soient définies le plus vite possible, tout autant que les mécanismes de coordination entre les deux institutions.

224. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement exhortent l'Organisation mondiale du commerce à envisager des activités spécifiques y compris celles menées en coopération avec les Nations Unies destinées à faire appliquer le Programme d'action de Copenhague.

225. L'application des accords de Marrakech doit faire l'objet d'une évaluation continue afin d'offrir aux pays en développement un accès croissant aux marchés de produits de base, de produits manufacturés et de services intéressants du point de vue de leurs exportations et de l'expansion du commerce international. A cet égard, ils estiment que la Conférence ministérielle de l'OMC qui doit se tenir à Singapour en 1996 offrira une excellente occasion d'évaluer l'application des engagements pris et leurs impacts sur le commerce et surtout sur l'agriculture. En outre, ils conviennent de tenir une Conférence des pays en développement sous les auspices de la CNUCED, afin de mener une évaluation de l'application des accords de l'Uruguay Round. Ils soulignent l'importance de mesures appropriées, cohérentes avec l'Acte final de l'Uruguay Round, en faveur des pays moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Et ce, de pair avec la pleine application de la décision ministérielle adoptée à Marrakech à l'issue des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, afin d'accorder à ces pays une attention particulière et d'accroître ainsi leur participation dans le système commercial multilatéral et de mitiger tout effet négatif que pourrait avoir l'application de l'Acte final de l'Uruguay Round. Ils manifestent l'importance des engagements concernant les mesures spéciales et différentielles prises en faveur des pays en développement, ainsi que celles visant à mitiger tout effet négatif sur ces mêmes pays de l'application des accords.

226. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement observent avec préoccupation que certains pays développés continuent de refuser d'ignorer les règles multilatérales du commerce en vigueur et d'imposer des mesures protectionnistes unilatérales, permettant ainsi aux réglementations internes de prendre le pas sur les engagements commerciaux multilatéraux. Ils déplorent que ceci survienne juste après l'effort extraordinaire déployé pour conclure l'Uruguay Round et dans le contexte actuel des pays en développement qui ont fait des progrès substantiels en matière de libéralisation de leur régime commercial et d'intégration de leurs économies au commerce mondial. Ces efforts doivent être compensés par une reconnaissance du gel des tarifs douaniers par les pays en développement. Ils soulignent l'importance d'un accès non discriminatoire accru des produits des

pays en développement aux marchés des pays développés et le besoin de s'opposer à toute forme de protectionnisme direct et indirect et de les démanteler.

227. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent que l'application des accords de Marrakech devrait tenir compte des contraintes imposées par les mesures de libéralisation économique des organismes financiers internationaux dans les pays en développement. Il est paradoxal d'attendre des pays en développement qu'ils ouvrent leur marché et lèvent les restrictions aux échanges économiques internationaux, y compris les mesures non tarifaires, alors que les pays développés adoptent des mesures protectionnistes empêchant les pays en développement de tenir leurs engagements envers les organismes financiers internationaux.

228. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment également leur préoccupation face aux tendances croissantes à de nouveaux types de protectionnisme sur les principaux marchés des pays développés. Ces tendances doivent être inversées, tant dans l'intérêt des pays en développement que dans celui des pays développés et du système commercial multilatéral. Tout en reconnaissant que pour encourager une croissance économique soutenue et un développement viable, l'environnement et le commerce devraient aller de pair. Les actions unilatérales étant contraires aux règles du commerce international, ils soulignent que l'introduction de clauses sociales et de l'étiquetage écologique aurait un impact négatif sur la croissance économique et le développement, et ferait porter aux pays en développement un fardeau social et économique injustifiable. Ils expriment également leur préoccupation à l'égard de tentatives visant à surcharger le programme de la toute nouvelle Organisation mondiale du commerce, comme si elle pouvait démêler l'écheveau de droits et obligations soigneusement équilibrés, avant même que les accords de l'Uruguay Round soient entrés en vigueur et que la nouvelle OMC ait eu le temps et l'espace de s'établir et de se consolider en surveillant que ces accords soient appliqués sans heurts. Ils déclarent que les politiques commerciales devraient reposer sur le principe fondamental des avantages comparatifs, et qu'elles ne devraient pas être utilisées comme une panacée pour résoudre tous les problèmes. Ils sont également préoccupés par l'utilisation croissante de la part des pays développés de mesures antidumping et compensatoires aux objectifs purement protectionnistes et d'actions unilatérales incompatibles aux normes du commerce international.

229. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent le besoin affiché par les pays en développement d'assistance technique et financière de la part des pays développés, des organisations internationales et des institutions de commerce, afin de pouvoir tirer parti des nouvelles opportunités du système de commerce multilatéral et de soutenir la diversification de leurs exportations. Ils mettent l'accent sur le fait que les pays développés devraient jouer un rôle plus actif dans le renforcement de la capacité des pays en développement à participer effectivement et de plein droit au système.

230. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement insistent sur l'importance pour la CNUCED de remplir complètement son rôle de pôle du système des Nations Unies pour, entre autres, soutenir le commerce et le développement dans les pays en développement. Ils reconnaissent que la CNUCED est la seule instance au sein des Nations Unies où les thèmes de développement sont traités de manière cohérente et où sont abordées les relations entre questions et secteurs et pays et régions. Par conséquent, ils réaffirment le profond engagement du Mouvement des non alignés de renforcer la CNUCED, notamment son action pour que les pays développés fournissent des ressources suffisantes, et ils expriment leur ferme intention de s'opposer à toute tentative visant à affaiblir ou à miner les contributions de la CNUCED au processus de développement des pays en développement.

/...

231. La récente évolution et les changements institutionnels, parmi lesquels figure la création de l'Organisation mondiale du commerce, ont mis en relief le besoin de faire de la CNUCED une instance pour la définition de politiques dans un optique de développement. Les résultats de ses délibérations intergouvernementales doivent être plus politiques et davantage portés sur l'action. En outre, les pays en développement doivent bénéficier d'une plus grande participation dans la définition de la politique de la CNUCED. Ils conviennent que la définition de la politique de développement ne doit pas être monopolisée par un petit directoire de pays et soulignent que la CNUCED, en tant que forum universel, peut contribuer à corriger de tels déséquilibres en offrant une plus large gamme de choix politiques aux pays en développement et, partant, en faire progresser le dialogue. Une analyse équilibrée est indispensable pour formuler de nouvelles politiques qui tiennent compte des difficultés qu'éprouvent les pays en développement à s'adapter aux nouvelles responsabilités multilatérales et à leurs contraintes.

232. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment le rôle central de la CNUCED comme instance universelle destinée aux débats et négociations entre gouvernements, à l'établissement de politiques et à la recherche de consensus, au contrôle, à la conduite et au suivi ainsi qu'à la coopération technique, dans l'optique d'accélérer la croissance économique et le développement des pays en développement, notamment. Ils constatent que la CNUCED constitue un forum approprié pour la recherche de consensus sur des questions nouvelles et en gestation et la préparation du cadre de négociation d'accords commerciaux ultérieurs dans les instances pertinentes. Ils réitèrent leur soutien au mandat de la CNUCED de traiter globalement les questions de développement et les questions y corrélées, à l'avenant le commerce, les marchandises, les finances, l'investissement, la dette extérieure, les services, la technologie et l'environnement. Ils soulignent l'importance fondamentale de permettre à la CNUCED d'exécuter pleinement son mandat.

233. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prient instamment la CNUCED, dans le contexte des préparatifs de la Neuvième CNUCED, d'accorder une plus grande attention aux questions prioritaires en matière de développement et de rechercher les moyens d'optimiser l'incidence sur le développement de la mondialisation et de la libéralisation, et de réduire, en revanche, les risques d'instabilité et de marginalisation. Ils demandent à la CNUCED de procéder à l'étude des tendances et des questions, au sein de l'économie mondiale, notamment celles qui ont une incidence sur les pays en développement, et de proposer les politiques et mesures, tant au niveau international que national, susceptibles de porter remède aux problèmes signalés. Ils invitent la CNUCED à accroître son rôle réflexif et de générateur d'idées au profit des pays en développement vu l'évolution de l'environnement économique du monde, et à identifier, à examiner et à indiquer d'autres voies dans la quête du développement.

234. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prient instamment la CNUCED de mener les tâches ci-après dans le domaine du développement:

- entreprendre un travail conceptuel dans le cadre d'analyses et de pronostics objectifs; examiner les idées et les concepts en vue d'en identifier les implications pour les pays en développement et proposer les correctifs;
- relancer et renforcer son rôle dans le domaine du commerce et du développement et des questions connexes, telles que les normes régissant l'investissement, les politiques concurrentielles, les flux financiers, l'environnement, la promotion du secteur des services, la science et la technologie, le transfert de technologie, la coopération et l'intégration régionales;
- évaluer l'impact de l'application des accords de l'Uruguay Round, en identifiant les possibilités d'accès au marché et en proposant des mesures destinées à amortir d'éventuels effets négatifs;

/...

- renforcer son rôle dans le domaine du Système généralisé de préférence et de la facilitation du commerce;

- appuyer les pays en développement dans la formulation de politiques et de stratégies dans des domaines spécifiques, y compris le développement de l'infrastructure et de la petite et moyenne entreprise.

235. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement sont satisfaits d'apprendre que l'Afrique du Sud a été désignée pour accueillir la Neuvième Session de la CNUCED, à Johannesburg, du 26 avril au 11 mai 1996, et espèrent que cette réunion permettra de renforcer le mandat et le rôle de la CNUCED sur le commerce et le développement et fournira des directives politiques importantes pour le développement mondial. Ils s'engagent à contribuer au succès de la préparation et de la réalisation de la IXe CNUCED.

236. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent qu'une coordination efficace des positions du Mouvement est essentielle pour renouveler et améliorer le Système généralisé des préférences (SGP), dans le but de promouvoir sérieusement un accès stable et meilleur de leurs exportations de produits de base, de produits manufacturés et de services vers les marchés des pays développés. Ils accentuent leur opposition aux restrictions du SGP en tant qu'instrument de coercition reflétant des tendances protectionnistes dans les pays développés. Ils conviennent de la nécessité urgente d'améliorer les mécanismes du SGP, notamment en impliquant plus de produits, en réduisant ou en éliminant les droits du SGP compte tenu des réductions tarifaires accordées aux nations les plus favorisées au titre de l'Uruguay Round, en étendant les mécanismes à de nouveaux produits d'intérêt pour les pays en développement et en formulant des critères d'objectifs en ce qui concerne les normes de gradualité. Ils expriment leur préoccupation devant le risque d'affaiblissement des mécanismes du fait de les lier à de nouvelles conditionnalités. Aussi invitent-ils les donateurs du SGP à simplifier et à harmoniser les normes d'origine.

237. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement condamnent l'usage de plus en plus fréquent, par certains pays profitant de leur position prédominante dans l'économie mondiale, de mesures coercitives unilatérales à l'encontre des pays en développement, en évidente contradiction avec le droit international, telles que les restrictions au commerce, les blocus, les embargos et le gel des capitaux. Et ce, dans le but d'éviter que ces pays exercent leur droit de déterminer pleinement leur système politique, économique et social et d'étendre librement leur commerce international. Ils estiment que ces mesures sont inacceptables et demandent qu'un terme y soit mis immédiatement.

238. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement lancent un appel urgent aux pays développés afin qu'ils lèvent toutes les conditionnalités politiques au commerce international, à l'aide au développement et à l'investissement, celles-ci étant en complète contradiction avec les principes universels de l'autodétermination, de la souveraineté nationale et de la non ingérence dans les affaires intérieures.

239. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent que dans de nombreux pays en développement, et en particulier dans les moins développés de ceux-ci, le secteur des produits de base reste la principale source de recettes d'exportation, d'emploi, de revenus et d'épargne, et une contribution majeure aux objectifs de développement. Néanmoins, la détérioration des prix et la désorganisation de certains marchés de produits de base ont sapé leurs efforts de développement et leur capacité à payer la dette extérieure. Ils lancent un appel pour que soient éliminés les désordres dans l'offre et la demande, responsables de cette situation d'incertitude.

240. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement mettent en relief l'importance d'optimiser la contribution des produits de base à la croissance économique et au développement, notamment dans les pays dépendant de ces mêmes produits. A cet égard, ils insistent sur la nécessité

/...

d'améliorer le fonctionnement des marchés internationaux de produits de base en établissant une politique des prix efficace, transparente, stable et suffisante. Ils lancent également un appel au soutien international des efforts consentis par les pays en développement pour moderniser et diversifier leurs activités de production, accroître leurs recettes extérieures et développer leur compétitivité face à l'instabilité persistante des prix et à la détérioration du commerce en général.

241. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement s'engagent à renforcer la coopération internationale dans le domaine des produits de base. Ils lancent un appel à la Communauté internationale afin qu'elle soutienne les efforts des pays en développement pour améliorer le traitement, la commercialisation, la distribution et le transport des produits de base en mettant à profit les dernières découvertes scientifiques et technologiques. Ils demandent également aux pays développés d'améliorer l'accès à leurs marchés par la levée des obstacles tarifaires et non tarifaires et la suppression des subventions qui entravent les exportations de produits de base des pays en développement.

242. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement insistent sur la nécessité d'appliquer les accords déjà existants sur les produits de base et d'en négocier d'autres. Ils se félicitent des mesures adoptées par la CNUCED concernant la participation complète et active des consommateurs et producteurs aux accords internationaux sur les produits de base. Ils considèrent que le Programme intégré de produits de base et le Fonds commun pour les produits de base, adopté après d'intenses négociations mais pratiquement à l'abandon aujourd'hui, méritent d'être de nouveau examinés. En outre, ils jugent nécessaire que soient proposées des mesures supplémentaires telles que la diversification des exportations et le relèvement de la qualité et de la compétitivité des produits de base. Des financements compensatoires pour déficits causés par des chutes de recettes d'exportations de produits de base des pays en développement devraient être considérés comme faisant partie intégrante et complémentaire de mesures internationales dans ce domaine. Ils jugent souhaitable pour la CNUCED de reprendre les consultations sur la proposition de convocation d'une conférence internationale sur les produits de base.

Questions monétaires et financières

243. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent que le respect des engagements adoptés par plusieurs conférences internationales dans le domaine économique et social demande la mobilisation d'un volume substantiel de ressources nouvelles et supplémentaires vers les pays en développement. Compter sur le changement de priorités ou sur la redistribution des budgets nationaux et sur l'aide publique au développement n'est pas suffisant. Ils demandent aux pays développés qui ne l'ont pas encore fait de tenir l'engagement d'allouer avant l'an 2000, 0,7% de leur PNB à cette assistance.

244. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur soutien au "Concept 20/20" adopté par le Sommet mondial pour le développement social, qui invite les pays développés et les pays en développement intéressés à s'engager mutuellement à allouer en moyenne 20% de l'aide publique au développement et 20% des budgets nationaux aux programmes sociaux de base.

245. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se montrent inquiets du détournement toujours croissant des flux financiers provenant des pays en développement vers des pays aux économies en transition. Les besoins de ces pays devraient être satisfaits par des ressources supplémentaires, sans préjudice des ressources allouées aux pays en développement.

246. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement font remarquer combien les flux financiers privés vers des pays en développement se sont concentrés sur un groupe restreint de pays et de secteurs, et ne compensent pas les effets de la longue période de flux négatifs. Actuellement, ces flux restent

/...

essentiellement limités au court terme et sont de nature spéculative, mais dans nombre de cas ils ont entraîné de sérieux déséquilibres dans les échanges. Il est demandé à la Communauté internationale d'élaborer un mécanisme de surveillance multilatérale pour contrôler les flux de capitaux privés à court terme venant des pays développés, et de sauvegarder les pays en développement des effets adverses de la volatilité de ces flux.

247. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent qu'en dépit des efforts entrepris par les pays non alignés et d'autres pays en développement pour créer un climat favorable à l'investissement étranger direct, le niveau actuel de ces flux est insuffisant pour satisfaire les besoins de leur développement. Il est donc indispensable d'en assurer l'augmentation et la diversification. L'accomplissement de cet objectif devrait être facilité par le soutien des pays développés, notamment par l'ouverture de leurs marchés, et par la participation d'organisations économiques et financières internationales.

248. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement manifestent leur inquiétude à l'égard de l'impact des nouvelles mesures protectionnistes des pays développés sur les flux d'investissement étranger direct (IED) vers les pays en développement. Les pays investisseurs devraient relancer et soutenir par de nouvelles politiques les flux d'IED vers les pays en développement, afin de supplémenter les efforts d'encouragement aux investissements consentis par les pays récepteurs.

249. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement signalent que les mesures adoptées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à l'aide de leurs nombreux mécanismes de concession se sont montrées insuffisantes au vu des nécessités de développement. La quatrième reconstitution du Fonds international pour le développement de l'agriculture, ainsi que la restructuration et la reconstitution des ressources du Fonds pour l'environnement mondial, se sont également avérées insuffisantes. Ils demandent aux pays donateurs développés de tenir leurs engagements aux termes de la Dixième reconstitution de l'Association internationale pour le développement et d'en accélérer les négociations pour la onzième reconstitution. Ils nourrissent l'espoir qu'une augmentation importante des fonds en résultera.

250. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement jugent opportun d'augmenter les fonds propres de la Banque mondiale et des banques régionales de développement afin de mieux contribuer à mobiliser l'épargne mondiale et de la drainer vers des projets et programmes des pays en développement. C'est dans ce but qu'ils lancent également un appel aux pays développés créanciers pour une augmentation des ressources du FMI, y compris l'allocation de nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS) destinés au développement.

251. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent aux pays développés d'augmenter en valeur réelle les ressources affectées au Fonds d'ajustement structurel (FAS) et au Fonds d'ajustement structurel amélioré (FASA) du Fonds monétaire international (FMI), afin d'apporter des flux d'aide concessionnelle à moyen terme aux pays à faible revenu. Ils appuient également la conversion du FASA en fonds permanent du FMI.

252. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent qu'une fois les programmes d'ajustement structurel (PAS) approuvés, ceux-ci devraient être totalement financés et comporter des objectifs de développement social, notamment l'élimination de la pauvreté, le plein emploi productif, et une meilleure intégration sociale.

253. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement insistent sur l'importance de renforcer les fonds, les programmes et les institutions spécialisées du système des Nations Unies, en tant que canal approprié pour allouer des ressources à la coopération internationale. Ils demandent l'adoption de

/...

mesures destinées à garantir le financement des activités opérationnelles des Nations Unies sur une base stable, prévisible et assurée. Ils jugent opportun de corriger le déséquilibre entre le volume des ressources allouées aux opérations de maintien de la paix et les activités d'assistance humanitaire d'urgence, d'une part, et celles allouées au développement d'autre part.

254. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement signalent que le système monétaire et financier international existant n'a pas réussi à satisfaire la demande des pays non alignés et d'autres pays en développement, ni à stimuler une croissance économique mondiale stable, ni à créer un climat financier favorable à un développement et à une croissance économique soutenus. Il importe de démocratiser les consultations et les prises de décisions au sein des institutions monétaires et financières multilatérales. Du fait de la participation limitée des pays en développement à ces consultations et processus, les besoins et intérêts de ces pays demeurent largement insatisfaits.

255. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement signalent que, vu la mondialisation des marchés de capitaux et la volatilité des flux de capitaux, des taux d'intérêt et des taux de change, ayant un impact particulièrement néfaste sur les pays en développement, il importe, entre autres, de réformer le système monétaire et financier international. Ils insistent pour dire que toute évaluation du fonctionnement d'un tel système et l'adoption de toutes mesures visant à le réformer devraient se faire avec la participation des pays en développement. Ils estiment ainsi qu'une grande révision intergouvernementale des institutions de Bretton Woods est impérative. Les règles et les responsabilités du FMI, de la Banque mondiale et des banques régionales devraient être révisées d'une manière intégrée à la globalité du système des Nations Unies, sur une base véritablement multilatérale et selon un processus démocratique.

256. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement encouragent l'idée de créer un Groupe réunissant des ministres de pays en développement et des ministres de pays développés chargés de réviser conjointement le fonctionnement du système monétaire et financier international et de formuler des recommandations visant à le réformer. La réforme devrait tendre notamment à soutenir les demandes des pays en développement et à encourager une plus grande interaction et coopération entre les institutions de Bretton Woods et le système des Nations Unies. Ils sont également partisans de convoquer une conférence internationale sur le financement du développement portant sur les thèmes des flux de capitaux, des ressources de mobilisation, des restrictions et expositions qu'affrontent les pays en développement.

La dette extérieure

257. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement signalent avec préoccupation que le fardeau de la dette et de ses intérêts pesant sur de nombreux pays en développement, en particulier les plus fortement endettés, s'est considérablement alourdi pendant la dernière décennie et est loin d'être éliminé. Ces pays ont procédé à des restructurations répétées de leur dette qui ont détourné les maigres ressources destinées au développement économique et au soulagement de la pauvreté. Ils déplorent qu'en dépit des quelques mesures adoptées dans le cadre des engagements conclus durant cette période, la plupart des pays en développement soient encore touchés par la crise de la dette. Ils expriment leur profonde préoccupation face aux impacts négatifs d'une dette extérieure excessive, pouvant entraver la capacité des pays en développement de produire une croissance économique et d'entreprendre des programmes de développement.

258. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement affirment que la seule solution au problème de la dette passe par des négociations entre débiteurs et créanciers, qui tiennent compte de toutes les dimensions du problème et dépassent le cadre actuel, par l'adoption de nouvelles mesures d'allègement, la garantie d'un transfert net des ressources financières vers les pays endettés, de

façon à relancer la croissance économique. A cette fin, des efforts devraient être entrepris pour assurer un environnement économique international favorable en renforçant la coopération internationale, en améliorant notamment l'accès aux marchés, les termes de l'échange et l'accès à la technologie et au système monétaire et financier international, au profit de leur stabilité et du maintien de leur liquidité, ainsi que le transfert de ressources supplémentaires et nouvelles pour une croissance économique et un développement viables dans les pays en développement.

259. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que des mesures pouvant compromettre la stabilité politique et les possibilités de développement économique et social des pays non alignés et autres pays en développement ne constituent pas une solution durable au problème de la dette. Toute approche devrait couvrir tous les types de dettes, y compris celles de caractère multilatéral, et tous les pays en développement débiteurs, et incorporer des mesures visant à la réduction du poids de leur dette à un niveau leur permettant de poursuivre leur croissance et leur développement économiques par le biais d'une réduction substantielle de tous les types de dettes par les principaux pays développés créanciers et groupes multilatéraux de créanciers. Ils demandent de mettre en place des mécanismes qui jadis avaient donné des résultats positifs, tels que les swaps dette-participation, dette-nature ou dette-développement social, sans préjudice d'une solution plus durable telle que la réduction et/ou l'annulation de la dette.

260. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement estiment que pour alléger le poids de la dette commerciale, les ressources allouées aux institutions financières internationales visant à réduire le service de la dette devraient être augmentées, entre autres mesures, par les pays développés créanciers. Ils insistent pour que ceux-ci annulent la dette bilatérale des pays pauvres les plus endettés, des pays les moins développés et d'autres pays rencontrant des difficultés particulières. Ils exhortent également les pays développés à réduire substantiellement la dette bilatérale des autres pays en développement.

261. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement insistent pour que le Club de Paris continue d'appliquer des mesures visant à réduire la dette bilatérale, y compris l'annulation ou autres mesures d'allègement, d'élargir la portée de ces mesures afin d'y inclure différents pays en développement et d'augmenter le flux des ressources d'aide concessionnelle à destination des pays affrontant des difficultés particulières.

262. Concernant la réduction de la dette multilatérale des pays non alignés et autres pays en développement, les chefs d'Etat ou de Gouvernement recommandent d'étudier très sérieusement la possibilité d'utiliser les DTS - droits de tirage spéciaux - , les réserves en or du FMI sans porter préjudice aux pays en développement producteurs d'or, et d'autres modalités de réduction de la dette multilatérale. Ils recommandent en outre de consolider l'assistance financière fournie par le Fonds monétaire international et de la convertir en assistance financière à long terme à titre concessionnel, de rééchelonner les prêts de réajustement structurel par la Banque Mondiale, de les convertir en prêts à long terme, et d'adopter des mesures analogues à celles appliquées par le Club de Paris.

263. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement exhortent les pays développés créanciers à encourager les pays qui, au prix d'un effort social et politique élevé, ont continué d'assurer le service de leur dette extérieure. Ils précisent que dans le cas de la dette commerciale de ces pays, les mesures envisagées par l'Initiative Brady devraient être appliquées avec plus de flexibilité.

La science et la technologie

/...

264. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement félicitent chaleureusement la République de Colombie pour sa contribution précieuse à l'humanité avec la découverte du vaccin contre le paludisme mis au point par le professeur Manuel Elkin Patarroyo Murillo et offert à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour son emploi et distribution dans les pays en développement. Ils soulignent que cette initiative utile est un exemple de solidarité et de coopération sud-sud très profitable aux pays du Mouvement des non alignés et plus particulièrement aux populations les plus touchées de l'Afrique subsaharienne.

265. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que le progrès des pays en développement dépend de leur accès à la technologie et de leur propre capacité à la développer. Les pays non alignés et les autres pays en développement se retrouvent marginalisés du fait qu'ils sont exclus de la révolution technologique. L'acquisition de technologies et le choix de celles les mieux adaptées à leur besoins particuliers est un droit légitime des pays en développement. Ils demandent aux pays développés d'encourager et d'accroître le transfert de nouvelles technologies et de procédés techniques en faveur des pays en développement. On devrait permettre aux pays en développement d'avoir accès à la haute technologie, indispensable à leur développement agricole et industriel ainsi qu'à la compétitivité à l'exportation. La dualité de ces technologies ne doit pas les empêcher d'y avoir accès et de les employer à des fins de paix et de développement.

266. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement attachent une importance particulière au transfert de technologies sûres et respectueuses de l'environnement. Ils jugent que les négociations à ce propos devraient tendre à l'acquisition de nouvelles technologies en des termes préférentiels et concessionnels et à renforcer la capacité des pays en développement de les utiliser au mieux.

267. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité d'encourager la coopération technique en utilisant de nouveaux mécanismes de partenariat entre pays fournisseurs et récepteurs, de développer leur propre capacité de développement scientifique, et d'offrir aux petites et moyennes entreprises un accès au développement technologique. Ils recommandent d'adopter des mesures visant à faciliter l'accès aux technologies publiques et à renforcer les mécanismes des Nations Unies, notamment la CNUCED, de manière à ce qu'ils puissent accomplir leur mission dans ce domaine. Ils soulignent que le transfert de technologie ne peut pas être abandonné au marché ou au seul secteur privé. L'Etat doit jouer un rôle important pour encourager la coopération internationale dans ce domaine.

268. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur préoccupation face aux mesures visant à bloquer, pour des raisons politiques, le transfert de technologie vers les pays en développement. Les contrôles imposés par les pays hautement industrialisés sur les exportations de technologie à double utilisation et d'autres types de technologie sensible ne devraient pas être utilisés pour interdire l'accès des pays en développement à la technologie à but pacifique ou destinée au développement. Ils déclarent que seuls les pays en développement sont capables de décider du type de technologie le mieux adapté à leurs besoins et à leur dotation en ressources.

269. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement sont d'avis que l'application de procédures de protection des droits inhérents à la propriété intellectuelle devraient tenir compte des besoins des pays en développement, pour ne pas nuire aux intérêts financiers, commerciaux, technologiques et de développement de nos pays. Ils soulignent que la protection de la propriété intellectuelle doit être accompagnée d'actions incitant à créer des technologies endogènes et innovantes dans des conditions favorables.

270. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent que soit appliqué dans sa totalité le Programme d'action de Vienne sur la science et la technologie au service du développement. Ils

/...

demandent à tous les pays, surtout aux pays développés, ainsi qu'aux institutions internationales, d'envisager des mesures redonnant de la vigueur au système de financement des Nations Unies pour la science et la technologie pour le développement, comme cela a été prévu dans le Programme d'action de Vienne. Ils insistent également sur le rôle important de la Commission des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement et recommandent avec insistance de la renforcer.

271. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent également la nécessité de mieux soutenir les efforts des pays en développement en matière de science et la technologie, notamment avec le concours des institutions financières multilatérales, au moyen du transfert de technologie entre les petites et moyennes entreprises des pays développés et des pays en développement, les flux d'investissements directs étrangers et le renforcement de systèmes d'information sur les technologies respectueuses de l'environnement.

L'industrialisation

272. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent que l'industrialisation demeure une composante essentielle du développement économique, et que dans l'économie mondialisée actuelle, le succès économique est synonyme de compétitivité industrielle et technologique. De leur avis, la compétence et l'importance de l'ONUDI repose sur le fait que celle-ci continue de fournir à ses membres des services jugés essentiels à leur développement industriel. Sa grande capacité pour analyser, de manière impartiale et indépendante, des questions d'ordre mondial, régional, national et sectoriel relatives au développement industriel se traduit par une source d'information et de conseil inestimable pour les Gouvernements. La richesse de ses informations sur les processus et les technologies industriels est un précieux capital pour les pays en développement désireux d'établir et de moderniser leur infrastructure industrielle.

273. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement saluent l'effort continu de l'ONUDI qui concentre ses ressources et activités sur l'intérêt prioritaire des pays en développement, en abordant notamment les besoins des pauvres, tels que les possibilités d'emploi, le soulagement de la pauvreté par le développement de l'industrie, en favorisant un développement industriel soutenable et respectueux de l'environnement grâce à une production propre et saine et aux économies d'énergie; en améliorant la compétitivité internationale des industries des pays en développement dans le contexte de la libéralisation du commerce et de la mondialisation de la production et des flux de capitaux; en développant les ressources humaines pour une croissance industrielle soutenue; et en encourageant la coopération internationale en matière d'investissement industriel et de technologie.

274. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent, à la lumière de la situation critique de l'Organisation, le besoin de soutenir le mandat et l'existence de l'ONUDI et estiment que son processus de restructuration doit être mené de manière à ne pas mettre en danger les programmes intéressant les pays en développement tant au niveau national que régional. Conscients des nouvelles contraintes financières du budget ordinaire de l'Organisation, ils exhortent les pays développés à remplir leurs obligations y relatives. Les Etats membres s'engagent à assumer leur responsabilité conjointe eu égard à leur capacité de contribution. Ils demandent à tous les pays non alignés membres de l'ONUDI de participer activement à la conférence générale de l'ONUDI (Vienne, décembre 1995) et d'apporter leur contribution en vue d'une adaptation viable de ses programmes de personnel et de son budget.

L'alimentation et l'agriculture

275. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur grande préoccupation devant la détérioration grandissante de la situation de l'alimentation et l'agriculture dans les pays en développement. Ils considèrent de leur devoir d'accorder, sur le plan international, une grande priorité à la solution des problèmes alimentaires et agricoles, et de défendre l'adoption de mesures par les pays membres du Mouvement susceptibles de contribuer à résoudre le problème de la faim dans le monde. Ils affirment qu'un des objectifs fondamentaux du développement doit être d'assurer la sécurité alimentaire et trouvent paradoxal que, malgré l'accroissement substantiel de la production alimentaire mondiale, le nombre de personnes touchées par la famine et la malnutrition ait augmenté de façon alarmante ces dernières années. La nouvelle situation mondiale offre la possibilité de gérer les ressources d'une manière plus productive et de parvenir à la sécurité alimentaire, surtout pour les plus pauvres et les plus vulnérables. Aussi demandent-ils aux pays développés de contribuer à l'élaboration par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) d'un Code de conduite de la pêche, afin de préserver les ressources et de gérer et développer les ressources bio-aquatiques, en s'efforçant de sauvegarder les écosystèmes et la biodiversité. Ils demandent donc à la FAO et à d'autres importantes institutions spécialisées des Nations Unies et aux organismes financiers multilatéraux de prêter une assistance prioritaire aux pays non alignés et autres pays en développement afin de renforcer leurs programmes de sécurité alimentaire.

276. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental et que sa défense constitue un impératif moral pour la Communauté internationale. C'est pourquoi ils condamnent catégoriquement l'utilisation des produits alimentaires pour exercer des pressions économiques et politiques.

277. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement observent que malgré les progrès réalisés par l'Uruguay Round, les accords portant sur l'agriculture ne conduiront qu'à une libéralisation partielle du commerce et de sérieux désordres persisteront sur les marchés des produits de base agricoles, même après leur complète mise en place. Ils expriment leur préoccupation face aux effets de ces accords sur les pays les moins développés et les pays importateurs nets de produits alimentaires. En conséquence, ils jugent opportun de lancer des études concernant l'impact du nouveau système commercial multilatéral sur l'approvisionnement alimentaire et ses conséquences possibles sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement.

278. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement estiment nécessaire de convoquer un sommet mondial sur l'alimentation pour encourager la coopération internationale dans ce domaine et formuler un programme d'action sur la sécurité alimentaire. Le Mouvement doit adopter une position commune sur cette initiative qui requerra une action coordonnée de la part des Ministres de l'agriculture dans le cadre du sommet et de sa préparation.

L'environnement et le développement

279. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que le développement social et économique est une priorité et un droit fondamental des pays. Un développement viable doit donc se situer dans le contexte plus vaste d'une croissance économique soutenue. Les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs ressources en accord avec leur propre politique d'environnement et de développement.

280. La protection de l'environnement, une croissance économique soutenue et un développement soutenable exigent une coopération internationale basée sur le principe des responsabilités communes mais différenciées. Si les problèmes d'environnement des pays développés sont associés à des modèles insoutenables de consommation et de production, ceux qui affligent les pays en

/...

développement sont pour une grande part le produit de la pauvreté, du sous-développement et de leurs limitations techniques et financières. C'est pourquoi ils signalent que la protection de l'environnement et la croissance économique doivent se renforcer mutuellement. Alors que la Déclaration de Rio, l'Agenda 21, et d'autres instruments internationaux concernant des questions environnementales témoignent d'un nouvel esprit de partenariat et de coopération en la matière, ils se montrent inquiets de voir que trois ans après le Sommet "Planète Terre", les ressources nécessaires pour faire de ces engagements une réalité n'ont pas encore été allouées.

281. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement s'engagent à participer activement, en collaboration avec le Groupe des 77, aux préparatifs de la session spéciale de l'Assemblée générale sur l'examen de l'application des engagements, recommandations et accords du Programme d'action des Nations Unies pour l'environnement et le développement prévu pour 1997.

282. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se réjouissent de la tenue de la Première Conférence des Parties à la Convention cadre sur les changements climatiques et de la Première Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique. Ils remercient le Gouvernement indonésien d'offrir d'accueillir la Deuxième Conférence des parties à la Convention sur la biodiversité, à Djakarta, du 6 au 17 novembre 1995 et invitent les pays membres à y participer activement. Ils exhortent en outre tous les pays membres à soutenir l'adoption d'un Protocole de biosécurité dans le cadre de la Convention sur la biodiversité.

283. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se réjouissent de la conclusion, en juin 1994, de la Convention internationale contre la désertification dans les pays particulièrement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, notamment en Afrique, ainsi que de la proclamation, par l'Assemblée générale, du 17 juin comme étant la Journée mondiale contre la désertification. En outre, ils recommandent avec insistance à la Communauté internationale de travailler à la complète application de cette convention, de ses annexes régionales et de la décision sur l'action urgente pour l'Afrique, notamment en libérant des ressources nouvelles et supplémentaires, et de participer activement à la première séance de la conférence des parties en juin 1997. Ils demandent aux Etats signataires qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer ou de ratifier la Convention aux fins de sa prompte entrée en vigueur.

284. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement adhèrent aux décisions adoptées dans le cadre de la Convention de Bâle qui interdit, pour la fin 1997, tout transport de déchets dangereux provenant de pays membres de l'Organisation pour le développement et la coopération économique (OCDE) vers des pays tiers et en exigent l'application stricte et rigoureuse. Ils déclarent que les pays pauvres ne peuvent se permettre de devenir des dépôts pour les déchets dangereux résultant de modèles de production et de consommation insoutenables des pays membres de l'OCDE.

285. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement lancent un appel à la Communauté internationale, notamment aux pays développés, en faveur d'actions permettant de concrétiser l'Agenda 21 en allouant des ressources financières nouvelles et supplémentaires, et en adoptant des mesures de transfert de technologie respectueuse de l'environnement en des termes concessionnels et préférentiels, ainsi que moyennant la coopération scientifique et technique et la diffusion de l'information appropriée.

286. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se montrent particulièrement attentifs aux évolutions de la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial. Les ressources y allouées devraient sérieusement augmenter afin d'assurer la pleine réalisation de son objectif. Les décisions concernant ce fonds doivent être prises d'une manière démocratique et transparente. Ils s'engagent à continuer de renforcer la participation conjointe des pays en développement aux activités du Fonds, afin de

/...

sauvegarder leur intérêt commun, aussi bien dans l'orientation de leur politique que dans l'allocation financière de ressources.

287. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement sont d'avis que le Fonds pour l'environnement mondial ne devrait pas être le seul mécanisme de financement du développement viable et soulignent la nécessité d'insister pour trouver des ressources financières nouvelles et supplémentaires.

288. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur préoccupation de voir que les pays développés, soit directement soit par l'intermédiaire d'institutions internationales, aient recours à des prétextes écologiques pour multiplier les obstacles au commerce, interviennent dans les affaires intérieures des pays en développement et imposent des conditions pour l'octroi d'assistance officielle et de financement du développement, alors que leurs modèles de production et de consommation insoutenables continuent d'affecter sérieusement l'environnement. Non seulement l'adoption de mesures commerciales restrictives unilatérales fondées sur ces prétextes n'apportent pas de contribution positive à la préservation de l'environnement mais de surcroît elle affaiblissent gravement le système commercial multilatéral.

289. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent l'importance de la biodiversité en tant que richesse stratégique des pays en développement en raison de ses valeurs actuelle et potentielle. Ils conviennent du caractère fondamental de sa gestion et de sa préservation pour un développement viable, surtout dans les domaines les plus importants des économies nationales des pays, comme le sont l'exploitation forestière, l'agriculture, la pêche, la santé, l'industrie et le tourisme. Ils se félicitent de ce qu'un million d'acres de forêt vierge aient été donnés par le Gouvernement du Guyana à la communauté mondiale à des fins de recherche scientifique internationale.

290. A cet effet, les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent les membres du Mouvement à agir pour l'application des conclusions de la Conférence des Nations Unies sur la conservation et la protection des bancs d'espèces hautement migratoires.

291. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement apprécient l'importance de la technologie appliquée à la biodiversité comme un moyen permettant de mieux tirer parti de l'accroissement de la productivité en agriculture ou d'obtenir des produits nouveaux et meilleurs de manière à assurer une sécurité économique et alimentaire aux générations à venir. Ils jugent essentiel de développer un cadre approprié dans le but de garantir aux pays fournisseurs de ressources génétiques une participation juste et équitable dans les projets de recherche et de développement et dans les bénéfices et résultats de ce processus.

292. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent que selon la Convention sur la diversité biologique, le transfert de technologie et les efforts visant à établir un système international de protection des droits inhérents à la propriété intellectuelle, y compris les efforts relatifs aux marchandises et aux processus, devraient garantir une distribution équitable des bénéfices provenant de l'utilisation des ressources génétiques. A cet égard, ils rappellent que les pays en développement possèdent la plus grande partie de la diversité biologique de la planète. Ils soulignent également que les us et les coutumes des communautés locales doivent être respectées et incorporées dans les normes sur la propriété intellectuelle. L'accès au marché ne doit pas devenir un prétexte pour imposer celles-ci.

293. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement remarquent que vu, entre autres, l'absence d'une infrastructure suffisante de prévention, d'intervention, de secours en cas de catastrophe dans les pays en développement, ceux-ci continuent d'être les principales victimes de catastrophes naturelles. Ils recommandent que les pays non alignés assurent le suivi de la mise en place de la

/...

stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr et intensifient leur coopération en la matière. Ils signalent également que des progrès dans le domaine du développement économique contribueraient à la mise en place de l'infrastructure nécessaire à la lutte contre les catastrophes naturelles dans les pays en développement et que des ressources supplémentaires accompagnées d'un transfert de technologie revêtent une importance capitale en vue d'intensifier leurs efforts en ce sens.

294. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent que la question de l'eau est un problème mondial stratégique. Les réserves mondiales d'eau diminuent constamment alors que les besoins ne cessent d'augmenter. La grave insuffisance des ressources aquifères et d'eau potable pourrait donner naissance à des convulsions sociales et à des conflits internationaux si la situation n'est pas redressée. Dans ces conditions, les organismes internationaux compétents, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), devraient développer et généraliser l'emploi de techniques pertinentes, telles que le traitement des eaux usées et la désalinisation de l'eau de mer dans des conditions économiques de compétitivité. Dans le domaine de la coopération internationale, la question de l'eau devrait faire l'objet de la plus haute priorité. Des ressources suffisantes doivent lui être destinées lors de la préparation de programmes et budgets des organisations internationales concernées.

La coopération Sud-Sud

295. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent que la coopération sud-sud constitue un mécanisme essentiel au service d'un développement et d'une croissance économiques accélérés, par le biais d'une économie internationale plus dynamique et en favorisant la restructuration des relations économiques internationales. La coopération sud-sud offre de nouvelles possibilités d'expansion du commerce et de l'investissement, d'accès aux ressources financières, de transfert de technologie, de développement des ressources humaines et d'autres formes de coopération économique, technique et scientifique. De leur avis, seuls l'encouragement à un esprit collectif de confiance en soi et le développement de stratégies communes permettraient la mise en place effective de programmes socio-économiques basés sur leurs propres initiatives politiques. En conséquence, ils réaffirment leur ferme intention d'intensifier la coopération sud-sud de sorte que les pays en développement puissent acquérir un sentiment collectif plus profond de confiance en soi.

296. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent des progrès réalisés dans le domaine de la coopération et de l'intégration bilatérales, sous-régionales et régionales par les pays du Mouvement. En état de la création et du renforcement des organisations et institutions sous-régionales et régionales, le nouvel élan pour la coopération et l'intégration contribuera à édifier une plate-forme de négociation et de dialogue plus solide avec les pays développés. Toutefois, ils observent que les possibilités et le potentiel de coopération sud-sud sont loin d'avoir été pleinement réalisés.

297. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent de l'adoption par consensus de la résolution 49/96 de l'Assemblée générale des Nations Unies, co-parrainnée par le Mouvement des non alignés et le Groupe des 77 relative à la tenue d'une conférence des Nations Unies sur la coopération sud-sud. Ils expriment leur ferme soutien pour que cette conférence ait lieu au plus tard en 1997. Ils demandent au Comité conjoint de coordination (CCC) du Mouvement des non alignés et du Groupe des 77 d'élaborer un projet de programme d'action servant de base de négociation à la Conférence.

298. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent favorablement l'adoption des "Nouvelles directives pour la CTPD" par la réunion de haut niveau sur la CTPD lors de sa Neuvième session,

/...

en juin 1995, en réponse de la résolution 49/96 de l'Assemblée générale. Les nouvelles directives appellent une nouvelle réorientation de la Coopération technique entre pays en développement (CTPD) de façon à lui permettre de se concentrer sur des initiatives stratégiques dont l'impact sur le développement d'un grand nombre de pays en développement serait considérable. Il devrait ainsi se concentrer sur les questions de développement les plus importantes, telles que commerce et investissement, dette, environnement, soulagement de la pauvreté, production et emploi, ainsi que coordination et gestion macro-économiques. Ils sont d'avis que pour le succès des "Nouvelles directives pour la CTPD" l'élément central réside dans les liens opérationnels entre la CTPD et la Coopération économique entre pays en développement (CEPD). Dans ce sens, ils invitent le Comité conjoint de coordination du Mouvement des non alignés et du Groupe des 77 à formuler des recommandations à partir de données fournies par le Centre du Sud en vue de l'application des "Nouvelles directives".

299. Afin de faciliter et ensuite d'encourager des projets et des programmes sud-sud, les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur conviction selon laquelle des travaux d'approches évolutionnistes et tripartites -dont l'efficacité a déjà été démontrée dans le passé- doivent être intensivement explorés et entrepris. Ils font également remarquer qu'en soutenant de tels projets et programmes, il importe de tenir compte du support et de l'assistance potentiels de la part des pays développés et d'importantes institutions multilatérales, y compris des ressources financières, dans la ligne des objectifs de la coopération sud-sud.

300. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement appuient la décision de donner un nouvel élan au Programme d'action pour la coopération économique du Mouvement des non alignés. Les activités entreprises dans le cadre de celui-ci ont souffert du manque de ressources financières et de la perte d'intérêt de la part des pays membres. Ils estiment indispensable de créer des priorités, d'orienter des actions vers des objectifs plus clairement définis, d'arrêter des délais stricts pour la mise en place de projets et de simplifier leurs activités. Les institutions et les mécanismes créés par le Programme sont de toute première importance et méritent pour autant tout leur soutien. En outre, ils estiment nécessaire d'établir des liens solides et efficaces entre ces institutions et ces mécanismes afin de faciliter la création d'un réseau efficace d'échange d'informations, entre autres par l'adaptation des capacités des pays en développement à leurs besoins dans le domaine de l'assistance technique, et la mise en commun des données d'expériences. Dès lors, ils s'engagent à relancer les réunions dans le cadre de l'APEC afin de la revivifier et de mettre en marche les programmes.

301. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement mettent aussi l'accent sur la nécessité d'accroître les relations commerciales entre pays non alignés. Le système généralisé de préférences commerciales (SGPC) dans les pays en développement constitue un moyen important d'encourager et d'élargir leur commerce réciproque. Ils demandent aux pays n'ayant pas encore signé ou ratifié l'accord de le faire dès que possible et invitent d'autres pays en développement à s'y joindre. Ils suggèrent de conclure le deuxième cycle de négociations du système préférentiel et prennent bonne note de l'offre de la République de Cuba d'accueillir la Réunion ministérielle du Comité de négociation après la conclusion du cycle.

302. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement suggèrent aux pays en développement de moderniser leurs secteurs productifs et de les rendre plus compétitifs, dans le but de profiter pleinement des préférences du système généralisé et d'améliorer leur part de marché. En outre, il est conseillé que leurs banques centrales, leurs ministères des finances et les institutions financières recherchent une plus grande interaction afin de développer le commerce et d'autres activités de coopération économique sud-sud, notamment concernant de nouvelles formes de financement commercial et le renforcement des accords de paiement bilatéraux et multilatéraux entre ces pays.

/...

303. Reconnaisant l'amélioration de la capacité de financement de certains pays en développement, les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité d'encourager, par des accords bilatéraux et multilatéraux fondés sur des termes favorables et compétitifs, les flux d'investissements directs dans les pays en développement, qui à leur tour, ouvriraient de plus vastes marchés aux niveaux bilatéral, sous-régional, régional et inter-régional.

304. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se déclarent convaincus que la coopération économique et l'intégration régionales et sous-régionales peuvent jouer un rôle important dans le renforcement de la coopération nord-sud et sud-sud et contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde. Ils invitent la Communauté internationale à appuyer les efforts des pays en développement en vue d'étendre la coopération et le développement aux échelons régional et sous-régional. Ainsi, les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note de la Conférence au Sommet sur l'économie, qui se tiendra à Amman, du 30 octobre au 1er novembre 1995 et expriment l'espoir que ce sommet contribuera à renforcer la coopération économique régionale et sous-régionale au Proche Orient et en Afrique du Nord, conformément aux conclusions du sommet de Casablanca d'octobre 1994.

305. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent favorablement les conclusions de la réunion ministérielle des pays non alignés sur la dette et le développement: mise en commun de données d'expériences, tenue à Djakarta en août 1994. Ils reconnaissent que le pouvoir de négociation des pays lourdement endettés pourrait être notablement renforcé s'ils pouvaient prendre part aux discussions concernant les divers aspects du problème de la dette. Dans ce sens, ils ont convenu de continuer de convoquer des réunions semblable à celle de Djakarta, afin d'examiner régulièrement la situation de la dette, d'échanger des vues et de partager des données d'expériences, ainsi que d'adopter une position commune, de renforcer la coopération technique entre pays en développement en ce qui concerne la gestion de la dette et les techniques de négociation de la dette, ainsi que de promouvoir des accords de coopération bilatérale entre pays en développement sur des questions de développement et de dette.

306. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent l'importance de la coopération Sud-sud dans le domaine de la science et de la technologie et se félicitent de l'adoption du programme amélioré de coopération par le Centre pour la science et la technologie des pays non alignés. Ils notent également qu'en vertu de cela et à la suite de sa mise en place, un nombre de réunions, d'ateliers, de stages de formation et de projets de collaboration ont été entrepris; des publications ont également été éditées dans des domaines prioritaires aussi divers que la télédétection en agriculture, la lutte contre la malaria, la culture commerciale tissulaire et la biotechnologie, les télécommunications rurales, la technologie pour les petites et moyennes entreprises et les technologies de substitution des substances nocives pour la couche d'ozone. Ils insistent sur le fait que le Centre pour la science et la technologie des pays non alignés requiert cependant un niveau suffisant d'engagement et d'apports financiers afin de pouvoir remplir son rôle et assumer correctement ses fonctions. En conséquence, ils demandent aux pays non alignés et à d'autres pays en développement qui ne l'ont pas encore fait, de signer les statuts du Centre et d'apporter leur contribution pour en devenir membres.

307. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement signalent que l'établissement de centres régionaux pour la science et la technologie et la création d'un réseau d'institutions spécialisées de pays en développement peut donner un nouvel élan à la coopération technologique Sud-sud. Dans ce sens, il importe de convoquer une réunion d'experts sur la science et la technologie afin de partager des informations et données d'expérience dans le domaine de la biotechnologie. Ils invitent les autres pays en développement à s'associer à ces initiatives.

308. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent favorablement la création de la Commission pour la science et la technologie (COMSTEC), au terme des premières réunion d'experts de plusieurs pays en développement, à Islamabad en octobre 1994. Cette commission devrait permettre d'améliorer le réseau de coopération Sud-sud dans les domaines de la science et de la technologie.

309. Les chefs d'Etat et de Gouvernement se félicitent des conclusions de la Conférence des ministres de l'alimentation et de l'agriculture du Mouvement des non alignés sur la Sécurité alimentaire, tenue à Bali, Indonésie, du 7 au 11 octobre 1994. Ils rappellent que la Conférence a étudié l'ampleur de la pénurie alimentaire, analysé les indicateurs relatifs à la persistance de l'insuffisance de produits alimentaires et proposé des solutions reposant principalement sur le lancement d'actions collectives visant à l'utilisation de ressources inexploitées des pays du mouvement des non alignés possédant de fortes potentialités de production alimentaire. A cet égard, ils soulignent qu'il faut renforcer et accélérer l'application de la déclaration de Bali et le Programme d'action sur la sécurité alimentaire du Mouvement des non alignés et autres pays en développement adopté à la conférence.

310. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement jugent essentiel le rôle de l'information et des communications dans l'implantation des programmes et projets sud-sud. Ils s'engagent à développer et à faciliter les relations entre les pays en développement dans ce domaine, par une coopération entre leurs centres d'échanges de données respectifs et en particulier par le truchement du Centre d'échanges de données sur la technologie, le commerce et les investissements du sud (SITT DEC), à Kuala Lumpur en vue d'encourager les réseaux de coopération dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la technologie.

311. Aussi les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment-ils leur engagement en faveur de la coopération Sud-sud dans les domaines de l'information et des communications, fondée sur le principe de l'autosuffisance. Ils demandent de renforcer les fonctions et le rôle du Pool des nouvelles agences des non alignés (PNANA) et des Organes de diffusion des pays non alignés (ODPNA) et d'accélérer la création de nouveaux centres internationaux d'information, comme l'a recommandé la COMIPNA-IV.

312. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que la coopération technique entre les pays en développement est un catalyseur important pour le processus de développement. Aussi adhèrent-ils aux conclusions et recommandations de la Réunion conjointe des experts et décideurs en matière de Stratégie de croissance autonome (SCA) tenue à Djakarta (Indonésie) du 12 au 14 juin 1995. Ils soulignent la nécessité de développer et de renforcer les programmes de CTPD pour encourager les échanges systématiques d'information et de données d'expérience dans les domaines du développement ainsi que les soutiens financiers et techniques de la part des pays donateurs et des organisations internationales.

313. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement adhèrent à la création du Centre pour la coopération technique Sud-sud en Indonésie, comme un des moyens les plus efficaces et les plus vitaux pour soutenir et accélérer le développement dans les pays en développement. Ils reconnaissent également que le Centre vient compléter les centres déjà existants du Mouvement des non alignés et fait aussi partie intégrante des efforts de ce dernier pour renforcer la coopération Sud-sud. Ils réaffirment que le pays hôte du Centre continuer de bénéficier des accords financiers déjà existants en matière de CTPD car il s'agit d'un modèle opérationnel de financement du Centre. Ils invitent les pays en développement et les pays développés, ainsi que les organisations multilatérales et internationales, à profiter de cette modalité ainsi offerte.

/...

314. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement jugent important d'accroître la coopération entre les pays du Mouvement dans le domaine de l'enseignement et de la formation, qui sont des facteurs fondamentaux du développement économique et social. Ils s'engagent à lancer des programmes de bourses et d'échange d'étudiants et à accélérer la création de centres d'excellence dans les pays en développement.

315. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent la convocation, en 1996, d'une conférence des ministres de la culture des Etats membres en vue de promouvoir la coopération entre eux. Ils insistent sur la nécessité de renforcer davantage la coopération entre pays non alignés et autres pays en développement dans le domaine de la culture et, en ce sens, ils se réjouissent de l'offre faite par le gouvernement de la République démocratique populaire de Corée d'accueillir le cinquième Festival du cinéma des non alignés et autres pays en développement, à Pyongyang, en septembre 1996, conformément au programme d'action dans les domaines de l'éducation et de la culture.

316. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se montrent satisfaits des résultats de la Cinquième Conférence des Ministres du travail des pays non alignés et d'autres pays en développement, tenue début 1995 à New Delhi, et notamment de la décision d'entreprendre, dans différents secteurs socio-économiques des pays en développement, des programmes de coopération ayant des répercussions sur le travail et l'emploi. Ils partagent la décision des ministres de mobiliser et de rassembler les capacités des pays en développement dans les domaines de la coopération énoncés dans la Déclaration de New Delhi et dans le Projet de programme d'action.

317. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent avec grand intérêt l'initiative présentée dans le cadre de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire, appelée "Partenaires en matière de population et de développement: une initiative Sud-sud", et les progrès réalisés dans ce domaine. Il est très important que tous les pays se joignent à cette initiative, et que les pays non alignés et d'autres pays en développement maintiennent une coordination efficace dans le processus de mise en place des accords décidés lors de la Conférence. Ils promettent de développer les échanges d'information et de données d'expérience concernant les méthodes, les techniques et les modalités d'application des politiques et des programmes démographiques.

318. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement s'engagent à rechercher une mobilisation plus grande et plus efficace des secteurs des entreprises des pays non alignés, afin de profiter de leur capacité financière, administrative et technologique dans le développement du commerce, de l'investissement et des autres formes de coopération Sud-sud. A cette fin, ils apporteront l'infrastructure, le soutien et les mesures d'encouragement nécessaires pour développer la coopération directe entre les cercles d'entrepreneurs des pays mentionnés, par le biais de séminaires, de tables rondes, ainsi que d'entreprises mixtes et d'autres activités de coopération industrielle.

319. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement suggèrent d'harmoniser, de consolider et d'intégrer, partout où cela est possible, le Programme d'action de Caracas du Groupe des 77 et le Programme d'action pour la coopération économique du Mouvement des non alignés, afin de profiter au mieux des activités complémentaires, d'obtenir une meilleure efficacité et d'éviter de répéter le travail déjà effectué. Ils considèrent que le Comité conjoint de coordination entre le Mouvement des non alignés et le Groupe des 77 a un rôle capital à jouer à cet égard.

320. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent des progrès réalisés dans l'adoption des termes de référence et l'opérationnalisation du Comité conjoint de coordination (CCC), et soulignent le besoin de le consolider comme un moyen permettant de renforcer la coordination et

la coopération entre le Mouvement des non alignés et le Groupe des 77 afin de défendre les intérêts et les positions des pays en développement dans les différentes négociations et les forums à l'échelle internationale. Ils ont également apprécié les progrès réalisés par le CCC pour satisfaire les intérêts des pays en développement, conformément à la proposition conjointe des présidents du Bureau de coordination du Mouvement des non alignés et du Groupe des 77, en tant que coprésidents du CCC et en vertu du message du président du Mouvement des non alignés au président du sommet du Groupe des 7 à Halifax, ainsi que leurs efforts conjoints pour renforcer le système des Nations Unies durant la 49ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils soulignent que la réunion du Comité serait à composition non limitée, comme il convient, afin de permettre une large participation de tous les membres du Mouvement ainsi que du Groupe des 77. Ils jugent opportun d'établir une coordination semblable entre le Mouvement des non alignés et le Groupe des 77 à l'égard des activités des Nations Unies en-dehors de New York, dans les domaines du développement et de la coopération internationale, afin de renforcer la solidarité et la coopération entre les pays en développement.

321. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement recommandent la tenue d'une réunion ministérielle des pays non alignés et autres pays en développement sur la coopération Sud-sud. Ils exhortent également les organisations et groupements d'intégration et de coopération des pays en développement à se réunir prochainement afin d'échanger des données d'expérience, d'explorer des nouveaux mécanismes de coopération et de formuler des propositions en vue de la réunion ministérielle.

322. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement apprécient l'importance du rôle et des activités du Centre du Sud et affirment leur engagement de soutenir totalement le Centre afin qu'il puisse réaliser efficacement ses tâches et assurer ses mandats. A cet égard, ils saluent l'entrée en vigueur de l'accord pour créer le Centre et invitent tous les pays non alignés et autres pays en développement qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer. Ils saluent également les ouvertures positives, à l'issue de la première séance du Conseil du Centre du sud réunissant les représentants, pour renforcer davantage ses relations et sa coopération avec le Mouvement des non alignés. Ils invitent les pays non alignés et autres pays en développement à ce qu'ils envisagent de contribuer au capital du Centre du Sud de manière à le rendre autonome.

323. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent le Centre du sud à continuer de prêter son assistance pour développer et formuler les positions et vues des pays en développement sur différents thèmes touchant à l'économie mondiale, au développement, à la politique et à la stratégie pour les différentes réunions et conférences, notamment celles tenues sous l'égide des Nations Unies.

L'information et les communications

324. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se déclarent satisfaits des résultats de la IVe Conférence des ministres de l'information et des communications des pays non alignés (COMIPNA-IV) tenue en juin 1993 à Pyongyang, et ont examiné le développement actuel de la situation des relations dans le domaine de l'information et des communications. A cet égard, ils sont d'avis que les inégalités et les déséquilibres régnant dans ce domaine altèrent l'image des pays en développement et soulignent la nécessité d'instaurer un nouvel ordre mondial pour l'information et les communications fondé sur les principes d'indépendance, de progrès, de démocratie et de coopération mutuelle.

325. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent l'importance du rôle des organisations internationales, dont l'UNESCO, dans l'établissement d'infrastructures d'information et de

communication dans les pays non alignés et autres pays en développement. Ils soulignent le besoin de coopérer avec les Nations Unies, l'UNESCO et l'UIT et de coordonner efficacement la position des pays en développement avec des organisations internationales importantes.

La crise économique grave de l'Afrique

326. A la lumière de l'examen de la situation économique critique de l'Afrique, les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent les efforts résolus des gouvernements et des peuples de l'Afrique pour surmonter la situation de crise sur leur continent. Toutefois, ils expriment leur profonde préoccupation à propos de la crise grave et persistante des économies de l'Afrique. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent qu'en dépit des nombreux accords et engagements existants, les résultats restent décourageants, ce qui démontre le manque de volonté de la part de la Communauté internationale à s'occuper efficacement des impératifs économiques du continent. Ils enjoignent cette dernière, et surtout les pays développés et le système des Nations Unies, d'adopter, renforcer et mettre en oeuvre des mesures efficaces de soutien aux efforts des pays africains dans leurs processus de réforme économique. Aussi rappellent-ils leur soutien à l'appel lancé par le Roi du Maroc, et appuyé par d'autres chefs d'Etat ou de Gouvernement africains, en faveur d'un Plan Marshall pour l'Afrique, afin de relancer la croissance économique et le développement sur ce continent.

327. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent que le système des Nations Unies devrait, entre autres, fournir des moyens efficaces, y compris des ressources nouvelles et supplémentaires, pour développer le secteur social dans les pays d'Afrique, de manière à mitiger les impacts négatifs des programmes d'ajustement structurel dont l'application suppose un coût social élevé. Ils saluent l'adoption de la décision 49/42 de l'Assemblée générale et demandent l'application opportune du nouveau Plan des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 1990, ainsi que la consolidation des efforts destinés à diversifier les économies africaines.

328. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement font part de leur inquiétude au sujet des problèmes engendrés par les catastrophes naturelles et causées par l'homme, y compris la sécheresse et la désertification, qui aggravent la situation en Afrique en dépit des efforts déployés aux niveaux national, sous-régional et régional.

329. Tout en soulignant que le développement économique et social du continent dépend avant tout des efforts des pays africains, ils rappellent l'importance de l'assistance étrangère en tant que support supplémentaire essentiel. A cet égard, ils adhèrent aux recommandations contenues dans la Déclaration du Caire sur le développement économique et social de l'Afrique, adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine en mars 1995 et par d'autres instruments internationaux importants relatifs au développement en Afrique.

330. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent également que, malgré le rééchelonnement et la remise de la dette, celle-ci constitue un fardeau de plus en plus lourd pour les pays africains. Bien que l'application des énoncés de Naples représente un pas encourageant sur la voie menant à la solution du problème de la dette bilatérale au sein du Club de Paris, la dette des pays africains à faible revenu continue d'être un sérieux obstacle à leurs perspectives de développement. La situation est en outre exacerbée par le flux de ressources négatif vers les institutions financières multilatérales. L'augmentation progressive de la part correspondant à la dette multilatérale au montant total de leur dette exige l'établissement de modalités permettant la réduction de la dette multilatérale. Par conséquent, les chefs d'Etat ou de Gouvernement enjoignent la Banque mondiale, de concert avec le FMI, d'établir des mécanismes qui non seulement chercheraient des solutions

durables et efficaces au problème de la dette multilatérale, mais qui procureraient également des ressources concessionnelles supplémentaires aux pays concernés.

Les pays les moins développés

331. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déplorent que les engagements souscrits par la Communauté internationale pour résoudre la crise persistante des pays les moins développés n'aient pas été tenus et ce qui a sérieusement entravé les efforts de développement de ces pays. Au cours des dernières années, les pays les moins développés ont été davantage marginalisés et leur nombre a augmenté.

332. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se déclarent très préoccupés par les incertitudes en ce qui concerne la reconstitution des ressources de l'AID. Aussi invitent-ils la Communauté internationale, et en particulier les principaux donateurs, à s'engager plus avant envers l'aide au développement en contribuant à assurer le respect des engagements de la dixième reconstitution l'AID, de contribuer de manière plus significative à sa onzième reconstitution et de financer suffisamment le programme spécial d'assistance en faveur de l'Afrique.

333. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent la mise en oeuvre efficace, prompte et complète des programmes d'action pour les années 1990 en faveur des pays les moins développés, afin de faciliter la reprise et l'accélération de leur croissance économique et leur développement viable. A cet égard, ils accueillent favorablement les conclusions de la Réunion intergouvernementale de haut niveau sur la révision globale à moyen terme du programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins développés et demandent à tous les intéressés de prendre des mesures urgentes afin d'appliquer les recommandations de la Réunion de révision à moyen terme.

334. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent aux pays développés de respecter leur engagement d'allouer au moins 0,15% de leur PNB à l'aide officielle au développement des pays les moins développés et d'essayer de passer la barre des 0,20% en l'an 2000. Ils en appellent aux pays développés, aux institutions financières multilatérales et autres créanciers pour qu'ils s'attachent plus à résoudre de manière plus efficace, durable et globale le problème de la dette des pays les moins développés. A cet égard, ils leur demandent d'en annuler toutes les dettes.

335. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement sollicitent de la Communauté internationale des mesures concrètes pour un accès plus vaste et préférentiel aux marchés des pays développés, en faveur des exportations des pays les moins développés, pour leur fournir des services commerciaux et pour leur faciliter des flux d'investissements étrangers directs. En outre, il importe de mitiger, chez les pays les moins développés, les possibles effets négatifs résultant de l'Acte final de l'Uruguay Round et des négociations commerciales multilatérales. Il convient également de favoriser les capacités à tirer parti des possibilités offertes par ces accords. A cet égard, ils demandent à la Communauté internationale qu'elle applique les mesures supplémentaires de l'accord de Marrakech en faveur des pays les moins développés.

Les pays enclavés en voie de développement

336. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent à la Communauté internationale, notamment aux pays développés et aux institutions de développement multilatérales, de fournir un plus grand soutien, par le biais d'une coopération technique et d'une aide financière, aux pays en développement enclavés afin de leur permettre de participer efficacement à l'économie internationale en rapide mondialisation, y compris au commerce mondial et aux processus

/...

d'investissement et technologiques. Ils font également observer que les pays en développement de transit affrontent de graves problèmes économiques et que leurs efforts pour développer une infrastructure de transit viable devaient eux aussi être soutenus du point de vue financier et technique par la Communauté internationale.

Les petites îles-Etats en développement

337. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent la nécessité d'une rapide application du programme d'action de la Barbade en faveur du développement viable des petites îles-Etats en développement. Aussi demandent-ils au Programme des Nations Unies pour le développement, en tant qu'institution primordiale, de multiplier ses efforts pour organiser le soutien du système des Nations Unies à la création de capacité aux niveaux local, national et régional.

338. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement constatent également que nombre de petites îles-Etats en développement connaissent des limitations en matière de commerce et de financement, aggravées par la fréquence croissante de catastrophes naturelles. D'où leur fragilité économique et sociale. Aussi soulignent-ils l'importance de la coopération internationale pour soutenir les politiques et mesures des îles-Etats en développement et amortir les incidences perverses de ces contraintes sur leur développement économique et social.

CHAPITRE IV: QUESTIONS SOCIALES

Le développement social

339. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement saluent les conclusions du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague, Danemark, en mars 1995. Ils manifestent leur décision d'adhérer aux principes et de respecter les dix engagements repris dans la Déclaration adoptée par le Sommet. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent l'urgence de l'application du Programme d'action qui recommande de mener, dans un cadre de croissance économique soutenue et de développement viable, des actions destinées à créer un environnement national et international favorable au développement social, afin d'éliminer la pauvreté, de développer l'emploi productif en vue du plein emploi, de réduire le chômage et d'encourager l'intégration sociale.

340. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que, pour faire aboutir les objectifs déterminés à Copenhague, il convient d'étudier les propositions concernant l'affectation de nouvelles ressources financières destinées à financer le développement social des pays en développement.

341. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement signalent en outre le besoin impérieux d'encourager le développement des pays en développement et affirment que le développement social en étiail d'une croissance économique soutenue est essentiel pour satisfaire les aspirations et atteindre le bien-être des peuples. C'est donc la responsabilité primordiale des Gouvernements et de tous les secteurs de la société civile de mettre en oeuvre les objectifs d'élimination de la pauvreté, d'alimentation, de santé, d'enseignement, d'emploi, de logement, d'intégration sociale, auxquels ils se sont engagés à Copenhague. Ils affirment en outre qu'une telle action doit s'accompagner d'une coopération internationale efficace.

342. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent l'engagement du Sommet social mondial, en vertu duquel l'éradication de la pauvreté dans le monde demande des actions nationales décisives et la coopération internationale. Eliminer la pauvreté est un impératif éthique, social, politique et économique. Il ne peut être atteint que par une approche multidimensionnelle et intégrée combinant des programmes destinés aux pauvres et des politiques et des stratégies regroupant les besoins élémentaires de tous, assurant l'accès de tous aux ressources productives, aux opportunités, aux services publics, encourageant la protection sociale et réduisant les vulnérabilités. La croissance économique soutenue est cruciale pour élever le niveau de vie et éliminer la pauvreté.

343. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement insistent sur le besoin d'augmenter substantiellement les dépenses publiques en faveur du développement social au sein de leurs pays et demandent à la Communauté internationale, et notamment aux pays développés et aux organisations internationales, d'aider à fournir les ressources financières et techniques requises par les pays en développement pour soutenir leurs efforts. Ils soulignent que tels investissements démontreraient leur solidarité et permettrait une plus grande équité, une productivité majeure et un bien-être social accru. Ils soulignent qu'un tel investissement constituerait en soi un acte de solidarité et d'équité, et conduirait à une plus grande productivité et à l'amélioration du bien-être social.

344. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement s'engagent à aider et à encourager l'organisation de services plus modernes, plus universels et de meilleure qualité, et à accorder une attention toute particulière à ceux qui n'ont qu'un accès limité à ces services. Ils encouragent la participation active de la communauté dans la gestion du social.

/...

345. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent le rôle important du développement social dans le progrès économique, une équité accrue, la productivité économique, la solidarité sociale, la participation et la tolérance politiques, ainsi que la coopération internationale. Cela devrait se traduire par une meilleure compétitivité et une hausse des indicateurs du développement social. Dès lors, ils s'engagent à accorder une plus grande priorité aux couches sociales les plus vulnérables et aux régions les moins développées de leurs pays.

346. La création d'emplois productifs constitue un élément vital d'une telle stratégie qui doit combiner les objectifs du développement social et économique. La stratégie de croissance économique doit conduire à la création d'emplois, meilleurs et plus nombreux, alors que la stratégie sociale doit mieux encourager le développement des ressources humaines afin de tirer pleinement parti de ces possibilités d'emploi.

347. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que l'enseignement doit constituer l'une des bases fondamentales du développement économique et social. La culture et les loisirs sont également des facteurs qui enrichissent les relations sociales et permettent de réaffirmer l'identité des peuples.

348. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement déclarent que les politiques de développement doivent prendre en compte des programmes de sécurité sociale chargés d'élargir la couverture des services de santé et d'améliorer leur efficacité, y compris des programmes de sécurité sociale pour les groupes les plus vulnérables.

349. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement affirment que l'amélioration de toutes les conditions de vie de la population requiert un environnement de vie sûr et sain. Il importe de compter sur suffisamment de logements et de services publics, une prévention appropriée des catastrophes et des mécanismes de réponse, le réaménagement des secteurs marginalisés, ainsi que des infrastructures de loisirs et autres.

350. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement renouvellent leur engagement d'encourager l'intégration sociale, en s'efforçant d'atteindre la stabilité, la sécurité et la justice basées sur la mise en valeur et la défense des droits de l'homme, ainsi que sur la tolérance, la non violence et la non discrimination pour permettre une meilleure compréhension entre les peuples dans des sociétés plus justes et plus équitables avec un esprit de solidarité.

351. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent note de l'appel du Président du Guyana, M. Cheddi Jagan, en faveur de l'établissement de nouvelles relations entre les Etats, l'accent étant mis sur le maintien de la paix internationale, la satisfaction de besoins fondamentaux de l'homme et la justice sociale internationale.

Les droits de l'homme

352. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment leur ferme intention de défendre et de protéger les droits de l'homme, y compris le droit au développement, conformément à la charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme aux autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux engagements pris dans le cadre de la Déclaration et du Programme d'action de la Conférence sur les droits de l'homme. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment la position du Mouvement des non alignés consignée dans le document final du sommet de Djakarta et de la Onzième Conférence ministérielle, au Caire en 1994.

/...

353. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que la démocratie, le développement et le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, y compris le droit au développement, sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et corrélés. La Communauté internationale doit considérer les droits de l'homme dans leur globalité, avec justice et équité, sur le même plan et avec la même force. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rappellent que la défense et protection de tous les droits de l'homme doivent également être basées sur des principes d'objectivité, d'impartialité et de non sélectivité, en tenant compte des caractéristiques politiques, historiques, sociales, religieuses et culturelles de chaque pays, tout en respectant les principes de souveraineté nationale et de non ingérence dans les affaires intérieures d'autrui. Ils redisent qu'il incombe aux Etats, indépendamment de leur système politique, économique ou culturel, de défendre et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

354. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent que la défense et la protection de ces droits incombe avant tout aux Gouvernements, avec le soutien des Nations Unies pour l'application des principaux textes internationaux et des dispositions de la Déclaration de Vienne et du Programme d'action.

355. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que la défense et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le cadre de la coopération internationale, constitue une préoccupation légitime de la Communauté internationale. Ils rejettent le recours au thème des droits de l'homme comme instrument de pression politique, notamment à l'encontre des pays non alignés et d'autres pays en développement et soulignent la nécessité de combattre toute tentative de soumettre l'expansion du commerce et l'octroi d'aide économique au thème des droits de l'homme.

356. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que les décisions et la formulation de politiques en matière de droits de l'homme, ainsi que leur défense et protection, au sein du système des Nations Unies tiennent, conformément à la Charte, de la responsabilité de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme. Aussi soulignent-ils la nécessité d'en rationaliser les tâches afin d'éviter tout chevauchement et d'encourager le consensus grâce à un meilleur système de consultation.

357. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent l'équilibre entre les droits de l'homme et les libertés individuelles, d'une part, et les obligations de la société et de l'Etat, d'autre part. Ils rappellent leur préoccupation devant la tendance croissante d'aborder de manière sélective les questions relatives aux droits de l'homme pour des raisons politiques sans rapport et d'ignorer les droits économiques, sociaux et culturels, en rapport plus direct avec les nécessités humaines fondamentales.

358. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent qu'il incombe aux organismes, entités et institutions des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme, d'en coordonner les activités.

359. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soutiennent l'esprit de coopération internationale de Vienne qui exclut l'exploitation de la question des droits de l'homme à des fins politiques, y compris le signalement individuel de pays pour des motifs sans rapport.

360. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement dénoncent toutes les formes de racisme et de xénophobie comme constituant des graves violations des droits de l'homme et soulignent la nécessité de les combattre par tous les moyens politiques et juridiques. Ils expriment leurs grande préoccupation devant la multiplication, dans plusieurs pays développés, de politiques restrictives en

/...

matière d'immigration qui entravent la liberté de mouvement des individus et alimentent la xénophobie. A cet égard, ils sont d'avis qu'une attention particulière devrait être accordée aux travailleurs migrants et à leur famille et que tous les pays devraient être encouragés à adhérer aux instruments internationaux y relatifs.

361. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement relèvent la responsabilité du Haut Commissaire des Nations Unies dans l'application de la Déclaration de Vienne et du Programme d'action. Aussi invitent-ils la Communauté internationale à soutenir le travail du Haut Commissaire aux fins de l'accomplissement des objectifs de ces instruments. Ils accueillent favorablement la proposition du Haut Commissaire d'entretenir un dialogue permanent avec le Bureau de coordination des pays non alignés afin de tenir le Mouvement mieux informé des activités du Haut Commissariat et de faire connaître à ce dernier les apports du Mouvement en la matière.

362. Tout en insistant sur la nature indivisible des droits de l'homme, les chefs d'Etat ou de Gouvernement mettent tout spécialement l'accent sur l'importance du droit au développement de tous les peuples, en tant que partie intégrante des droits fondamentaux de l'homme. L'adoption, indépendamment de la cause ou du prétexte, de mesures, de réglementations ou de politiques coercitives ou unilatérales à l'encontre des pays en développement constitue une flagrante violation des droits fondamentaux de leurs populations.

363. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement constatent avec préoccupation les progrès limités des négociations sur le droit au développement. Ils exhortent les organes et services compétents des Nations Unies à se charger de la coordination d'activités et de l'élaboration de programmes appropriés. Ils mettent également l'accent sur les efforts et les initiatives déployés par le Haut Commissaire pour les droits de l'homme afin de défendre efficacement le droit au développement.

364. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment également que le Secrétaire des Nations Unies doit poursuivre la coordination des différentes activités concernant l'instauration du droit au développement et que le Centre du Secrétariat pour les Droits de l'homme doit disposer de ressources suffisantes. De même, ils jugent urgent d'adopter des mesures concrètes afin de modifier la répartition inégale de postes au Centre pour les droits de l'homme en recrutant du personnel des pays en développement.

365. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement condamnent sans équivoque le terrorisme international comme étant un acte criminel qui menace l'intégrité territoriale et la sécurité des Etats, notamment ceux responsables de violations de droits de l'homme, en particulier le droit à la vie de tous les citoyens, de destructions d'infrastructures physiques et économiques et de la déstabilisation de gouvernements légitimes. Ils s'engagent fermement à prendre des mesures rapides et efficaces pour éliminer le terrorisme international et demandent à tous les pays de respecter leurs obligations découlant du droit international, et notamment de poursuivre, voire, le cas échéant, d'extrader les responsables de tels actes, ainsi que d'empêcher l'organisation et l'instigation au terrorisme contre des Etats tiers, à l'intérieur leurs frontières ou au-delà. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réitérent leur soutien à la résolution 46/51 du 27 janvier 1992 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui condamne sans équivoque et comme étant des actes criminels et injustifiés, les méthodes et pratiques du terrorisme où que ce soit et par qui que ce soit. Ils demandent à tous les pays de respecter leurs obligations nées du droit international de ne pas organiser, encourager, aider ou participer à des actes terroristes dans d'autres pays et de tolérer ou d'encourager sur leur territoire d'activités visant directement à la préparation de tels actes.

366. Ils dénoncent également la brutalisation des peuples sous domination étrangère comme étant la forme la plus grave de terrorisme. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement condamnent l'utilisation

/...

du pouvoir de la part d'un Etat, en vue d'exercer la violence et la répression contre des civils innocents qui luttent en faveur de leur droit inaliénable à l'autodétermination contre une occupation étrangère. Ils ont mis en relief le caractère sacré de ce droit. Aussi exigent-ils qu'en cette époque de plus grandes liberté et démocratie, que les peuples vivant sous occupation étrangère soient autorisés à déterminer librement leur destinée. A cet égard, ils ont également rappelé.

367. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se réjouissent de l'adoption de la Décision 49/185 de l'Assemblée générale intitulée "Droits de l'homme et terrorisme", rappellent leur inquiétude concernant toutes les violations des droits de l'homme perpétrées par des groupes terroristes et condamnent de nouveau tous les actes, méthodes et pratiques de terrorisme.

368. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement s'opposent à la présence et à la participation, aux conférences et réunions internationales des Nations Unies portant sur les droits de l'homme et assimilés, d'individus et d'organisations n'adhérant pas aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies et s'étant indûment arrogés les privilèges accordés aux organisations non gouvernementales jouissant d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

La population et le développement

369. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement saluent le succès de la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire, en Egypte, en 1994, et conçue en vue d'intégrer les questions de population dans le contexte du développement. Ils observent que depuis l'adoption de la décision de l'Assemblée générale sur le rapport de la Conférence internationale pour la population et le développement, des progrès sont intervenus dans l'application de ses dispositions. Ils demandent que soit rapidement mise en place le programme d'action du Caire tel qu'il a été adopté et soulignent l'importance du rôle de la Communauté internationale et du système des Nations Unies pour la mobilisation des ressources nécessaires à ces objectifs. Ils saluent également la réunion ministérielle des pays non alignés concernant la population et le développement, tenue à Bali (Indonésie), en octobre 1993.

Les migrations internationales et le développement

370. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se montrent particulièrement inquiets à propos des problèmes rencontrés par les travailleurs migrants et leurs familles, notamment les travailleuses migrantes, et s'engagent à s'intéresser davantage à cette question et à soutenir la tenue d'une Conférence mondiale sur les migrations et le développement afin d'analyser la situation et d'adopter les actions pertinentes en vue de leur examen et solution. Ils encouragent également tous les pays, notamment les membres du Mouvement des non alignés, à faire partie de la Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles. Ils demandent aux pays qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention.

Les établissements humains

371. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soutiennent pleinement la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), devant se tenir en 1996 à Istanbul, en Turquie, ainsi que son étape préparatoire. Ils confirment l'importance cruciale des deux thèmes suivants pour la mise en oeuvre du Plan d'action mondial: "Etablissements humains viables dans un monde

/...

urbanisé" et "Un logement décent pour tous". Le logement décent pour tous est en effet une question clé pour la stabilité socio-économique des établissements humains et la base d'un développement viable. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur soutien à l'amélioration et à l'incorporation, d'une façon ou d'une autre, de la stratégie globale concernant le logement pour l'an 2000 au Programme d'action de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et ils demandent à la Communauté internationale d'augmenter considérablement leur niveau de financement et autres modalités de soutien. Ils lancent un appel aux pays non alignés afin qu'ils participent activement à cette importante conférence et qu'ils harmonisent leurs positions pendant cette conférence et les travaux préparatoires, en étroite collaboration avec le Groupe des 77.

372. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement nourrissent l'espoir que la Conférence Habitat II aboutira à un plan concret d'action doté d'un mandat accru et effectivement apte à aider les pays non alignés et autres pays en développement à résoudre leurs problèmes d'établissements humains et atteindre l'objectif d'un toit pour tous, compte tenu que c'est là un droit fondamental de l'homme.

Réfugiés, rapatriés, migrations internes de personnes et problèmes humanitaires

373. Profondément inquiets de l'augmentation considérable du nombre des réfugiés dans le monde (qui est passé de 17 millions en 1992 à 27,4 millions en août 1995) et des migrations internes (26 millions), ils exhortent les Etats et la Communauté internationale à unir leurs efforts afin de garantir une protection et une assistance aux peuples victimes de ces conditions angoissantes, notamment les femmes et les enfants, et surtout ceux qui sont seuls, se trouvant dans des conditions de vulnérabilité et composant la majorité des réfugiés et des migrants internes.

374. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent le travail humanitaire précieux et efficace que réalise le Haut commissariat pour les réfugiés, même au prix de pertes humaines douloureuses et regrettables des membres de son personnel, et saluent les efforts inlassables du H.C.R. pour la mise en oeuvre de programmes de rapatriement volontaire menés à bien dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie avec la coopération et la contribution des pays d'accueil. A cet égard, ils lancent un appel aux Etats et aux organisations internationales concernées pour qu'elles continuent à coopérer au maximum et à coordonner leurs efforts afin de garantir le succès des programmes de rapatriement volontaire.

375. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement mettent l'accent sur la nécessité d'une assistance internationale, y compris l'aide au développement, afin de trouver des solutions durables et opportunes aux problèmes des réfugiés et des personnes déplacées, y compris les migrants internes, et d'atténuer les effets négatifs sur l'environnement socio-économique des pays d'accueil. Ils demandent aux Etats de prendre les mesures nécessaires afin de prévenir des situations susceptibles de donner lieu à de nouveaux exodes de réfugiés et de personnes déplacées.

376. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement invitent les Etats qui n'ont pas encore adhéré à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 concernant le statut des réfugiés à le faire, et ils renouvellent leurs efforts pour que soit respecté le droit d'asile et le principe de base du non refoulement.

377. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment expressément leur soutien au travail du représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrants internes et, dans ce cadre, appuient les initiatives visant à cautionner l'élaboration d'une déclaration internationale sur

/...

l'ensemble des principes et normes de protection et de traitement humain pour tous les migrants internes en toute situation ou circonstance.

378. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement estiment que les grands changements survenus dans le monde au cours de ces dernières années permettaient de concevoir des manières et des moyens de réduire éventuellement le nombre des victimes de conflits armés. Ils font cependant remarquer que, paradoxalement, la violence sous toutes ses formes et les conflits armés se multiplient. La prolifération des armes et leur faible coût posent un grave problème. En outre, la mise au point de nouvelles armes, notamment celles qui rendent aveugle, ainsi que la production et l'utilisation sans réserve des mines terrestres, dont les principales victimes sont les civils, demeurent une source d'inquiétude majeure.

379. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que la priorité devrait être donnée à la promotion de la connaissance, du respect et de l'application des règles du droit humanitaire international, reposant sur des principes fondamentaux et des valeurs universelles qui ne sont pas encore suffisamment appliqués. Ils affirment leur conviction que la connaissance, le respect et l'application des règles du droit humanitaire international non seulement contribuent à soulager les souffrances de toutes les victimes et leur fournissent une protection efficace, mais créent aussi une atmosphère favorable au dialogue et au rétablissement de la paix.

380. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soulignent l'importance de promouvoir le respect des principes humanitaires universellement reconnus et du droit humanitaire international, notamment ceux des quatre Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles complémentaires de 1977. Ils invitent les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier les deux protocoles complémentaires de la Convention de Genève de 1949 ou d'y adhérer.

381. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement recommandent aux Etats membres du Mouvement de soutenir les organisations humanitaires dans le but de garantir que les aides d'urgence destinées aux victimes d'un conflit armé soient pourvues d'une manière efficace et impartiale.

382. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement estiment qu'il est essentiel de faire la distinction entre les diverses formes d'activités opérationnelles des Nations Unies, en particulier celles liées à l'aide humanitaire et au maintien de la paix. Les activités humanitaires et l'action militaire et politique doivent chacune conserver leur dynamique propre, conformément à leur mandat respectif et en vue du respect du droit humanitaire international, afin de préserver l'indépendance, la neutralité et l'impartialité de l'action humanitaire.

383. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que l'aide humanitaire ne peut se substituer à l'aide au développement et ne constitue pas une solution durable aux problèmes qui sont à l'origine de cette aide d'urgence. Dans ce contexte, ils déclarent que les ressources financières, matérielles et humaines consacrées à l'aide d'urgence ne doivent pas provenir de celles destinées à l'aide au développement.

384. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement recommandent aux Etats membres du Mouvement de participer activement à la XXVI^e Conférence internationale de la Croix rouge et du Croissant rouge qui se tiendra à Genève du 3 au 7 décembre 1995.

La situation des enfants

/...

385. Après examen des résultats du Sommet mondial pour l'enfance qui s'est tenu à New York en 1990, les chefs d'Etat ou de Gouvernement reconnaissent les progrès substantiels réalisés depuis lors en faveur des enfants. Ils lancent un appel pressant à tous les pays afin qu'ils entreprennent d'urgence des efforts visant à atteindre, dans les délais impartis, les Objectifs pour l'enfance et le développement durant les années quatre-vingt-dix, convenus dans le Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale pour la survie, la protection et le développement des enfants pendant les années quatre-vingt-dix. Dans ce contexte, ils exhortent en particulier tous les pays à compléter et à mettre en oeuvre leurs programmes d'action respectifs ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'atteindre les objectifs fixés pour la mi-décennie à la fin de 1995 et ceux fixés pour la fin de la décennie en l'an 2000.

386. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement font l'éloge du rôle joué par l'UNICEF, depuis sa fondation en 1946, dans le domaine de la survie, la protection et la formation des enfants à travers le monde, particulièrement dans les pays en développement, et demandent à la Communauté internationale, et spécialement aux pays donateurs, d'allouer plus de ressources à l'organisation pour lui permettre de poursuivre son travail.

387. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se réjouissent du fait que 180 Etats ont ratifié la Convention sur les droits de l'enfant et exhortent les quelques Etats qui ne l'ont pas encore fait à adopter des mesures en vue de sa ratification universelle d'ici la fin de 1995, ainsi que l'a réitéré l'Assemblée générale dans sa résolution 49/211. Ils exhortent les pays à prendre d'urgence des initiatives afin de pleinement et effectivement mettre en application la Convention à l'échelon national et mondial, et font l'éloge de l'UNICEF pour son activité militante et son appui dans ce domaine.

388. Profondément inquiets de la situation difficile que vivent de nombreux enfants victimes innocentes de conflits armés dans nombre de pays du monde, ils demandent aux Etats et aux Nations Unies d'adopter des mesures concrètes en vue de soulager leur pénible situation, conformément à la Résolution 49/209 de l'Assemblée générale des Nations Unies. En outre, ils manifestent leur inquiétude à l'égard des conditions sociales et économiques intolérables vécues par les enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles, telles que les catastrophes naturelles, l'exploitation, l'analphabétisme, la sous-alimentation, la maladie, la faim et l'infirmité et ils enjoignent tous les Etats à intensifier leurs efforts afin de les protéger.

389. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réitérent l'appel lancé au Sommet mondial pour le développement social pour que soient élaborés des politiques et des programmes de travail visant à éliminer la pauvreté des familles, qui est la cause principale du travail des enfants, à supprimer le travail des enfants, à encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école, notamment par le truchement de services sociaux et autres mesures d'encouragement.

390. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement condamnent énergiquement les pratiques intolérables comme le rapt et la vente d'enfants et de leurs organes, ainsi que l'exploitation des enfants à travers la pornographie, la violence sexuelle, la prostitution, le travail des enfants et autres pratiques qui ne cessent de se multiplier du fait d'une demande croissante dans un certain nombre de pays. Ils demandent à tous les Etats et aux Nations Unies d'adopter des mesures concrètes visant à éliminer ces pratiques, conformément à la Résolution 49/210 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils insistent pour que des efforts spéciaux soient faits et que des mesures soient prises contre le trafic et la consommation de drogues illicites, pour mettre fin à l'exploitation des enfants dans ce trafic et les protéger contre la consommation de drogues.

391. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment aussi leur profonde préoccupation à l'égard du recrutement, de l'organisation et de l'utilisation d'enfants dans les conflits armés. Ils condamnent cette pratique inhumaine comme une menace au développement plein et civilisé des enfants, et exhortent les Etats à élever leurs enfants pour qu'ils deviennent les futurs dirigeants d'un monde où règne la paix. En outre, ils condamnent toute forme de violence contre les enfants et enjoignent tous les pays à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme à cette pratique.

La promotion de la femme

392. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement accueillent avec satisfaction le message de la quatrième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, tenue à Beijing le 1er septembre 1995 et réaffirment que la Déclaration et le Programme d'action de la quatrième Conférence sur les femmes, tels qu'ils ont été adoptés, constituent l'expression de l'engagement réel des pays du Mouvement d'adopter des mesures efficaces visant à intégrer la perspective de non discrimination sexuelle, d'éliminer les principaux obstacles s'opposant à l'égalité entre hommes et femmes, au développement et à la paix, et particulièrement la pauvreté, de fournir un accès suffisant et égalitaire à l'éducation et aux services de santé, y compris l'information concernant la prévention en matière de santé, ainsi que la participation aux processus de prise de décisions, en respectant comme il se doit les croyances religieuses et les valeurs culturelles.

393. Convaincus que les femmes sont capables de jouer un rôle décisif dans la recherche de la paix, les chefs d'Etat ou de Gouvernement mettent l'accent sur la nécessité de continuer à reconnaître les droits humains de la femme et ils soulignent l'importance de l'égalité d'accès aux activités du développement sous toutes ses formes, notamment l'enseignement et la formation, les soins de santé, l'emploi, le crédit, et l'accès préférentiel à la propriété de la terre ainsi qu'aux nouvelles technologies. Ces efforts doivent de même inclure des dispositions concernant la mise en place d'un environnement politique, économique, social et culturel visant à l'intégration complète de la femme au développement ainsi que l'adoption de mesures nécessaires à l'accroissement de la coopération entre les pays en développement, les pays développés et les organisations internationales, pour renforcer le rôle de la femme dans le développement. Ceci permettrait à la femme de participer pleinement et sur un pied d'égalité avec l'homme à toutes les activités de développement, y compris les processus de prise de décisions. Convaincus que les femmes sont en droit de jouer un rôle crucial dans tous les domaines de la vie, les chefs d'Etat et de Gouvernement soulignent la nécessité de continuer à promouvoir la condition de la femme et leur droit de jouir pleinement de tous les droits de l'homme.

394. Considérant que l'exploitation des femmes et leur discrimination ont aussi leur origine dans la condition des filles au sein de la société, ils réaffirment leur décision de prendre des mesures urgentes et efficaces visant à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des petites filles. En ce sens, ils s'engagent en particulier à donner une attention prioritaire à l'éducation des filles.

395. Etant donné que l'accroissement, surtout dans les pays en développement, de la pauvreté extrême, touchant particulièrement les femmes des zones rurales et les victimes de catastrophe naturelle, et qui affecte davantage le rôle des femmes, lesquelles très souvent sont chefs de famille, les chefs d'Etat ou de Gouvernement jugent indispensable que les efforts nationaux et internationaux destinés à l'élimination de la pauvreté tendent, en priorité, à l'amélioration de la condition de la femme.

/...

396. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement notent que cette situation alarmante de la femme est due, entre autres, à la stagnation économique, à la croissance économique négative, à l'accroissement continu de la population et au poids croissant de la dette extérieure qui s'accompagnent de réductions des dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux, spécialement ceux d'alphabétisation et d'éducation. Ils affirment également qu'un environnement international approprié peut contribuer à accélérer la véritable égalité entre hommes et femmes.

397. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur répulsion envers la victimisation de plus en plus fréquente des femmes, notamment dans les situations de conflits armés, et l'utilisation systématique du viol en tant qu'arme de guerre et de purification ethnique. Ils demandent à tous les pays de prendre les mesures nécessaires pour désormais mettre fin à ces pratiques.

398. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement prennent bonne note du nombre grandissant d'Etats devenus parties prenantes de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, et du fait que plusieurs parties ont modifié leurs réserves initiales, faisant ainsi de cette Convention l'un des instruments internationaux des droits de l'homme le plus universel. Ils invitent les Etats membres du Mouvement qui n'ont pas encore ratifié la Convention à le faire aux fins de sa totale universalité d'ici l'an 2000.

La jeunesse

399. A l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la jeunesse en 1995, et inquiets de la persistance, voire l'aggravation, de facteurs affectant la jeunesse dans le monde actuel, les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent aux Gouvernements, aux organisations et aux agences spécialisées du système des Nations Unies de consentir de plus grands efforts pour élaborer, améliorer et appliquer des politiques, des plans et des programmes appropriés afin d'atteindre les buts qui ont inspiré le Programme mondial d'action pour la Jeunesse d'ici l'an 2000 et au-delà.

400. En ce sens, les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent de l'adoption de la Résolution 49/152 de l'Assemblée générale des Nations Unies, selon laquelle quatre des séances plénières de sa cinquantième session seront consacrées, entre autres, au dixième anniversaire de l'Année internationale de la Jeunesse.

Le racisme et la discrimination raciale

401. Conscients du rôle important joué par les pays du Mouvement des non alignés dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur inquiétude face à la nouvelle évolution du racisme consistant en pratiques discriminatoires fondées sur la culture, la nationalité, la religion et la langue, et rejettent vigoureusement les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance s'y rapportant.

402. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement se félicitent du Programme d'action révisé pour la troisième Décennie visant à combattre le racisme et la discrimination raciale et ils demandent à tous les pays d'adopter des mesures à l'échelon national contribuant à atteindre les objectifs de celui-ci. Ils soulignent également l'urgence de convoquer une conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale et ethnique, la xénophobie et autres formes d'intolérance contemporaine.

/...

La lutte internationale contre les stupéfiants

403. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur profonde inquiétude face à la menace grave que la consommation croissante de stupéfiants représente pour la société, la vie et l'avenir des enfants et de la jeunesse, et ses effets déstabilisateurs sur les pays touchés par la consommation, la production, le trafic et la distribution illicites de substances narcotiques et psychotropiques et les délits qui y sont liés. Ils renouvellent leur engagement le plus ferme de combattre la production, le trafic, la distribution et la consommation illicites de ces substances à tous les niveaux et selon toutes les modalités, de même que de lutter contre le blanchiment d'argent, le trafic d'armes, de munitions et d'explosifs, et contre le détournement des précurseurs chimiques et des produits de base.

404. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement rejettent la manière injuste, inéquitable et sélective selon laquelle certains pays développés cherchent à attribuer une plus grande responsabilité à un groupe spécifique de pays, notamment ceux qui sont le lieu de production illégale de substances narcotiques et psychotropiques, ainsi que les pays utilisés comme plaques tournantes du trafic international de stupéfiants. Le phénomène des drogues illicites et les organisations criminelles qui y sont liées constituent une menace commune pour tous les pays et requièrent en conséquence le ferme engagement de tous les membres de la Communauté internationale pour y remédier.

405. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment que la filière de la drogue commence avec le commerce insuffisamment contrôlé des précurseurs chimiques et des substances essentielles à la production des substances narcotiques et psychotropiques, et prend fin avec le blanchiment de l'argent par l'intermédiaire des circuits financiers et commerciaux. En conséquence, ils jugent que, compte tenu de sa dimension planétaire, le problème de la drogue ne peut être résolu que par une coopération internationale efficace fondée sur le principe de la responsabilité partagée dans laquelle les mesures nationales s'articulent en fonction d'une réponse globale, intégrale et équilibrée au problème des drogues illégales.

406. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement expriment leur intérêt de voir tous les pays participer à l'élaboration de principes communs qui orienteraient les programmes vers la réduction de la demande, selon une vision intégrale et équilibrée. Ils soulignent également la nécessité de promouvoir la coopération dans le domaine de la désintoxication, de la prévention de la consommation de drogues et des mesures coercitives.

407. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement exhortent les peuples et les représentants des Etats à unir leurs voix dans toutes les instances internationales, afin que le trafic de stupéfiants soit considéré et déclaré comme un crime contre l'humanité

408. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement soutiennent l'initiative du Gouvernement colombien de proposer une Convention contre le blanchiment de l'argent. Ils proposent aussi d'organiser en 1998 une conférence sur les substances narcotiques et psychotropiques afin d'évaluer, entre autres, la situation actuelle de la coopération internationale dans ce domaine et d'étudier la mise au point de mécanismes internationaux permettant de faire face au défi du crime organisé transnational.

409. Du fait que la pauvreté et la marginalisation sont des facteurs aggravant le problème du trafic de stupéfiants dans les pays en développement, notamment parce qu'elles encouragent les cultures illicites, ils lancent un appel en vue d'intensifier la coopération internationale de caractère multilatéral et bilatéral en faveur de programmes de développement socio-économique dans les

/...

zones affectées. Ils sollicitent également la coopération internationale pour soutenir des programmes de développement alternatif et de réhabilitation de l'environnement dans les zones où les cultures illicites ont causé de graves dégâts écologiques.

410. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réaffirment de manière catégorique que la lutte internationale contre l'utilisation et le trafic illicites de drogues devrait être menée en accord total et sans violer les principes et les normes du droit international consacrés par la charte des Nations Unies, notamment ceux portant sur le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats et la non recours à la force ou la menace de recours à la force dans les relations internationales.

411. Les chefs d'Etat et de Gouvernement se félicitent de la proposition du président du Panama, S.E. M. Ernesto Pérez Valladares, d'accueillir dans son pays un Centre multilatéral contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropiques et les délits liés à la drogue.

412. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement demandent aux Etats n'ayant pas encore ratifié la Convention des Nations Unies sur le trafic illicite des substances narcotiques et psychotropiques adoptée à Vienne le 20 décembre 1988, de le faire dans les meilleurs délais. Ils recommandent aussi avec insistance d'appliquer la Déclaration politique de Naples et l'Action mondiale contre le crime organisé transnational.

413. Les chefs d'Etat ou de Gouvernement décident de renforcer la lutte internationale contre les organisations criminelles internationales de trafic de stupéfiants qui menacent gravement les efforts destinés à construire et à renforcer la démocratie. Dans ce sens, ils décident de renforcer la coopération internationale visant à éliminer les liens croissants et dangereux qui se tissent entre les groupes terroristes, les trafiquants de drogue, leurs organisations paramilitaires et autres groupes criminels armés, qui ont recours à toute sorte de violences, minant ainsi les institutions démocratiques des Etats et violant les droits fondamentaux de l'homme.

APPENDICE

RESERVES CONCERNANT LE DOCUMENT FINAL

Au cours des travaux des Commissions, plusieurs délégations ont fait savoir verbalement qu'elles émettaient des réserves sur certains paragraphes du Document final. Il s'agit des délégations et des paragraphes suivants: le Pérou sur les paragraphes concernant le Terrorisme; la Djamahiryya Arabe de Libye sur les paragraphes concernant la Palestine; le Pakistan et l'Arabie Saoudite sur les paragraphes concernant Chypre; le Chili, la Jamaïque, Malte, la Thaïlande, la Tanzanie et le Venezuela sur le paragraphe concernant la Lybie; le Chili sur le paragraphe concernant Porto Rico; à propos du paragraphe concernant la Situation entre l'Irak et Koweït, l'Irak a déclaré qu'il était inacceptable et a réitéré cette position lors du Plénum.

Certaines délégations ont également fait parvenir leurs réserves par écrit. Ces textes sont les suivants (1):

RESERVES EMISES PAR LA DJAMAHIRYYA ARABE LIBYENNE

Je tiens à déclarer que mon pays est profondément préoccupé par les résultats des dernières menaces concernant Gaza et Jéricho, qui ignorent les droits inaliénables du peuple palestinien vivant dans les territoires occupés ou hors de la Palestine.

Mon pays soutient le peuple palestinien et son combat légitime par tous les moyens jusqu'à ce que ses droits justes et nationaux soient acquis sur ses territoires palestiniens. Mon pays souhaite donc émettre officiellement des réserves sur les paragraphes 132, 134, 135, 136, 138, 139 et 140 du Communiqué final (NAC 11/Doc.1 Rev.3) (2).

RESERVES EMISES PAR LE PAKISTAN SUR LE PARAGRAPHE 173 RELATIF A TURQUIE-IRAK

Tout en appuyant totalement le principe de l'intégrité territoriale des Etats et en soulignant l'impérieuse nécessité de respecter l'unité et l'intégrité territoriale de la République d'Irak, le Pakistan estime que ce paragraphe tel qu'il est formulé ne reflète pas vraiment la complexité de la situation. Vu l'absence des points de vue de toutes les parties auxquelles se réfère le paragraphe, le Pakistan pense que la Conférence n'est pas en mesure d'évaluer objectivement la situation. Le Pakistan réserve donc sa position sur ce paragraphe.

RESERVES EMISES PAR LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE SUR LE PARAGRAPHE 135 (NAC 11/Doc.1/Rev.3)

La délégation de la République Arabe Syrienne émet des réserves sur l'accueil favorable accordé à l'Accord de Taba, tout en maintenant sa position concernant l'Accord d'Oslo.

/...

RESERVES EMISES PAR LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE SUR LE PARAGRAPHE 140 (NAC 11/Doc.1/Rev.3)

La délégation de la République Arabe Syrienne émet des réserves sur l'accueil favorable accordé au Traité de paix Jordano-Israélien car ce traité constitue une solution séparée, hors du cadre et des bases du processus de paix entamé à Madrid, lequel vise à obtenir une paix complète et juste basée sur l'application des Résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité et sur la formule de "Terre en échange de la Paix".

RESERVES EMISES PAR LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

La République Islamique d'Iran tient à émettre des réserves concernant toute partie du Document final du Onzième Sommet du Mouvement des Pays non-alignés qui pourrait être interprétée comme une reconnaissance d'Israël.

RESERVES EMISES PAR LE CHILI

Comme l'a signalé le président du Comité, la délégation du Chili tient à émettre des réserves sur la rédaction et le contenu du paragraphe 163 (NAC 11/Doc.1/Rev.3) concernant la Libye. La délégation chilienne émet également des réserves sur le paragraphe proposé par la Libye.

RESERVES EMISES PAR LA MALAYSIA

Je souhaite me référer à la Onzième Conférence des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des Pays non-alignés qui s'est tenue à Carthagène (Colombie) du 18 au 20 octobre 1995 et au paragraphe 163 de la Déclaration, telle qu'elle est présentée dans le Document NAC 11/Doc.1/Rev.3, paragraphe relatif aux résolutions de sanction concernant la Libye, et transmettre les réserves du Gouvernement de la Malaysia sur ce paragraphe.

RESERVES EMISES PAR LA THAILANDE

Nous avons de la sympathie pour le peuple libyen en raison des souffrances qu'il traverse. Cependant, l'un des principes de notre politique étrangère est de respecter la Charte des Nations unies. Nous estimons donc difficile d'accepter la rédaction des lignes 22-24 du paragraphe 163 (NAC 11/Doc.1/Rev.3). Par conséquent, nous émettons des réserves sur ce paragraphe.

RESERVES EMISES PAR L'INDONESIE

Le Représentant permanent de la République d'Indonésie aux Nations unies salue le Représentant permanent de la Colombie aux Nations unies, en sa qualité de Président du Bureau de Coordination du Mouvement des Pays non-alignés. Au sujet du Document final de la Onzième Conférence des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des Pays non-alignés qui s'est tenue récemment à Carthagène (Colombie) du 18 au 20 octobre 1995, il a l'honneur de l'informer que le

/...

Gouvernement de la République d'Indonésie exprime des réserves sur tous les paragraphes qui ne sont pas en accord avec sa politique étrangère fondamentale.

RESERVES EMISES PAR LE PEROU (NAC 11/Doc.1/Rev.3)

1. Paragraphe 41: le Pérou considère que le rôle important que le Mouvement des Pays non-alignés peut jouer au sein des Nations unies en agissant comme porte-parole des pays en voie de développement se réfère aux membres du mouvement et se base sur des positions fondées sur le consensus de ceux-ci.

2. Paragraphes 117 et 118: le principe de la libre détermination représente l'un des piliers de l'indépendance du Pérou. En ce sens, le Pérou soutient et respecte la validité de ce principe appartenant au Droit international et son application universelle de façon cohérente avec les Nations unies. Sans se référer à aucune région en particulier et en raison de son caractère universel, le Pérou juge inacceptable toute justification qui formule, suggère, induise ou permette de considérer comme légitime un acte terroriste quelconque, quel que soit son but.

3. Concernant un éventuel mécanisme de solution des controverses au sein du Mouvement des Pays non-alignés (paragraphes 129, 130 et autres formulations), le Pérou estime que toute initiative prise à l'avenir par le Président ou les membres du Mouvement des Pays non-alignés ne pourra se substituer au droit international existant et, par conséquent, ne pourra être invoqué dans les cas où il existe des traités bilatéraux ou multilatéraux ou des jugements arbitraux en vigueur entre des pays membres, ou des sentences d'un tribunal international convenu entre les parties.

4. Le Pérou tient à émettre des réserves sur le paragraphe 163, étant donné que comme membre des Nations unies il accepte les dispositions de l'article 25 de la Charte de cette organisation.

5. Le Pérou tient à émettre des réserves sur le paragraphe 184.

RESERVES EMISES PAR LE PANAMA SUR LE PARAGRAPHE 143

La République de Panama émet expressément des réserves sur le paragraphe 143 du Document final des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des Pays non-alignés. La République de Panama ne partage pas la rédaction finale du texte et souligne une nouvelle fois que l'esprit et la philosophie devant guider le Mouvement des Pays non-alignés sont d'encourager la coopération et non l'affrontement dans le domaine des relations internationales.

RESERVES EMISES PAR LE PANAMA SUR LE PARAGRAPHE 163

La République de Panama émet expressément des réserves sur le paragraphe 163 du Document final des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des Pays non-alignés.

RESERVES EMISES PAR LA COLOMBIE

L'un des principes fondant la politique étrangère de la Colombie est le respect des engagements inclus dans la Charte des Nations unies. Nous exprimons donc notre sympathie au peuple libyen en raison des souffrances qu'il traverse actuellement; nous tenons à émettre des réserves sur le paragraphe 163 du Document final (NAC 11/Doc.1/Rev.3).

(1) Note: textes reçus jusqu'au 20 novembre 1995.

(2) Le numéro des paragraphes mentionnés ici correspond à la numérotation de la version définitive du Document final (NAC 11/Doc.1/Rev.3).

/...

Annexe IV

**Déclaration des chefs d'état ou gouvernement du Mouvement des non alignés sur la
Conférence de nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) au Onzième
Sommet tenu à Cartagena, Colombie, du 18 au 20 octobre 1995 ***

Nous, chefs d'État ou Gouvernement du Mouvement des pays non alignés réunis au Onzième Sommet de notre Mouvement à Cartagena, sommes conscients que les Nations Unies doivent jouer un rôle essentiel pour parvenir à un développement équitable et généralisé moyennant la promotion d'un environnement international qui lui soit approprié et la coordination des grandes lignes et du profil des relations économiques internationales.

Nous soulignons que la question du développement demeure la préoccupation prédominante de la communauté internationale, à la lumière notamment des défis et des chances qu'offrent la mondialisation et la libéralisation, ainsi que l'élimination de la pauvreté, l'atténuation des disparités et le redressement des déséquilibres de l'économie mondiale.

Nous sommes aussi désireux de replacer le développement au coeur du débat international en encourageant un dialogue constructif en faveur du développement et en déployant des efforts internationaux concertés pour aborder les principaux problèmes que confrontent les pays en développement dans un nouvel esprit de volonté commune.

Nous réaffirmons, donc, le rôle central de la CNUCED comme organisation économique de premier plan au sein des Nations Unies et instance universelle pour les débats et les négociations entre gouvernements; l'établissement de politiques et de consensus; le contrôle, la conduite et le suivi et la coopération technique dans l'optique d'accélérer la croissance et le développement économiques, notamment ceux des pays en développement.

La CNUCED, vu sa compétence et son mandat, joue un rôle capital dans la fixation de la perspective du développement dans les débats sur le commerce international et constitue un forum approprié pour s'accorder sur les questions nouvelles et urgentes et améliorer le cadre en vue de la négociation d'accords commerciaux ultérieurs dans les instances pertinentes,

En ce domaine, nous accueillons avec satisfaction la nomination du nouveau Secrétaire général de la CNUCED avec la conviction qu'elle contribuera à revigorer la CNUCED.

Nous réaffirmons notre appui au mandat de la CNUCED comme pôle au sein des Nations Unies pour le traitement intégré du développement et des questions s'y rapportant -commerce, produits de base, finances, investissements, dette extérieure, services, technologie et environnement.

Nous soulignons l'importance primordiale de permettre à la CNUCED d'exécuter pleinement son mandat la convertir en instrument plus efficace de promotion du développement, en particulier celui des pays en développement.

Nous demandons instamment à la CNUCED, dans le cadre de la préparation de IXe CNUCED, de mettre davantage l'accent sur les problèmes prioritaires du développement et de trouver les moyens permettant d'optimiser l'impact de la mondialisation et de la libéralisation sur le développement, tout en minimisant les risques d'instabilité et de marginalisation.

* NAC 11/Doc.5.

Nous demandons à la CNUCED d'étudier les tendances et les problèmes de l'économie mondiale, notamment ceux qui ayant une incidence sur les pays en développement, et de proposer des politiques et des mesures, internationales et nationales, en mesure de porter remède aux problèmes en vue.

Nous prions instamment la CNUCED de renforcer son rôle de groupe de réflexion pour les pays en développement, dans un contexte économique d'un monde changeant et d'identifier, d'examiner et de proposer d'autres voies pour le développement;

Nous prions également la CNUCED de mener les tâches ci-après dans le domaine du développement:

- entreprendre un travail conceptuel dans le cadre d'une analyse et de pronostics objectifs; examiner les idées et les concepts en vue d'en identifier les implications pour les pays en développement et proposer les correctifs;

- relancer et renforcer son rôle dans le domaine du commerce et du développement et des questions connexes, telles que les normes régissant l'investissement, les politiques concurrentielles, les flux financiers, l'environnement, la promotion du secteur des services dans les pays en développement, la science et la technologie, le transfert de technologie, la coopération et l'intégration régionales;

- évaluer l'impact de l'application des accords de l'*Uruguay Round*, en identifiant les possibilités d'accès aux marchés et en proposant des mesures destinées à amortir d'éventuels effets négatifs;

- renforcer son rôle dans le domaine du Système généralisé de préférences et de la facilitation du commerce;

- appuyer les pays en développement dans la formulation de politiques et de stratégies dans des domaines spécifiques, y compris le développement de l'infrastructure et de la petite et moyenne entreprise.

Annexe V

Déclaration des Chefs d'Etat ou de Gouvernement du Mouvement des Non Alignés sur l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et les Commissions économiques régionales des Nations Unies à la Onzième Réunion au Sommet tenue à Cartagena de Indias, Colombie, du 18 au 20 octobre 1995. *

Les Chefs d'Etat ou de Gouvernement du Mouvement des pays Non Alignés réunis à l'occasion du Onzième Sommet de notre Mouvement à Cartagena de Indias, Colombie, expriment leur profonde préoccupation devant les intentions et les propositions selon lesquelles l'ONUDI et les Commissions économiques régionales des Nations Unies cessaient leur fonctions au motif qu'elles amaient atteint leur but.

L'ONUDI joue un rôle primordial dans la transformation économique et sociale, l'industrialisation et le développement des pays en développement, notamment.

Nous faisons observer que sans industrialisation, les pays en développement ne seront pas en mesure d'éradiquer la pauvreté, de satisfaire convenablement les besoins essentiels de leurs peuples, de générer des emplois garants de niveaux croissants et de tendre à un progrès économique cohérent et équilibré.

Les Commissions économiques régionales des Nations Unies jouent un rôle vital en décentralisant les Nations Unies et en facultant aux pays en développement d'aborder leurs problèmes dans un contexte régional et de les accoupler à des processus de type global.

Aussi redisons-nous tout notre intérêt dans le maintien d'une ONUDI forte et dynamique, comme institution essentielle du système des Nations Unies à même d'offrir un forum de politique, d'encourager la création d'institutions et d'autres formes de coopération et d'assistance techniques dans le domaine de l'industrialisation.

Nous réaffirmons, en outre, qu'il est d'intérêt vital pour nous de maintenir les Commissions économiques régionales comme mécanismes institutionnels dés, en mesure de répondre aux optiques et aux besoins particuliers, des différentes régions des pays non alignés et d'autres pays en développement et de constituer un moyen de garantir le caractère démocratique et pluraliste des Nations Unies.

* NAC 11/Doc.9.

Annexe VI

RAPPORT DU RAPPORTEUR-GÉNÉRAL *

1. Le Onzième Sommet de Chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés fut tenu à Cartagena de Indias, Colombie, du 18 au 20 Octobre, 1995.

2. Il fut précédé par une réunion préparatoire au niveau d'Ambassadeur et de Hauts fonctionnaires, tenue du 14 au 15 Octobre, et par une réunion préparatoire au niveau ministériel, tenue du 16 au 17 Octobre.

3. Les pays membres suivants du Mouvement participèrent au Sommet:

Afghanistan, Algérie, Angola, Afrique du Sud, Arabie Séoudite, Bahrain, Bangladesh, Barbade, Bélice, Benin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Fasso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap Vert, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats Arabes Unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambia, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Équatoriale, Guyane, Honduras, Ile Maurice, Inde, Indonésie, Iran (République Islamique d'), Irak, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye Arabe Jamahiriya, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Palestine, Panama, Papoue-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République Arabe de Syrie, République Centrale Africaine, République Démocratique Populaire de Corée, République Démocratique Populaire du Laos, République Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinidad et Tobago, Tunisie, Uganda, Uzbekistan, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

4. Les pays, mouvements de libération nationale et organisations internationales suivants participèrent au Sommet en tant qu'observateurs:

Arménie, Azerbaïdjan, Brésil, Chine (République Populaire de), Costa Rica, Croatie, El Salvador, Kirghiztan, Mexique, Uruguay.

Les organisations internationales et mouvements de libération nationale suivantes participèrent également en tant qu'observateurs: Organisation des Nations Unies, Organisation de l'Unité Africaine, Ligue des États Arabes, Organisation de la Conférence Islamique, Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques, Nouveau Mouvement Indépendantiste de Puerto Rico.

5. Les pays et organisations suivants participèrent au Sommet en tant qu'invités:

Allemagne, Australie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Espagne, Fédération Russe, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Norvège, Nouvelle Zélande, Pays Bas, Pologne, Portugal, République Dominicaine, République Tchèque, Roumanie, Saint Siège, République Slovaque, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine. Les organisations suivantes participèrent aussi en tant qu'invités: Centre du Sud, Comité International de la Croix Rouge (CICR), Comité Spécial des Nations Unies pour l'Océan Indien, Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), Programme des Nations Unies du Développement (PNUD), Programme Mondial de l'Alimentation, Secrétariat du Commonwealth, Organisation des Nations Unies de l'Agriculture et de l'Alimentation (FAO), Comité des Nations Unies sur l'Exercice des Droits Inaliénables du Peuple Palestinien, Organisation des Nations Unies du Développement Industriel (ONUDI), Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Comité Spécial des Nations Unies pour Réviser la

Situation concernant l'Application de la Déclaration sur l'Octroi de l'Indépendance aux Pays et Peuples Coloniaux, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), l'Institut International pour les Études Non Alignés, SELA, G77.

6. Les pays et organisations suivants participèrent en tant qu'invités du Gouvernement Colombien:

Japon, l'Organisation des États Américains (OEA), l'Organisation Internationale du Travail, Greenpeace, la Fédération Islamique Internationale d'Organisations Estudiantines, le Comité d'Avocats sur la Non Prolifération Nucléaire.

7. Les organisations suivantes participèrent aussi:

Le Groupe d'Agences de Presse des Pays Non Alignés.

Ouverture du Sommet (ordre du jour n°1 sur le programme).

8. S.E. Soeharto, Président de la République d'Indonésie, proclama l'ouverture du Onzième Sommet de Chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés.

9. Le sommet observa un moment de silence en mémoire des dirigeants du Mouvement des pays non alignés qui décédèrent depuis la Dixième Conférence au Sommet, en particulier le Président Premadasa de Sri Lanka, le Président Juvénal Habyarimana du Rwanda, le Président Cyprien Ntaryamira du Burundi et le Président Kim Il Sung de la République Démocratique Populaire de Corée.

10. S.E. Soeharto, Président de la République d'Indonésie, en sa capacité de Président de la Dixième Conférence au Sommet, présenta le rapport sur les activités du Mouvement pendant la période 1992-1995, que la Conférence décida d'adopter comme document officiel (NAC 11/Doc. 7).

11. Sur la proposition du Président Soeharto, le Sommet, par acclamation, élut le Président de la Colombie comme Président du Onzième Sommet de Chefs d'état ou de gouvernement des pays non alignés.

S.E. Ernesto Samper Pizano, Président de la République de Colombie, prononça le discours inaugural, que le Sommet décida par acclamation d'adopter come document officiel (NAC 11/Doc. 8).

12. S.E. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire-Général des Nations Unies, prit la parole pendant la session d'ouverture du Sommet.

13. Le discours inaugural du Président Ernesto Samper Pizano fut suivi par les déclarations des représentants des divers groupes régionaux, dans l'ordre suivant:

Au nom des pays africains: S.E. El Hadj Omar Bongo, Président de la République du Gabon.

Au nom des pays asiatiques: S.E. Abdul-Halim Khaddam, Vice-Président de la République Arabe de Syrie.

/...

Au nom des pays latino-américains et caraïbes: S.E. Violeta Barrios de Chamorro, Présidente du Nicaragua.

Au nom des pays européens: S.E. Glafcos Clérides, Président de Chypre.

Ratification du programme (NAC 11/Doc. 2) (ordre du jour n°2 du programme).

14. Le Sommet approuva le programme suivant:

1. Installation du Sommet.
2. Adoption de l'agenda.
3. Rapport de la réunion préparatoire au niveau ministériel.
4. Élection des officiers.
5. Organisation du travail.
6. Demandes d'admission des nouveaux membres et participation d'observateurs et invités.
7. Rapport du Président du Dixième Sommet de Chefs d'état ou de gouvernement des pays non alignés.
8. Examen de la situation politique et économique internationale.
9. Adoption des documents finaux.
10. Dates et lieux des réunions du Mouvement non aligné.
11. Autres affaires en cours.
12. Session de clôture.

Rapport du président de la réunion préparatoire au niveau ministériel (ordre du jour n°3 du programme) (NAC 11/Doc. 3).

15. Le Président du Comité Préparatoire, S.E. Rodrigo Pardo García-Peña, Ministre des Affaires Étrangères de la Colombie, présenta le rapport au Onzième Sommet des Chefs d'état ou de gouvernement des pays non alignés. Le Sommet prit note du rapport.

Élection des officiers (ordre du jour n°4 du programme).

16. Sur la recommandation de la réunion préparatoire au niveau ministériel, le Sommet adopta la composition suivante:

Président: Colombie.

Vice-présidents:

-- Afrique: Angola, Algérie, Burundi, Gabon, Ghana, Mali, Nigeria, République Unie de Tanzanie et Soudan.

-- Asie: Malaisie, Myanmar, Palestine, Papoue-Nouvelle-Guinée, Qatar, République Arabe de Syrie, République Islamique d'Iran, et République Démocratique Populaire de Corée.

-- Amérique Latine et Caraïbes: Cuba, Guyane et Panama.

-- Europe: Chypre et Malte.

Rapporteur-général: Nicaragua.

/...

Président du Comité Politique: Sri Lanka.

Président du Comité Économique: Zambie.

17. Le Sommet décida également que l'Indonésie, en tant que Président de précédence immédiate, figurerait au conseil de la rencontre comme membre de droit.

18. Le Sommet prit note que l'Ambassadeur Ramiro Osorio Fonseca, Directeur-général du Onzième Sommet du mouvement des pays non alignés, avait été nommé Secrétaire-général du Sommet.

Organisation du travail (ordre du jour n°5 du programme) (NAC 11/Doc. 4).

19. Le Sommet approuva les recommandations présentées par la Réunion Préparatoire au Niveau Ministériel, qui apparaissent dans le texte de son rapport, NAC 11/Doc. 3.

20. Le Sommet constitua un Comité Politique pour examiner les Chapitre I, Affaires Globales, et Chapitre II, Analyse de la Situation Internationale; et un Comité Économique pour examiner les Chapitre III, Affaires Économiques, et Chapitre IV, Affaires Sociales, du Projet de Document Final (NAC 11/Doc. 1/Rev. 1).

Accueil des nouveaux membres et participation d'observateurs et invités (ordre du jour n°6 du programme).

21. Le Sommet approuva les recommandations suivantes de la Réunion Ministérielle:

a) Accepter le Turkménistan comme membre du Mouvement des pays non alignés.

b) Concéder à l'Ukraine le statut d'invité du Mouvement des pays non alignés.

22. Au nom du Sommet, S.E. Ernesto Samper Pizano, Président de la République de Colombie, accueillit le pays récemment accepté comme membre du Mouvement, en même temps que celui accepté comme invité. Le Turkménistan et l'Ukraine exprimèrent leur gratitude, en même temps que la Fédération Russe, qui fut acceptée comme invitée du Mouvement à la réunion ministérielle du bureau de coordination à Bandung, en Avril 1995.

Rapport du Président du Dixième Sommet de Chefs d'état ou de gouvernement des pays non alignés (NAC 11/Doc. 5) (ordre du jour n°7 du programme).

23. Le rapport fut présenté par S.E. le Président Soeharto pendant son discours inaugural du Sommet. Le Sommet prit note du rapport.

Examen de la situation politique et économique internationale (ordre du jour n°8 du programme).

24. Le Sommet consacra cinq sessions plénières au débat général de l'examen de la situation politique et économique internationale, qui furent présidées par S.E. le Président Ernesto Samper Pizano. En son absence, les chefs de délégation suivants présidèrent les sessions: Algérie, Chypre, Ghana, Palestine, Malaisie, Malte, Nigeria.

/...

25. Au cours du débat général, les pays membres suivants prirent la parole:

Afghanistan, Algérie, Angola, Afrique du Sud, Arabie Séoudite, Bahrain, Bangladesh, Belize, Bolivie, Botswana, Brunei Darussalam, Burundi, Cambodge, Chili, Chypre, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats Arabes Unis, Équateur, Éthiopie, Gambia, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Guyane, Honduras, Ile Maurice, Inde, Iran, Irak, Jamaïque, Jordanie*, Kenya, Koweït, Liban, Libéria, Libye Arabe Jamahiriya, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc*, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Palestine, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République Démocratique de la Syrie, République Démocratique Populaire de Corée, République Démocratique Populaire du Laos, Rwanda, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Tunisie, Uganda, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

26. Le Sommet écouta également les déclarations des observateurs et invités suivants: Arménie, Brésil, Chine, Fédération Russe, Kirghizistan, Mexique*, et Ukraine.

* Ces pays ne prirent pas la parole, mais soumièrent leurs déclarations par écrit.

Ratification des documents finaux (ordre du jour n° 10 du programme).

27. La Conférence examina les documents finaux suivants:

I) L'Appel de Colombie (NAC 11/Doc. 6).

II) Projet du Document Final (NAC 11/Doc. 1/Rev. 2):

- Chapitre I: Affaires Globales.
- Chapitre II: Analyse de la Situation Internationale.
- Chapitre III: Affaires Économiques.
- Chapitre IV: Affaires Sociales.

III) Déclaration des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés sur la CNUCED (NAC 11/Doc. 5).

IV) Déclaration des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés sur l'ONUDI et les Commissions Economiques Régionales des Nations Unies (NAC 11/Doc. 9).

V) Rapport du Rapporteur-général (NAC 11/Doc. 10).

Les délégations suivantes annoncent des réserves quant à certains paragraphes du document final: Arabie Séoudite, Chili, Guyane, Iran, Irak, Jamaïque, Malte, Panama, Pakistan, Pérou, République Arabe de Syrie, République Unie de Tanzanie, Thaïlande, Venezuela et Colombie.

Dates et lieux de la Douzième Conférence et du Douzième Sommet de Chefs d'état ou de gouvernement des pays non alignés (ordre du jour n°9 du programme).

28. En ce qui concerne la date et le lieu de la Douzième Conférence et de la Douzième Conférence Ministérielle, le Président annonça que des consultations ultérieures continueraient sur ces questions. La Conférence prit note de l'annonce par le gouvernement de l'Afrique du Sud de son intérêt à être envisagée comme hôte pour la Douzième Conférence de Chefs d'état ou de gouvernement des pays non alignés, si le Mouvement en décide.

/...

Autres affaires en cours (ordre du jour n°11 du programme.

29. En ce qui concerne les demandes de la Bosnie-Herzégovine et de la Costa Rica d'adhésion au Mouvement, et du Japon et de l'ancienne République Yougoslave de Macédoine pour leur accueil comme invités, le Sommet résolut de différer ces considérations pour un débat ultérieur au Bureau de Coordination à New York.

Clôture (ordre du jour n°12 du programme).

30. La session de clôture du Sommet fut tenue le 20 Octobre 1995. L'Ambassadeur Ramiro Osorio, Secrétaire-général de la Conférence, lut solennellement l'Appel de Colombie.

31. Les représentants des divers groupes régionaux, dans l'ordre suivant:

Au nom des pays africains: S.E. João Bernardo Vieira, Président de la République de Guinée-Bissau.

Au nom des pays asiatiques: S.E. Mahatir Mohamad, Premier Ministre de Malaisie.

Au nom des pays latino-américains et caraïbes: S.E. Jorge Illueca, ancien Président du Panama.

Au nom des pays européens: S.E. le Professeur Guido di Marco, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Étrangères de Malte.

32. S.E. Ernesto Samper Pizano, Président de la République de Colombie et Président de la Conférence prononça la déclaration de clôture.
